C'MATER

C'MATER
Route départementale n°966
51 183 Courcy

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE D'UNE PLATEFORME DE TRI-TRANSIT ET RECYCLAGE DE DÉCHETS SUR LA COMMUNE DE COURCY (51)



TOME 2 - ETUDE D'IMPACT

Partie 2 : Description du projet

cabinet GREUZAT

Dossier 2021.0629 - 23 janvier 2026

PRÉSENTATION DU DOSSIER

La présente demande d'autorisation environnementale d'une installation classée est formulée en application de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement relatif à l'autorisation environnementale (Livre Ier Titre VIII relatif à l'autorisation environnementale) et conformément aux articles R. 181-1 et suivants du même Code relatif aux demandes d'autorisation.

LE PRÉSENT DOSSIER COMPREND :

1 - Les pièces communes aux différents volets de la procédure :

- TOME 1 : Demande d'autorisation environnementale
- TOME 2 : Étude d'impact :
  - Partie 1 - Résumé non technique
  - Partie 2 - Auteurs, Description du projet, Description des méthodes, Description des aspects pertinents de l'environnement et des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet, Étude des impacts et mesures ERC (Description des incidences notables et mesures pour éviter réduire ou compenser les effets négatifs [...])

2- Les pièces spécifiques aux différents volets de la procédure :

- TOME 3 : Éléments spécifiques au volet ICPE ;
- TOME 4 : Éléments de la directive IED (Rapport de base et MTD)
- Le plan d'ensemble;

3 - Des études spécifiques :

- TOME 5 : Annexes
- Etude paysagère

PRÉAMBULE

Contenu de l'étude d'impact

Conformément à l'article R.181-13 du Code de l'environnement relatif aux Autorisations Environnementales, ce document constitue l'étude d'impact nécessaire à la procédure d'autorisation.

Son contenu, défini à l'article R.122-5 II du Code de l'environnement, est en relation avec la sensibilité environnementale du secteur, avec l'importance du projet, et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement au regard des intérêts visés par le Code de l'environnement :

1° Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;

Tome 2, Partie 1 : « A - Résumé non technique »

2° Une description du projet, y compris : la localisation du projet, une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle, une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus ;

Tome 2, Partie 2 : « C - Description du projet »

3° Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommé "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet ;

Tome 2, Partie 3 : « E - Description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet »

4° Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet ;

Tome 2, Partie 3 : « E - Description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet »

5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres : de la construction et de l'existence du projet, de l'utilisation des ressources naturelles, des émissions engendrées par le projet, des risques pour la santé humaine, du cumul des incidences avec d'autres projets connus, ...

Tome 2, Partie 4 : « F - Description des incidences notables et mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et, le cas échéant, les modalités de suivi de ces mesures »

6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs ;

Tome 2, Partie 4 : « H - Incidences négatives notables dues à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs »

7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ;

Tome 2, Partie 4 : « G - Description des solutions de substitution et raisons des choix du projet »

8° Les mesures prévues par le maître d'ouvrage pour :

- Éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- Compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits.

Tome 2, Partie 4 : « F - Description des incidences notables et mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et, le cas échéant, les modalités de suivi de ces mesures »

9° Le cas échéant, **les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation** proposées

Tome 2, Partie 4 : « F - Description des incidences notables et mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et, le cas échéant, les modalités de suivi de ces mesures »

10° Une **description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences** notables sur l'environnement ;

Tome 2, Partie 2 : « D - Description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences »

11° Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;

Tome 2, Partie 2 : « B - Auteurs de l'étude »

12° Lorsque **certains des éléments** requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou **dans l'étude des dangers** pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact.

Tome 2, Partie 4 : « I - Éléments de l'étude d'impact repris dans l'étude de dangers »

Nota :
Afin de faciliter la compréhension des propos par le public et les administrations consultées, le chapitre traitant des effets et celui traitant des mesures ont été regroupés, avec, dans chaque domaine abordé, une lecture des mesures prises à la suite des effets du projet.

La portée géographique de l'étude varie et peut se restreindre ou s'élargir en fonction du domaine étudié. Les investigations in-situ ont été réalisées notamment par le Cabinet Greuzat entre juin et novembre 2025.

TABLE DES MATIÈRES

14 B - AUTEURS DE L'ÉTUDE

B.1 - C'MATER 17
B.1.1 - LE GROUPE BIR 17
B.1.2 - LES FILIALES 18
B.1.3 - L'ENTREPRISE C'MATER 19
B.2 - CABINET GREUZAT, CHARGÉ DE LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT 21

22 C - DESCRIPTION DU PROJET

26 D -DESCRIPTION DES MÉTHODES DE PRÉVISION OU DES ÉLÉMENTS PROBANTS UTILISÉS POUR IDENTIFIER ET ÉVALUER LES INCIDENCES

D.1 - CADRAGE PRÉALABLE, RECUEIL DES DONNÉES 29
D.1.1 - RECUEIL DES DONNÉES 29
D.1.2 - ÉTUDES SPÉCIFIQUES 29
D.2 - MÉTHODES UTILISÉES POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ÉTUDE D'IMPACT 30
D.2.1 - CONTEXTE PHYSIQUE 30
D.2.1.1 - GÉOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE 30
D.2.1.2 - GÉOLOGIE 30
D.2.1.3 - EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES 30
D.2.1.4 - AIR ET LE CLIMAT 30
D.2.1.5 - RISQUES NATURELS 31
D.2.2 - FAUNE, FLORE, MILIEUX NATURELS 31
D.2.3 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE 31
D.2.3.1 - HABITAT 31
D.2.3.2 - ÉTABLISSEMENTS SENSIBLES ET ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) 31
D.2.3.3 - SITES ET PAYSAGES 31
D.2.3.4 - BIENS MATÉRIELS - OUVRAGES TECHNIQUES - SERVITUDES 32
D.2.3.5 - TOURISME 32
D.2.3.6 - PATRIMOINE CULTUREL 32
D.2.3.7 - AGRICULTURE 32
D.2.3.8 - BRUIT 33
D.2.3.9 - VIBRATIONS, ODEURS, ÉMISSIONS LUMINEUSES 33
D.2.3.10 - DESSERTE ET CIRCULATION 33
D.2.4 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE 33
D.3 - ANALYSE DES MÉTHODES D'ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGÉES 35
D.3.1 - MÉTHODOLOGIE DE CLASSIFICATION DES IMPACTS 36
D.3.2 - CONTEXTE PHYSIQUE 37
D.3.3 - CONTEXTE NATUREL 37
D.3.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE 37
D.3.4.1 - CADRE DE VIE ET ACTIVITÉS HUMAINES 37
D.3.4.2 - PAYSAGE 38
D.3.4.3 - PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL 38
D.3.4.4 - BRUIT 38
D.3.4.5 - VIBRATIONS, ÉMISSIONS LUMINEUSES ET ODEURS 38
D.3.4.6 - ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE – POUSSIÈRES 38
D.3.4.7 - DESSERTES ET CIRCULATION 38
D.3.4.8 - BIENS MATÉRIELS – OUVRAGES TECHNIQUES – SERVITUDES 38
D.3.5 - SÉCURITÉ – HYGIÈNE – SALUBRITÉ PUBLIQUE 39
D.3.6 - EFFETS DU PROJET SUR LA SANTÉ HUMAINE 39
D.3.7 - ANALYSE DES EFFETS CUMULÉS DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS 39

40 E -DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

E.1 - CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE 43
E.2 - CONTEXTE PHYSIQUE 45
E.2.1 - TOPOGRAPHIE ET OCCUPATION DES SOLS 45
E.2.1.1 - CONTEXTE GÉNÉRAL 45
E.2.1.2 - CONTEXTE LOCAL 45
E.2.2 - CONTEXTE GÉOLOGIQUE 51
E.2.3 - PÉDOLOGIE ET ÉTAT DE POLLUTION DES SOLS 53
E.2.4 -CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE 55
E.2.4.1 - CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE GÉNÉRAL 55
E.2.4.2 - CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL 57
E.2.4.3 - USAGES DE L'EAU SOUTERRAINE 58
E.2.5 - CONTEXTE HYDRAULIQUE 61
E.2.5.1 - CONTEXTE 61
E.2.5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES 63
E.2.6 - CONTEXTE CLIMATIQUE 64
E.2.6.1 - PRÉCIPITATIONS ET TEMPÉRATURES 64
E.2.6.2 - VENTS 65
E.2.7 - RISQUES NATURELS 66
E.2.7.1 - RISQUE SISMIQUE 66
E.2.7.2 - RISQUE D'INONDATION 66
E.2.7.3 - ALÉA RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES 67
E.2.7.4 - AUTRES RISQUES NATURELS 67
E.3 - CONTEXTE NATUREL 69
E.3.1 - CONTEXTE ÉCOLOGIQUE 69
E.3.1.1 - ZONES D'INVENTAIRES ET DE PROTECTION 69
E.3.1.2 - POTENTIALITÉS ÉCOLOGIQUES ET INVENTAIRES 75
E.3.1.3 -RÉSEAU ÉCOLOGIQUE TRAME VERTE ET BLEUE 81
E.3.2 - ZONES HUMIDES 83
E.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE 85
E.4.1 - PAYSAGE 85
E.4.2 - PATRIMOINE CULTUREL 92
E.4.2.1 - PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER 92
E.4.2.2 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE 93
E.4.3 - ENVIRONNEMENT HUMAIN 96
E.4.3.1 - POPULATION 96
E.4.3.2 - HABITAT 96
E.4.3.3 - ÉTABLISSEMENTS SENSIBLES 96
E.4.3.4 - ACTIVITÉS HUMAINES 101
E.4.4 - VOIES DE COMMUNICATION ET DESSERTE 102
E.4.4.1 - DESSERTE ROUTIÈRE 102

E.4.4.2 - DESSERTE FERROVIAIRE 103
E.4.4.3 - DESSERTE FLUVIALE 103
E.4.5 - RISQUES TECHNOLOGIQUES 107
E.4.6 - QUALITÉ DE L'AIR 108
E.4.6.1 - CONTEXTE GÉNÉRAL 108
E.4.6.2 - CONTEXTE RÉGIONAL 109
E.4.6.3 - CONTEXTE LOCAL 109
E.4.6.4 - SUIVIS AU DROIT DU SITE 110
E.4.6.5 - BILAN CARBONE 111
E.4.7 - BRUIT 112
E.4.8 - VIBRATIONS 113
E.4.9 -ÉMISSIONS LUMINEUSES 113
E.4.10 - DÉCHETS 113
E.4.11 - BIENS MATÉRIELS ET RÉSEAUX 115
E.5 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE 117
E.5.1 - DOCUMENTS D'URBANISME 117
E.5.1.1 - SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) DE LA RÉGION GRAND EST 117
E.5.1.2 - SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE 121
E.5.1.3 - PLAN LOCAL D'URBANISME 121
E.5.2 - PLAN DE GESTION DES EAUX 124
E.5.2.1 - SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN SEINE-NORMANDIE 124
E.5.2.2 - PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) 126
E.5.2.3 - SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX 127
E.5.3 - PLANS DE GESTION DES DÉCHETS 128
E.5.3.1 - PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS (PRPGD) 128
E.5.3.2 - SCHÉMA RÉGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ÉNERGIE (SRCAE) 129
E.6 - FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET 130
E.7 -ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET 133

134 **F -DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES**

F.1 - INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT 136
F.1.1 - CONTEXTE PHYSIQUE 136
F.1.1.1 - QUALITÉ DES SOLS 136
F.1.1.2 - EAUX SOUTERRAINES 137
F.1.1.3 - EAUX SUPERFICIELLES 140
F.1.1.4 - CLIMAT 147
F.1.2 - CONTEXTE NATUREL 148
F.1.3 - INCIDENCE NATURA 2000 149
F.1.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE 150
F.1.4.1 - PAYSAGE 150
F.1.4.2 - PATRIMOINE CULTUREL, HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE 156
F.1.4.3 - ACTIVITÉS HUMAINES 158
F.1.4.4 - DESSERTE ET CIRCULATION 161
F.1.4.5 - BRUIT 163
F.1.4.6 - VIBRATIONS 164
F.1.4.7 - ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES ET EMPORT DE BOUES 164
F.1.4.8 - ÉMISSIONS GAZEUSES - ODEURS 165
F.1.4.9 - ÉMISSIONS LUMINEUSES 166
F.1.4.10 - DÉCHETS D'EXPLOITATION 167
F.1.4.11 - BIENS MATÉRIELS, OUVRAGES TECHNIQUES 168
F.1.5 - SÉCURITÉ, SALUBRITÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE 170
F.1.5.1 - EFFETS POTENTIELS 170
F.1.5.2 - MESURES 170
F.1.6 - UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE 173
F.1.6.1 - EFFETS POTENTIELS 173
F.1.6.2 - MESURES 173
F.1.7 - ANALYSE DES EFFETS CUMULÉS DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS 174
F.2 - ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES 175
F.2.1 - CRITÈRES PRIS EN COMPTE POUR L'ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES 175
F.2.1.1 - MÉTHODES D'EXPLOITATION 175
F.2.1.2 - ÉTAT INITIAL 176
F.2.2 - IDENTIFICATION DU POTENTIEL DANGEREUX 176
F.2.2.1 - SOURCES D'ÉMISSIONS DANS L'AIR 177
F.2.2.2 - SOURCES D'ÉMISSIONS DANS L'EAU 177
F.2.2.3 - SOURCES DE BRUIT 178
F.2.3 - ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DOSE-REPONSE (DOSE EFFET) 178
F.2.3.1 - CARACTÉRISTIQUES ET TOXICITÉ DES SUBSTANCES 179
F.2.3.2 -CRITÈRES DE SÉLECTION DES SUBSTANCES 186
F.2.4 -ESTIMATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS 187
F.2.4.1 - POPULATIONS 187
F.2.4.2 - POPULATIONS SENSIBLES 187
F.2.4.3 - DIRECTION DES VENTS 187
F.2.4.4 - IDENTIFICATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS 188
F.2.4.5 - ÉVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS 188
F.2.5 -CARACTÉRISATION DU RISQUE 190
F.2.5.1 -CAS DES SUBSTANCES A EFFET AVEC SEUIL (PRODUITS NON CANCEROGENES) 190
F.2.5.2 -CAS DES SUBSTANCES SANS EFFET SEUIL (PRODUITS CANCEROGENES) 190
F.3 - ESTIMATION DU COÛT DES MESURES 191

192 **G -DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET RAISONS DES CHOIX DU PROJET**

G.1 - ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION 195
G.2 - JUSTIFICATION DU PROJET 196

198 **H -INCIDENCES NÉGATIVES NOTABLES DUES À DES RISQUES D'ACCIDENTS OU DE CATASTROPHES MAJEURS**

200 **I -ÉLÉMENTS DE L'ÉTUDE D'IMPACT REPRIS DANS L'ÉTUDE DE DANGERS**

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : SITES INTERNET CONSULTÉS 29
TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION COMMUNALE 96
TABLEAU 3 : COMPTAGES ROUTIERS DU SECTEUR 102
TABLEAU 4 : PART DES CAMIONS DESSERVANT LA PLATEFORME SUR LES ROUTES DU SECTEUR 102
TABLEAU 5 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE 112
TABLEAU 6 : RÉSULTATS DES MESURES. 112
TABLEAU 8 : OBJECTIFS D'ÉTATS POUR LES MASSES D'EAUX SOUTERRAINES CONCERNÉES 124
TABLEAU 7 : OBJECTIFS D'ÉTATS POUR LES MASSES D'EAUX SUPERFICIELLES CONCERNÉES 124
TABLEAU 9 : ÉTUDE DE LA COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LE SDAGE 125
TABLEAU 10 : ÉTUDE DE LA COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LE PGRI 126
TABLEAU 11 : PART DES CAMIONS DESSERVANT LA PLATEFORME SUR LES ROUTES DU SECTEUR 161
TABLEAU 12 : LISTE DES SUBSTANCES ÉMISES 181
TABLEAU 13 : VALEUR GUIDE DE L'OMS POUR LE BRUIT À NE PAS DÉPASSER (D'APRÈS « WHO GUIDELINES FOR COMMUNITY NOISE » (OMS, 2000)) 185
TABLEAU 14 : GRILLE DE SÉLECTION DES SUBSTANCES 186
TABLEAU 15 : SÉLECTION DES POLLUANTS TRACEURS 186

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : ÉCHELLE DE QUALIFICATION DE L'INTENSITÉ DES EFFETS 36
FIGURE 2 : CARTE DE LOCALISATION AU 1/25 000 42
FIGURE 3 : TOPOGRAPHIE GÉNÉRALE 1/50 000 44
FIGURE 4 : PLAN TOPOGRAPHIQUE DU SITE 1/3000 46
FIGURE 5 : COUPES TOPOGRAPHIQUES 48
FIGURE 6 : CARTE GÉOLOGIQUE 50
FIGURE 7 : INVENTAIRE DES SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (CASIAS, SIS, BASOL) 52
FIGURE 8 : LOCALISATION DES SONDAGES(SOURCE : SOCOTEC) 54
FIGURE 9 : MISE EN PLACE DE PIÉZOMÈTRES 56
FIGURE 10 : PIÉZOMÉTRIE DE LA NAPPE DE LA CRAIE (SOURCE : SIGES_SDAGE SEINE NORMANDIE) 57
FIGURE 11 : CAPTAGES AEP DU SECTEUR 58
FIGURE 12 : HYDROGRAPHIE GÉNÉRALE 60
FIGURE 13 : BASSINS VERSANTS DU SITE 62
FIGURE 14 : DIAGRAMME OMBROTHERMIQUE DE REIMS 64
FIGURE 15 : ROSE DES VENTS - STATION DE REIMS (51) 65
FIGURE 16 : CARTE DES REMONTÉES DE NAPPES (SOURCE GÉORISQUE.GOUV.FR) 66
FIGURE 17 : CARTE DE L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES (SOURCE GÉORISQUE.GOUV.FR) 67
FIGURE 18 : CARTE DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL 71
FIGURE 19 : CARTE DES INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL 73
FIGURE 20 : HABITATS NATURELS (SOURCE: SYNERGIS) 74
FIGURE 21 : INVENTAIRE FLORE (SOURCE: SYNERGIS) 76
FIGURE 22 : AVIFAUNE MIGRATRICE (SOURCE: SYNERGIS) 77
FIGURE 23 : SYNTHÈSE DES ENJEUX POTENTIELS (SOURCE: SYNERGIS) 78
FIGURE 24 : OBJECTIF DE L'ATLAS DU SRCE GRAND EST 80
FIGURE 25 : SYNTHÈSE DES ENJEUX POTENTIELS (SOURCE: SYNERGIS) 82
FIGURE 26 : CARTE DES MOTIFS PAYSAGERS DE LA SOUS-ENTITE PAYSAGERE DE LA CHAMPAGNE CRAYEUSE 84
FIGURE 27 : PLAN MASSE ACTUEL DU SITE (RUBRIQUE ICPE) 88
FIGURE 28 : CONSTATS ET ENJEUX PAYSAGERS 90
FIGURE 29 : PATRIMOINE BÂTI ET CULTUREL 94
FIGURE 30 : ENVIRONNEMENT HUMAIN 98
FIGURE 31 : VOIES DE COMMUNICATION ET COMPTAGES ROUTIERS 104
FIGURE 32 : BASE DES INSTALLATIONS CLASSÉES 107
FIGURE 33 : RÉPARTITION DE L'INDICE ATMO EN 2023 POUR LA RÉGION (SOURCE : ATMO GRAND EST) 109
FIGURE 34 : LOCALISATION DES MESURES ACOUSTIQUES (SOURCE : ENCEM) 112
FIGURE 35 : PLAN DES RÉSEAUX 114
FIGURE 36 : EXTRAIT DE LA CARTOGRAPHIE DE SYNTHÈSE DU SRADDET GRAND EST 118
FIGURE 37 : PLAN DE ZONAGE DU PLU DE COURCY 120
FIGURE 38 : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE DE COURCY 122
FIGURE 39 : SCHÉMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES 142
FIGURE 40 : VUE DEPUIS LES HABITATIONS LES PLUS PROCHES - PHOTOMONTAGE 155

B - AUTEURS DE L'ÉTUDE

*« **11°** Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation »*

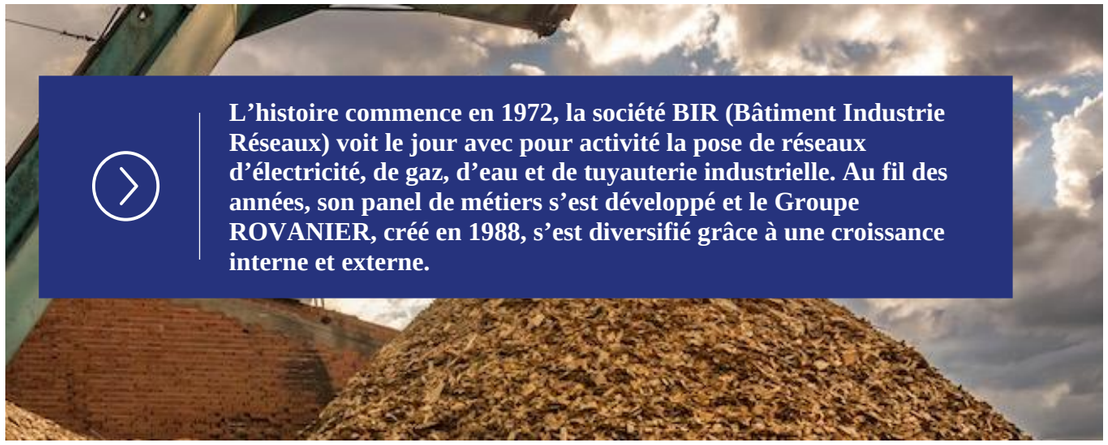
Article R122-5 II du Code de l'environnement

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

AUTEURS DE L'ÉTUDE

B.1 - C'MATER

B.1.1 - LE GROUPE BIR



L'histoire commence en 1972, la société BIR (Bâtiment Industrie Réseaux) voit le jour avec pour activité la pose de réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et de tuyauterie industrielle. Au fil des années, son panel de métiers s'est développé et le Groupe ROVANIER, créé en 1988, s'est diversifié grâce à une croissance interne et externe.

Aujourd'hui, plus connu sous le nom du Groupe BIR, nous proposons au travers de nos filiales et de nos 1700 collaborateurs, des prestations allant des réseaux souterrains et industriels au recyclage des déchets en passant par l'activité immobilière. Nous sommes présents à tous les stades de l'évolution des territoires : démolition, VRD, aménagement paysager, recyclage des matériaux.

Cette offre globale, nous permet d'aménager et développer les territoires de façon responsable et innovante vis-à-vis des citoyens et de l'environnement. Nous en avons fait notre raison d'être ! Pour réussir cette mission, 4 grands axes définissent notre culture d'entreprise et donnent du sens à nos activités :

- Employeur responsable
- Stratégie bas carbone
- Économie circulaire
- Innovation durable

En effet, le Groupe BIR est avant tout un groupe à taille humaine aux valeurs familiales où la transmission, l'innovation et la réactivité rythment notre quotidien.

Le Groupe BIR en quelques chiffres

- +330M Chiffre d'affaires
- 30 Implantations
- +1700 Collaborateurs
- +900 Véhicules et engins

Depuis 50 ans, le Groupe BIR ne cesse de grandir et d'évoluer grâce aux femmes et aux hommes qui le composent. Cette intelligence collective est la clé de notre succès. En contribuant, ensemble, chaque jour, à la croissance du groupe, nous développons et créons nos activités d'aujourd'hui et de demain, afin de devenir l'entreprise référente des aménagements extérieurs.

- Bureau d'études
- Démolition-désamiantage
- Réseaux divers
- Aménagement voirie
- Activités immobilières
- Recyclage-valorisation
- Éclairage-signalisation
- Aménagement paysager

B.1.2 - LES FILIALES

Notre offre globale nous permet chaque jour d'œuvrer pour le développement des villes et l'accompagnement des acteurs publics et privés dans le respect de notre éthique sociale, sociétale et environnementale.

ALLIECO GROUPE BIR
Activités tri, recyclage et valorisation de matériaux

ALTA SPACE GROUPE BIR
Activités aménagements et créations paysagers

ARTOPIA GROUPE BIR
Activités aménagements et entretiens espaces verts

BIR GROUPE BIR
Activités Voiries Réseaux Divers, forage et Génie Civil

CDA GROUPE BIR
Activités DECI, contrôle et maintenance d'hydrants

C'MATER GROUPE BIR
Activités valorisation et négoce de matériaux

CTP GROUPE BIR
Activités Voiries Réseaux Divers et forage dirigé

DESNEUX GROUPE BIR
Activités déconstruction et désamiantage

EGA GROUPE BIR
Activités terrassements et aménagements voiries

ENVS Environnement Services GROUPE BIR
Activités clôtures et aménagements paysagers

GEOLAB GROUPE BIR
Laboratoire de caractérisation de matériaux TP

PROMOFI GROUPE BIR
Activités promotion immobilière

RFM GROUPE BIR
Activités valorisation et négoce de matériaux

SEIP GROUPE BIR
Activités Voiries Réseaux Divers

SETP GROUPE BIR
Activités Voiries Réseaux Divers et Génie Civil

STÉLENS GROUPE BIR
Activités éclairage, SLT et illuminations

TPSM GROUPE BIR
Activités Voiries Réseaux Divers, forage et Génie Civil

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

AUTEURS DE L'ÉTUDE

B.1.3 - L'ENTREPRISE C'MATER

C'MATER est une PME spécialisée dans le recyclage de matériaux pour le BTP et la gestion globale des déchets dangereux et non dangereux des entreprises et des collectivités.
Son siège social est situé à ROISSY-EN-BRIE (77680), et son activité se déploie en régions grâce à l'exploitation de 2 sites, situés à COURCY (51220) au Nord de REIMS, et à BRASLES (02400), à l'Est de CHATEAU-THIERRY.

10 M Chiffre d'affaires

+30 Collaborateurs

+15 Véhicules et engins TP



C'MATER compte parmi ses clients récurrents :

- les entreprises du bâtiment (démolition, construction, rénovation) ;
- les entreprises de VRD et d'aménagement urbain, les sociétés d'espaces verts ;
- les artisans, les commerçants, les industriels de tout secteur d'activité ;
- les entreprises spécialisées dans la gestion des déchets ;
- es collectivités publiques au sens large (communes, communautés de communes ou d'agglomération, communautés urbaines, syndicats intercommunaux) ;
- etc…

pour des opérations de fourniture de matériaux recyclés ou naturels, ou des prestations de collecte, transport, traitement et valorisation des déchets.

L'implantation historique de C'MATER se trouve à COURCY (51220) à 3 km au Nord de REIMS, où la société s'étend sur environ 12 hectares pour exercer son activité de granulats et de déchets.
Nous y recyclons des bétons de déconstruction (100 000 tonnes/an), valorisons les déblais inertes (15 000 tonnes/an) qui sont traités à la chaux (ECO LINER) et assurons le négoce de matériaux. Les produits obtenus sont utilisés en techniques routières, sur les réseaux VRD et favorisent la préservation des ressources naturelles.

En parallèle, nous traitons et valorisons 20 000 tonnes de déchets par an, puisque nous disposons :

- D'une déchèterie professionnelle pour l'apport direct des déchets valorisables et ultimes,
- D'un centre de tri mécanique (pré-tri au grappin) et manuel (chaîne de tri de 5 opérateurs),
- D'un centre de transit et regroupement pour les déchets amiantés, les enrobés et terres polluées.

Le site est actuellement soumis au régime ICPE de l'Autorisation (devenue Enregistrement) pour la gestion des inertes, et au régime de la Déclaration pour l'activité déchèterie-tri-transit.





Concasseur à béton de COURCY



Déchèterie professionnelle et centre de tri de COURCY

Le site de Courcy est équipé de 2 ponts bascules, de zones par activité :

- la déchèterie professionnelle pour l'accueil, le tri et une partie de la massification des flux de déchets non inertes
- la zone des inertes : réception des bétons/gravats, machine de concassage, réception des terres/déblais, criblage des terres, centrale de traitement à la chaux et au ciment, entreposage des produits recyclés et des matériaux de négoce
- l'espace des stockages des matières et déchets séparés ; bois A, bois B, végétaux, plâtre, craie, terre végétale, etc…

Le site de BRASLES (02400), à proximité immédiate de CHATEAU-THIERRY complète la présence locale de C'MATER depuis sa mise en exploitation en juillet 2024. Nous y exploitons une déchèterie professionnelle, d'environ 5 000 m², capable d'accueillir les déchets triés à la source ou des déchets d'activités en mélange, et de réaliser leur transit. La plateforme de Brasles est équipée d'un pont bascule, d'une dalle étanche et de casiers permettant de réceptionner les matières par fraction en vue d'en assurer la meilleure valorisation : Bois A, Bois B, Végétaux, Cartons, Ferrailles/Métaux, Plâtres, DIB/Encombrants, Gravats/Inertes. Les équipements sur place permettent aussi d'assurer un tri mécanique des déchets en mélange. Ce site est soumis au régime ICPE de la Déclaration.



Entrée de la déchèterie professionnelle de BRASLES

C'MATER dispose de plusieurs références pour l'exécution de prestations relatives aux déchets ménagers, professionnels, industriels :

- La location de bennes de déchets, sur points fixes ou chantiers temporaires ;
- La collecte et le transport en bennes ampliroll de déchets, non dangereux, ou dangereux ;
- Le tri des déchets non séparés à la source ;
- La massification des déchets, voire le pré-traitement (broyage, préparation) avant expédition vers des centres agréés ;
- La valorisation des flux de déchets.

B.2 - CABINET GREUZAT, CHARGÉ DE LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Le Cabinet Greuzat est une structure indépendante créée en 1982 et comptant aujourd'hui 38 collaborateurs regroupant un ensemble d'expertises dans le domaine de l'aménagement et de l'environnement : Géomètres-Experts et topographie, infrastructures et maîtrise d'œuvre Voirie et Réseaux Divers (V.R.D.), urbanisme, paysage, image et Systèmes d'Information Géographique, eau et environnement.

Le Cabinet Greuzat intervient depuis sa création dans le domaine de l'environnement et plus particulièrement des études d'impact de projets industriels et d'aménagement et dans le domaine du paysage.

L'étude d'impact est réalisée par le Cabinet Greuzat.

Elle a été pilotée par :

- **Sébastien Valet** : Responsable du pôle Environnement ;

En collaboration avec :

- **Sylvain Declercq** : Chargé d'études Environnement ,
- **Antoine Gambier :** Chargé d'études Environnement ;
- **Claire Laeng :** Paysagiste DPLG, chargée d'études Paysage et Environnement ;
- **Stephanie Roux :** Géomaticienne, en charge de la DAO et de la modélisation 3D ;
- **Estelle Jacquot :** Infographiste, en charge de la cartographie et des illustrations.

D'autres compétences ont pu être mises à profit en fonction des domaines (études topographiques, connaissance des réseaux et des travaux de viabilisation, connaissance des chantiers, connaissance de l'urbanisme, connaissance du milieu rural, etc.).

C - DESCRIPTION DU PROJET

*« **2°** Une description du projet, y compris en particulier :*

– Une description de la localisation du projet ;
– Une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ;
– Une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;
– Une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.

Pour les installations relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 593-1, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application des articles R. 181-13 et suivants et de l'article 8 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ; »

Article R122-5 II du Code de l'environnement

Intitulé du projet	
Demande d'autorisation environnementale d'une plateforme de tri-transit et recyclage de déchets sur la commune de Courcy (51)	
Identité du demandeur	
Dénomination	C'Mater
Siège social	3 impasse de la lievrerie parc d'activite de la forge, 77680 Roissy-en-Brie
Signataire (qualité)	Franck Metais (directeur général)
Localisation du projet	
Région	Grand Est
Département	Marne (51)
Commune	Courcy
Maîtrise foncière	L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains sollicités dans le cadre de la présente demande (cf. annexe).
Historique du site	La société Jurovitch obtient l'autorisation d'exploiter une unité de broyage /criblage de matériaux et une installation de fabrication de grave ciment en juin 2001 (arrêté préfectoral n°2001-A-47-IC du 14 juin 2001). Le site et l'installation sont repris en 2009 par la société C'Mater qui obtient un arrêté préfectoral complémentaire (arrêté préfectoral complémentaire n°2010-APC-140-IC du 11 juin 2010) pour exploiter une plateforme de collecte et de traitement de déchets. Un porter à connaissance a été déposé et transmis en avril 2011 à l'inspection des installations classées afin de présenter les activités sur le site suite aux évolutions réglementaires survenues en 2010.
Emprises	
Périmètre de la demande ICPE	Le périmètre de la demande est d'environ 12,3 ha
Emprise de la demande de défrichement - reboisement	Le projet porté par la société C'Mater ne nécessite aucun défrichement.
Distance du périmètre de la demande avec ... (distances les plus courtes mesurées à vol d'oiseau)	
... les communes	➨ Reims à environ 1,4 km au Sud du site; ➨ Châlons en champagne à environ 44 km au Sud-Est du site ; ➨ Soissons à environ 50 km à l'Ouest du site.
Domaines et rubriques concernés par la demande	
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	1435 : Station service (NC) 2170 : Fabrication des engrais, amendement et support de culture (A) 2171 : Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture (NC) 2515-1 : Broyage, concassage, criblage ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (E) 2516 : Station de transit de produits minéraux pulvérulents (NC) 2517 : Station de transit de produits minéraux autres (E) 2710-1 : Collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial (A) 2710-2 : Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (E) 2711 : Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets d'équipements électriques et électroniques (NC)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	2713 : Transit, regroupement, tri ou préparation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux (E) 2714 : Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (E) 2715 : Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre (D) 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes (E) 2718-1 : Transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (A) 2780-2c : Compostage de déchets non dangereux ou matière végétale (D) 2791 : Traitement de déchets non dangereux (A) 2794 : Broyage de déchets verts (E) 2930 : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs (NC) 3550 : stockage temporaire de déchets (A) 4734 : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (NC)
Directive IED	Le site est concerné par la rubrique 3550
Directive SEVESO III	Le site n'est pas concerné par la directive SEVESO.
Loi sur l'eau et les milieux aquatiques	Le site est actuellement soumis à la réglementation de la loi sur l'eau pour les activités suivantes : ■ 1.1.1.0 : Création de 4 piézomètres pour suivre la qualité des eaux souterraines et de 2 forages (déclaration) ■ 1.1.2.0 : Utilisation de 2 forages présents sur le site (déclaration) ■ 2.1.5.0 : rejet d'eaux pluviales (déclaration)
Nature et volume des activités	
Durées sollicitées	Aucune limite de durée d'exploitation n'est demandée.
Modalités de fonctionnement et procédés mis en œuvre	
Horaires et personnel	Le site est ouvert au public du lundi au jeudi de 7h30 à 12h et de 13 à 17h et le vendredi de de 7h30 à 12h et de 13 à 16h. Sur le site, l'effectif est d'environ 30 personnes.
Suivis et surveillance	
Suivi des rejets de l'installation	■ Eaux souterraines : 4 piézomètres vont être installés sur le site afin de pouvoir réaliser un suivi des eaux souterraines (hauteur et qualité de la nappe); ■ Eaux pluviales : contrôle semestriel des eaux pluviales ; ■ Suivi poussière trimestriel ; ■ Suivi acoustique réalisé une fois tous les 3 ans.
Intervention en cas d'incident	
Moyens internes	Présence d'extincteurs sur le site (conformément à la règle R4 de l'APSAD) ■ 2 réserves incendie de 120 m³ sont présentes sur le site ; ■ installation d'une nouvelle réserve incendie de 240 m³. Le personnel est formé à la manipulation d'extincteurs et comme équipier de première et seconde intervention.
Moyens externes	Le centre de secours le plus proche est situé à Reims
Remise en état en fin d'exploitation	
Objectifs des travaux de réaménagement	■ Conservation des locaux administritif/atelier et de la bascule ; ■ Démantèlement et évacuation de l'ensemble des autres équipements ; ■ Nettoyage de l'ensemble des terrains, comprenant l'évacuation des matériaux, des produits stockés, des déchets et détritus divers ; ■ Maintien et entretien des aménagements paysagers réalisés au niveau du site ; ■ Maintien des organes de gestion des eaux pluviales.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

FIGURE 1 : PLAN MASSE PROJET



- Périmètre de la demande
- Bassin de gestion des eaux pluviales
- Bassin des eaux d'incendie
- Bassin infiltration
- Bassin étanche
- Unité de traitement
- Zone de compensation
- Bennes
- Couverture (Auvent)
- Espace vert
- ilots
- Murs
- 1, Locaux administratif, sociaux et atelier + parking personnel
- 2, Ponts bascules
- 3, Presse à balles
- 4, Déchets dangereux
- 5, Cartons
- 6, Bois B
- 7, benne de verre
- 8, plâtre

0 50 100 Mètres

- 9, Métaux
- 10, plastiques (Mixte)
- 11, plastiques (PMCB)
- 12, DIB
- 13, Amiante
- 14, Ligne de tri
- 15. Bois C (3 bennes non couvertes)
- 16, Déchetterie professionnelle + DIB
- 17, DEEE
- 18, Laine de verre/roche
- 19,Centrale de tri/concassage/criblage des matériaux inertes (démolition)
- 20, Zone de transit de matériaux recyclés
- 21, Stockage de bennes
- 22, Zone de transit de déblais inertes
- 23, Zone de transit de matériaux naturels et/ou inertes
- 24, Négoce
- 25, centrale traitement
- 26, Zone de transit de matériaux inertes bruts (démolition)
- 27, Pneus (5 bennes)
- 28, Bois A
- 29, Végétaux
- 30, Craie
- 31, Terres végétales et amendées
- 32, Briques plâtrières
- 33, HAP
- 34, Benne menuiserie / PVC
- 35, Benne plastique
- 36, Aire de bâchage / débâchage
- A, B, C, D, E, Aire de déchargement
- F, Zone de stockage DIB

D -DESCRIPTION DES MÉTHODES
DE PRÉVISION OU DES ÉLÉMENTS PROBANTS UTILISÉS POUR IDENTIFIER ET ÉVALUER LES INCIDENCES

*« **10°** Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement »*

Article R. 122-5-II du code de l'environnement

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTION DES MÉTHODES DE PRÉVISION OU DES ÉLÉMENTSPROBANTS UTILISÉS POUR IDENTIFIERET ÉVALUER LES INCIDENCES

D.1 - CADRAGE PRÉALABLE, RECUEIL DES DONNÉES

D.1.1 - RECUEIL DES DONNÉES

Tableau 1 : Sites internet consultés

Sites internet consultés	Date de consultation
http://www.geoportail.fr/	Octobre-novembre 2025
http://infoterre.brgm.fr/	Octobre-novembre 2025
http://www.georisques.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
http://france.meteofrance.com/	Octobre-novembre 2025
http://www.infoclimat.fr/	Octobre-novembre 2025
http://gesteau.eaufrance.fr/	Octobre-novembre 2025
http://inpn.mnhn.fr/accueil/index	Octobre-novembre 2025
https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
http://finess.sante.gouv.fr/jsp/index.jsp	Octobre-novembre 2025
http://education.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
https://www.marne.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
http://www.safer.fr/	Octobre-novembre 2025
http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/	Octobre-novembre 2025
https://www.pop.culture.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025
http://www.mineralinfo.fr	Octobre-novembre 2025
https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/	Octobre-novembre 2025

Pour estimer les effets, plusieurs types d'investigations ont été réalisés :

- La consultation des services administratifs et des gestionnaires des infrastructures existantes (réseaux, etc.) ;
- La consultation des documents publics (PLU, SCoT, documents soumis à enquêtes publiques, ...) quand ils existent ;
- Des analyses « in situ » : des visites de terrain réalisées par le Cabinet Greuzat, notamment entre juin et novembre 2025, ont permis d'appréhender et d'estimer certains effets (liés notamment aux nuisances potentielles) par rapport à la population locale (paysage, poussières, bruit, etc.).

Dans chaque domaine d'étude et en fonction de la spécificité des interventions en lien avec la nature du projet (paysage, bruit, milieux naturels, etc.), des mesures et des visites in situ ont été réalisées. L'apport et les objectifs de ces visites sont détaillés ci-après.

D.1.2 - ÉTUDES SPÉCIFIQUES

Les études spécifiques, auxquelles il convient de se référer, sont reprises partiellement dans le présent dossier.

D.2 - MÉTHODES UTILISÉES POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ÉTUDE D'IMPACT

L'étude d'impact du projet porte sur tous les compartiments environnementaux que sont :

- Le **contexte géographique** ;
- Le **contexte physique** : la topographie, le sol et le sous-sol, les eaux superficielles et souterraines, le climat, les risques naturels ;
- Le **contexte naturel** ;
- Le **contexte paysager** ;
- Le **contexte humain et le cadre de vie** : paysage, activités humaines, patrimoine, qualité générale des milieux du point de vue du bruit, de l'air, etc. ;
- Le **contexte réglementaire** lié au périmètre du projet.

Dans chacun de ces domaines, les méthodes utilisées pour analyser les effets du projet sur l'environnement et les difficultés techniques ou scientifiques rencontrées sont détaillées ci-après.

D.2.1 - CONTEXTE PHYSIQUE

D.2.1.1 - GÉOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE

Les analyses sont basées sur les cartes routières, touristiques et topographiques disponibles du secteur d'étude à différentes échelles : 1/120000ème, 1/50000ème et 1/25000ème. Les données topographiques au droit du site sont issues du relevé topographique réalisé en août 2025.

D.2.1.2 - GÉOLOGIE

Le diagnostic initial est réalisé sur la base des données disponibles auprès de la Banque de Données du Sous-sol, et de la situation géologique du projet sur la base de la carte géologique au 1/50 000ème du Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

D.2.1.3 - EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Concernant les eaux souterraines, l'étude a été réalisée avec pour objectifs de déterminer, au droit et aux abords du projet :

- Le contexte hydrogéologique ;
- Les caractéristiques des nappes concernées ;
- La compatibilité du projet avec les documents de planification en matière de gestion des eaux (SDAGE et SAGE notamment).

Concernant les eaux superficielles, l'étude s'appuie sur la bibliographie existante, la consultation des bases de données (ADES, InfoTerre™,...) dans le domaine de l'eau et du sous-sol, et la consultation des organismes et administrations pour tout ce qui concerne les enjeux liés à l'eau (Agence Régionale de Santé, Agence de l'Eau, Direction Départementale des Territoires,...). Elle s'appuie également sur des observations in situ.

D.2.1.4 - AIR ET LE CLIMAT

Les données climatiques proviennent de la station météorologique de Reims située à environ 10 km au Sud du site.
Les données concernant la qualité de l'air proviennent des documents d'AtmoGrandEst, association de surveillance de la qualité de l'air de la région.

D.2.1.5 - RISQUES NATURELS

Ce volet s'appuie sur les informations fournies par le portail Géorisques édité par le Ministère de la Transition écologique et solidaire. Le recensement et la cartographie des risques ont été réalisés sur le département de la Marne.

D.2.2 - FAUNE, FLORE, MILIEUX NATURELS

Une étude spécifique a été réalisée par la société Synergis Environnement à laquelle il convient de se reporter pour plus de détails *(cf. ANNEXE)*.
Sont repris en italique ci-après les éléments principaux de l'étude à ce sujet.

Les méthodes de diagnostic, de prospection et d'inventaires sont décrites au chapitre 5 du dossier.

D.2.3 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE

D.2.3.1 - HABITAT

Il a été privilégié les analyses in situ. Ces visites ont permis d'appréhender les conditions actuelles et de mieux évaluer certains effets liés notamment aux nuisances potentielles par rapport à la population locale (nuisances visuelles, qualité générale du milieu,...). Pour estimer ces effets, un recensement détaillé des zones habitées les plus proches a été réalisé à partir des photos aériennes et d'une identification sur place.

D.2.3.2 - ÉTABLISSEMENTS SENSIBLES ET ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

L'évaluation des effets sur la santé humaine introduite dans les études d'impact est faite à la suite du chapitre « Effets et mesures » de la présente étude d'impact et nécessite de recenser les établissements dits « sensibles » aux abords du projet. Ce sont des établissements qui regroupent une population plus sensible vis-à-vis des substances chimiques que la population moyenne : enfants, personnes âgées, personnes malades,...

Ces types de population sont en général présents dans les centres-villes et il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif à l'échelle de territoires communaux, mais d'un recensement des établissements les plus proches. Par ailleurs, la sensibilité potentielle s'apprécie également au regard de la nature et de l'importance de l'activité projetée.

La recherche a été faite dans la base de données FINESS et d'autres bases de données sur tous les types d'établissements recensés, sur la commune située dans le périmètre d'étude et les communes à proximité.

D.2.3.3 - SITES ET PAYSAGES

L'approche dans ce domaine est complexe, car, au-delà d'éléments de protection permettant d'identifier les enjeux forts, l'analyse paysagère du territoire concerné par le projet fait intervenir des notions subjectives liées à l'appréciation collective ou individuelle du paysage. La principale difficulté et la particularité de l'analyse paysagère sont de ne pas être une « science exacte » et de faire intervenir une part de subjectivité liée à la lecture « sensible » et personnelle du paysage mêlée à l'objectivité des critères de types géographiques.

Dans l'analyse des entités paysagères, afin de ne pas être réducteur par rapport au paysage concerné, celui-ci n'a pas été limité à son aire de perception visuelle, mais a été déterminé en fonction d'une unité de paysage liée à l'histoire, à la géomorphologie, aux ambiances végétales et aux horizons physiques qui referment cet espace, et surtout à son utilisation par l'homme. C'est en ce sens que les éléments concernant le patrimoine historique et culturel, les activités humaines, le tourisme ou les lieux de vie ont été également appréciés dans leurs relations avec les paysages concernés.

Le contexte du site a été étudié. Pour cela, un recensement a été réalisé à partir des nombreuses bases de données disponibles et sites d'information des administrations publiques ou établissements à caractère public. Il s'agit notamment :

- Des protections réglementaires ;
- De l'inventaire patrimonial ;
- Des protections contractuelles ;
- Des sites et paysages.

L'analyse paysagère du site et des environs par une paysagiste DPLG ainsi que les préconisations de l'Atlas « Paysages & Énergies » de la Marne, a permis de recenser, d'identifier et de hiérarchiser les enjeux paysagers des perceptions visuelles du site.

L'analyse des photographies aériennes, des vues aériennes et cartographies anciennes ont permis de mettre en évidence l'évolution du site et le contexte bâti et touristique local dans lequel s'inscrit le projet.

Il a été défini trois emprises distinctes dans le cadre de cette étude :

- un périmètre immédiat, qui correspond à l'emprise de la plateforme ;
- un périmètre intermédiaire qui correspond aux sous-entités paysagères concernées par les éventuels effets sur le paysage, notamment en terme de relation visuelle avec les secteurs habités et les axes de communication les plus proches;
- un périmètre élargi qui englobe les entités paysagères concernées par le projet.

D.2.3.4 - BIENS MATÉRIELS - OUVRAGES TECHNIQUES - SERVITUDES

L'inventaire de l'état initial des biens matériels, ouvrages techniques et servitudes a été réalisé à partir des données issues de la collecte des données et complété par les visites in situ.

Les effets des installations sur les biens matériels, ouvrages techniques et surtout les servitudes, ont été estimés à partir de l'inventaire de l'état initial et de l'expérience acquise lors de la conduite d'exploitations similaires.

D.2.3.5 - TOURISME

Les pôles touristiques, la répartition des lieux et éléments d'attrait et des lieux d'hébergement ont été cartographiés à partir d'un inventaire issu des structures de gestion locales (Communes, Communautés de Communes), et départementales (Comité Départemental du Tourisme, Comité Départemental de la Randonnée, Conseil Départemental).

D.2.3.6 - PATRIMOINE CULTUREL

L'évaluation s'appuie sur un bilan documentaire (base de données Mérimée, Atlas du patrimoine,...) qui identifie les sites répertoriés et sur une visite de site détaillée qui permet d'apprécier les échanges visuels le cas échéant.

D.2.3.7 - AGRICULTURE

L'évaluation des impacts sur l'agriculture nécessite d'envisager deux approches :

- les impacts sur les exploitations agricoles existantes ;
- les impacts sur le maintien des terres agricoles et de l'activité agricole.

Les données utilisées sont celles issues de la base de données Agreste et du Plan Régional d'Agriculture Durable.

D.2.3.8 - BRUIT

Un constat sonore a été réalisé par le bureau d'études ENCEM à laquelle il convient de se reporter pour plus de détails *(cf.étude acoustique)*.

Une campagne de mesures (2 points de mesure) a été réalisée en juillet 2025. Ces mesures ont permis de vérifier les niveaux de bruits du site avec et sans activité.

Elles sont réalisées selon les principes des normes NF S 31-085 (bruit de circulation) et NF S 31-010 (mesures dans l'environnement). On installe à 2 mètres en avant de la façade d'une maison, à une hauteur variable (rez-de-chaussée ou étage), un microphone qui va enregistrer toutes les secondes le niveau de bruit ambiant. La durée de la mesure peut varier d'un cycle complet de 24 heures à un enregistrement de 15 minutes. Ces mesures de bruit sont accompagnées de la collecte des données météorologiques sur la station Météo France la plus proche. L'appareillage de mesures utilisé (microphones, sonomètres) est certifié conforme aux classes de précision relatives aux types d'enregistrement réalisés.

L'analyse et le traitement des données ainsi recueillies permettent de caractériser l'ambiance acoustique actuelle du site à partir des niveaux de bruit réglementaires LAeq (7h-22h) pour la période jour.

D.2.3.9 - VIBRATIONS, ODEURS, ÉMISSIONS LUMINEUSES

Concernant les vibrations, les odeurs et les émissions lumineuses, il n'a pas été réalisé d'étude spécifique.

D.2.3.10 - DESSERTE ET CIRCULATION

Les informations utilisées pour la caractérisation du trafic existant ont été fournies par le Conseil Départemental de la Marne et la région Grand-Est. Des visites in situ ont permis d'identifier et de hiérarchiser les voies concernées par le projet compte tenu de leur spécificité en matière de trafic et d'usages.

D.2.4 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Pour analyser le contexte réglementaire, des investigations ont été réalisées :

- La consultation en mairie des documents publics (PLU, SCoT, documents soumis à enquêtes publiques, ...);
- La consultation des sites internet de la DRIEE notamment pour la consultation des projets ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale dans le département de l'Oise, Gest'eau (pour la consultation du SAGE), et de l'Agence de l'Eau (pour la consultation du SDAGE).

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTION DES MÉTHODESDE PRÉVISION OU DES ÉLÉMENTSPROBANTS UTILISÉS POUR IDENTIFIERET ÉVALUER LES INCIDENCES

D.3 - ANALYSE DES MÉTHODES D'ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGÉES

Afin de limiter les incidences prévisibles, la démarche effectuée a été celle de confronter les choix en matière d'exploitation à l'état initial de façon à mettre en œuvre des modalités d'exploitation et de remise en état produisant le minimum d'impacts, d'indiquer les mesures prises pour limiter, voire annuler les incidences négatives induites par l'exploitation, et ensuite, si nécessaire, de trouver les mesures compensatoires ou de suivi.

Ce processus suit la séquence ERC (Éviter/Réduire/Compenser) et conduit à :

- proposer dans un premier temps différentes mesures visant à supprimer, réduire les impacts bruts (impacts avant mise en oeuvre des mesures d'évitement et de réduction) ;
- évaluer ensuite le niveau d'impact résiduel après mesures de réduction ;
- proposer enfin des mesures de compensation si les impacts résiduels restent significatifs. Ces mesures seront proportionnelles au niveau d'impact résiduel.

En reprenant la même structuration des thèmes d'étude que dans l'état initial, c'est-à-dire en détaillant successivement les incidences sur le contexte physique, naturel et humain, ont ainsi été analysés, conformément aux textes législatifs en vigueur : les impacts sur les sites et paysages dans les chapitres du contexte humain et du cadre de vie, les impacts sur la faune et la flore, les équilibres biologiques et les milieux naturels dans le chapitre du contexte naturel, les impacts sur la commodité du voisinage, l'agriculture, l'hygiène, la salubrité et la sécurité publiques, la protection des biens matériels et du patrimoine culturel dans le chapitre contexte humain, la pollution de l'air, du sol, de l'eau, le volume et le caractère polluant des déchets, le niveau acoustique des appareils utilisés et les vibrations dans le chapitre du contexte physique et du contexte humain, les modes et conditions d'approvisionnement en eau et d'utilisation de l'eau dans le chapitre du contexte physique. Un chapitre spécial est consacré à l'étude des effets sur la santé.

Afin de faciliter la lisibilité du dossier, les chapitres traitant des effets et des mesures ont été approchés et déclinés par contexte, mettant en relation directe les différents effets négatifs ou positifs et les mesures y répondant, avec une lecture à la suite de ces deux composants.

Ont ainsi été évaluées, en fonction de l'exploitation, les incidences directes ou indirectes potentielles, les premières mesures correspondantes aboutissant à la suppression de certaines incidences, les incidences brutes restantes, les mesures de réduction de celles-ci, les incidences résiduelles qui ne peuvent être supprimées ou limitées, les mesures compensatoires et les mesures de suivi du site.

Plusieurs types d'incidences peuvent être définis et seront analysés :

- Les incidences brutes potentielles sont les effets généraux et les effets particuliers liés au type de projet qui existeraient si aucune mesure n'intervenait pour les réduire ou les compenser ;
- Les incidences à court et à long termes ;
- Les incidences résiduelles sont celles qui subsistent après réalisation de mesures de suppression, de réduction ou de compensation.

Dans les domaines où des études spécifiques ont été réalisées, il a seulement été intégré dans le présent dossier les éléments essentiels. Il est indispensable de consulter ces études pour approcher ces domaines en détail.

D.3.1 - MÉTHODOLOGIE DE CLASSIFICATION DES IMPACTS

Les impacts sont classés selon les aspects suivants :

- Effet potentiel – effet résiduel :
  - les effets potentiels traduisent les conséquences du projet sur l'environnement avant l'application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation qui seront mises en œuvre.
  - Les effets résiduels sont quant à eux les effets sur l'environnement de l'installation après la mise en place des différentes mesures.

- Effet négatif – effet positif : un effet négatif génère des nuisances pour l'environnement. À l'inverse, un effet positif sera bénéfique à l'environnement.

- Gravité des effets : L'intensité des effets est qualifiée selon l'échelle suivante

FIGURE 2 : Échelle de qualification de l'intensité des effets



- Effet direct ou indirect : les effets directs résultent de l'action directe de l'installation sur l'environnement. Un effet indirect est une conséquence d'un effet direct.

- Effet temporaire ou permanent : un effet sera qualifié de temporaire lorsque ce dernier cesse avec l'exploitation ou les travaux d'aménagement du site. À l'inverse, un effet est qualifié de permanent lorsqu'il perdure dans le temps, après la cessation de l'activité.

- Durée des effets :
  - Effet à court terme : effet temporaire pouvant durer plusieurs années (moins de 10 ans) ;
  - Effet à moyen terme : effet temporaire pouvant durer plus d'une décennie (entre 10 et 20 ans) ;
  - Effet à long terme : effet permanent ou temporaire pouvant durer plusieurs décennies.

D.3.2 - CONTEXTE PHYSIQUE

L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet dépend du domaine étudié et l'on peut distinguer trois domaines principaux : la stabilité des terrains, l'eau et le climat.

L'évaluation des effets s'est opérée à partir du projet d'exploitation réalisé. Les effets du projet ont été estimés à partir de l'inventaire de l'état initial et de l'expérience acquise lors de la conduite d'exploitations similaires.

Concernant les eaux superficielles, le bassin versant intercepté par le projet a été déterminé afin de définir les aménagements de gestion nécessaires compte tenu des données pluviométriques locales.

D.3.3 - CONTEXTE NATUREL

Les impacts potentiels du projet sont estimés en fonction de différents critères (modification des facteurs abiotiques et des conditions stationnelles, destruction d'habitats naturels, destruction d'individus, perturbation des écosystèmes, etc.).

Ce processus d'évaluation suit la séquence ERC (Éviter/Réduire/Compenser) et conduit à :

- proposer dans un premier temps différentes mesures visant à supprimer, réduire les impacts bruts (impacts avant mise en oeuvre des mesures d'évitement et de réduction) ;
- évaluer ensuite le niveau d'impact résiduel après mesures de réduction ;
- proposer enfin des mesures de compensation si les impacts résiduels restent significatifs. Ces mesures seront proportionnelles au niveau d'impact résiduel.

Des mesures d'accompagnement peuvent également être définies afin d'apporter une plus-value écologique au projet (hors cadre réglementaire).

L'analyse des impacts attendus est réalisée en confrontant les niveaux d'enjeux écologiques préalablement définis aux caractéristiques techniques du projet. Elle passe donc par une évaluation de la sensibilité des habitats et espèces aux impacts prévisibles du projet qui comprend une approche « quantitative » ou une approche « qualitative ».

Au final, le niveau d'impact brut permet de justifier des mesures proportionnelles au préjudice sur le patrimoine naturel (espèces, habitats naturels et semi-naturels, habitats d'espèce, fonctionnalités).

Le cas échéant (si l'impact résiduel après mesure de réduction reste significatif), le principe de proportionnalité (principe retenu en droit national et européen) permet de justifier le niveau des compensations.

D.3.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE

D.3.4.1 - CADRE DE VIE ET ACTIVITÉS HUMAINES

Il a été privilégié les analyses in situ avec visites de terrain. Ces visites ont permis d'appréhender les conditions actuelles et de mieux évaluer certains effets liés notamment aux nuisances potentielles par rapport à la population locale (nuisances visuelles, poussières, odeurs, ...).

Pour estimer les effets, un recensement détaillé des zones habitées a été effectué à partir des prises de vues aériennes et d'une identification sur place.

D.3.4.2 - PAYSAGE

La principale difficulté et la particularité de l'analyse paysagère est de ne pas être une « science exacte » et de faire intervenir une part de subjectivité liée à la lecture « sensible » et personnelle du paysage mêlée à l'objectivité des critères de types historique, géomorphologique, liés aux ambiances végétales et aux horizons physiques qui définissent cet espace et surtout à son utilisation par l'Homme. En ce qui concerne les effets sur le paysage, la méthode d'analyse consiste donc à ne pas se limiter à l'aspect visuel, mais à aborder le paysage dans son unité.

Ainsi, ont été détaillées :

- Les transformations apportées au paysage dans ses caractéristiques essentielles telles qu'elles sont développées dans l'analyse de l'état initial, même si celles-ci ne sont pas perceptibles immédiatement sur le site ;
- La perception visuelle du site concerné.

Les repères paysagers (relief, boisement, infrastructures routières, antennes,...) ont facilité la lecture et l'analyse des impacts potentiels.

D.3.4.3 - PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

L'évaluation s'appuie sur un bilan documentaire (base de données Mérimée et l'atlas du patrimoine) qui identifie les sites répertoriés et sur une visite de site détaillée (juin/novembre 2025) qui permet d'apprécier les échanges visuels éventuels.

D.3.4.4 - BRUIT

Compte tenu de l'existence du site, l'étude s'est basée sur les niveaux sonores actuels. Il n'est pas jugé nécessaire de réaliser de simulations acoustiques.

D.3.4.5 - VIBRATIONS, ÉMISSIONS LUMINEUSES ET ODEURS

L'évaluation des effets s'est opérée à partir des observations du site existant et de l'expérience acquise de la société.

D.3.4.6 - ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE – POUSSIÈRES

De même, l'évaluation des effets s'est opérée à partir des observations du site existant et de l'expérience acquise de la société.

D.3.4.7 - DESSERTES ET CIRCULATION

Les impacts du projet ont été évalués à partir des données des comptages routiers sur les voies à proximité immédiate du site et de l'estimation moyenne des apports/exports de matériaux.

D.3.4.8 - BIENS MATÉRIELS – OUVRAGES TECHNIQUES – SERVITUDES

Les effets du projet sur les biens matériels, ouvrages techniques et surtout les servitudes ont été estimés à partir de l'inventaire de l'état actuel.

D.3.5 - SÉCURITÉ – HYGIÈNE – SALUBRITÉ PUBLIQUE

L'évaluation des effets de l'installation sur la sécurité, l'hygiène et la salubrité publique a été effectuée à partir des éléments définis dans l'état initial et à partir de leur intensité, leur probabilité d'occurrence, de leurs conséquences ou des solutions techniques de prévention disponibles.

D.3.6 - EFFETS DU PROJET SUR LA SANTÉ HUMAINE

Pour chacun des thèmes étudiés : air, eau, sol, bruit, l'évaluation des impacts s'est effectuée sur le même principe. Après avoir rappelé les normes réglementaires en vigueur (législation française et européenne) et les impacts généraux sur la santé humaine, les impacts ont été évalués par comparaison entre la situation initiale et la situation projetée (pendant et après exploitation) après avoir défini les populations concernées.

L'évaluation des risques sanitaires a été introduite dans l'étude d'impact par le décret n°2000-258 du 20 mars 2000.

Les principes et objectifs de cette analyse ont été précisés par plusieurs documents :

- Circulaire DPPR/SEI/BPSE/EN/CD/10 n° 00-317 du 19 juin 2000 ;
- Circulaire DGS/VS3/2001 n°61 du 3 février 2000 (diffusion du guide de l'Institut de Veille Sanitaire « pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact ») ;
- Circulaire DGS/2001/185 du 11 avril 2001 relative au minimum exigible pour l'analyse des effets sur la santé dans une étude d'impact ;
- Circulaire DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix de valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact ;
- Les préconisations de l'Observatoire des Pratiques de l'Evaluation des Risques Sanitaires dans les Études d'Impact (OPERSEI) ;
- Circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;
- Guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2013) ;
- Circulaire DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 concernant la sélection des substances chimiques et le choix des VTR.

La présente évaluation développe les effets du projet sur la santé humaine et les dispositions prévues pour en atténuer les risques.

La structure de ce volet est réalisée conformément aux préconisations de la circulaire DGS n°2001/185 du 11 avril 2001 relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact et comprend en conséquence :

- L'identification des critères pris en compte pour l'évaluation des risques sanitaires ;
- L'identification du potentiel dangereux (pour l'homme) ;
- La relation dose – réponse ;
- L'estimation de l'exposition des populations ;
- La caractérisation du risque.

L'évaluation s'appuie également sur les éléments hydrogéologiques et hydrauliques du présent dossier.

D.3.7 - ANALYSE DES EFFETS CUMULÉS DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS

Afin de déterminer les projets connus proches du périmètre d'étude, un recensement des avis environnementaux a été effectué sur les communes du rayon d'affichage de 3 kilomètres, sur le site de la MRAe.

E -DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

*« **3°** Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles »*

Article R122-5-II du code de l'environnement

Nota :

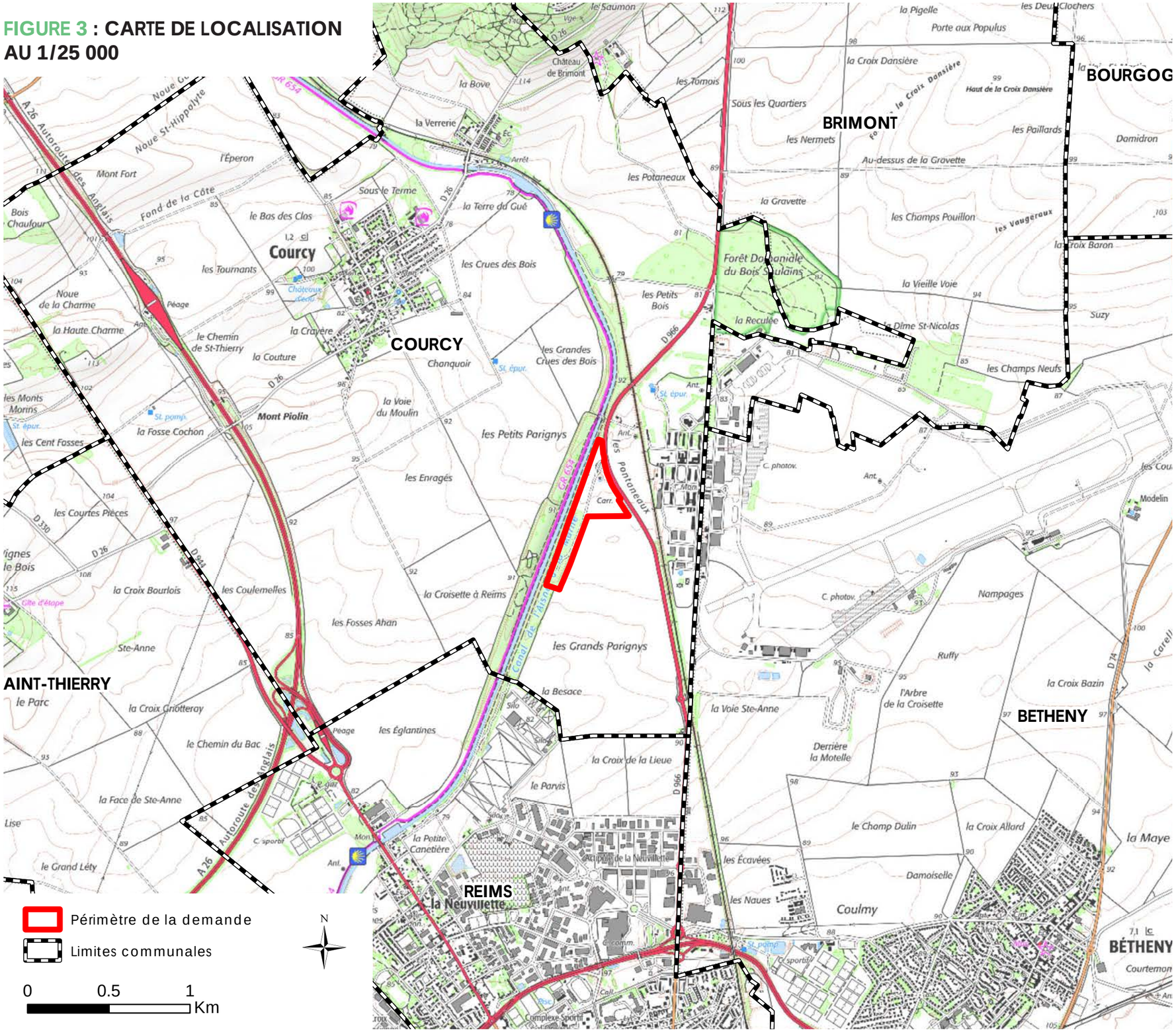
- l'évolution des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement en cas de mise en œuvre du projet sera traitée de manière détaillée *dans le chapitre « F - description des incidences notables et mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et, le cas échéant, les modalités de suivi de ces mesures dans le Tome 2 Évaluation environnementale Partie 4».*

*« **4°** Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ».*

Article R122-5-II du code de l'environnement

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

FIGURE 3 : CARTE DE LOCALISATION AU 1/25 000



E.1 - CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Cf. Carte de localisation ci-contre

La société C'MATER exploite une plateforme de collecte et traitement de déchets sur la commue de Courcy, au Sud-est du territoire communal, dans le département de la Marne. Le site a été créé en 2000 par la société JUROVITCH. L'exploitant obtient un arrêté préfectoral le 12 avril 2001 l'autorisant à exploiter une unité de broyage criblage de matériaux et d'une installation de grave-ciment (Arrêté n°2001-A-47-IC du 12 avril 2001). Le site a été repris par la société C'MATER en 2009.

La plateforme C'MATER est localisée au Nord de l'agglomération reimoise :

- immédiatement à l'Est du canal de l'Aisne à la Marne ;
- immédiatement à l'Ouest de la RD 966 ;
- à environ 200 m à l'Ouest de la voie ferrée de Reims à Laon.

De l'autre côté de la RD 966 se trouve l'ancienne base aérienne 112 Reims-Champagne. Elle a été dissoute le 30 juin 2011. Le site a été concédé à la Communauté Urbaine du Grand Reims qui s'est converti notamment aujourd'hui en un pôle de recherche agro-ressources. Deux centrales photovoltaïques sont également implantées au sein de la zone et des projets de reconversion de ce secteur sont à l'étude.

Les communes les plus proches sont (distances mesurées à vol d'oiseau entre le centre-bourg et le périmètre du site) :

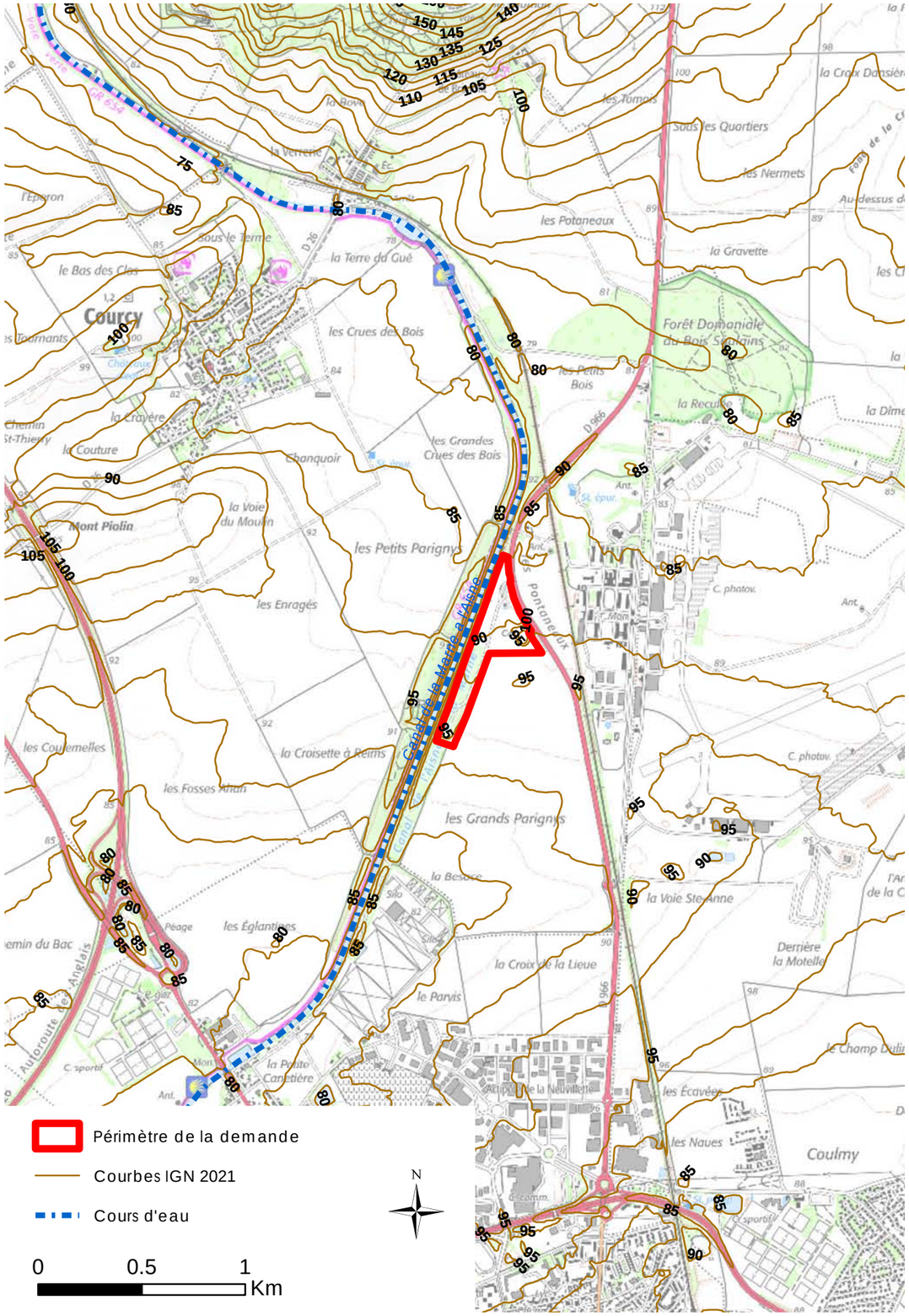
- Courcy, à environ 1,7 km au Nord-ouest ;
- Reims (la Neuvillette), à environ 2,6 km au Sud ;
- Bétheny, à environ 3,7 km au Sud-est.

À plus grande échelle, le périmètre objet de la présente demande se situe à environ 5,5 km au Nord du centre ville de Reims.

Le périmètre de la demande est localisé au Nord de l'agglomération reimoise entre la RD 966 et le canal de l'Aisne à la Marne, à proximité de l'ancienne base aérienne 112.

DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 4 : TOPOGRAPHIE GÉNÉRALE 1/50 000



E.2 - CONTEXTE PHYSIQUE

E.2.1 - TOPOGRAPHIE ET OCCUPATION DES SOLS

E.2.1.1 - CONTEXTE GÉNÉRAL

L'agglomération de Reims se situe à la limite du bassin sédimentaire profond parisien. La commune de Courcy, au Nord de Reims, est bordée à l'Ouest par le massif de Saint Thierry qui s'élève à environ 200 m NGF et à l'Est par le mont de Berru qui s'élève à environ 270 m NGF.La commune se trouve en plaine a des altitudes entre 70 et 120 m NGF.

E.2.1.2 - CONTEXTE LOCAL

Cf. Plan topographique en page suivante et historique du site au TOME 1 Paragraphe B.2.3)

Les terrains concernés par la demande sont situés en bordure du canal de l'Aisne à la Marne. La plateforme est exploitée depuis les années 2000.

Le site s'inscrit donc dans un secteur remanié depuis de nombreuses années. Les cotes du site sont comprises entre 85 et 100 m NGF. Le site présente une pente moyenne de 2 % vers le Nord.

Les terrains au Sud sont surélevés par rapport au terrain naturel suite à des remblaiements, probablement réalisée par les déblais lors du creusement du canal, entre 1841 et 1866. Les berges du canal sont situées à environ 78 m NGF.

Le site du projet s'inscrit dans un secteur remanié, historiquement par la réalisation du canal, puis par la réalisation de la plateforme et des différentes activités exercées sur site.
Le terrain est situé entre 85 et 100 m NGF à environ 31,7 et 32,2 m NGF, avec une pente moyenne d'environ 2 % vers le Nord.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 5 : PLAN TOPOGRAPHIQUE DU SITE 1/3000

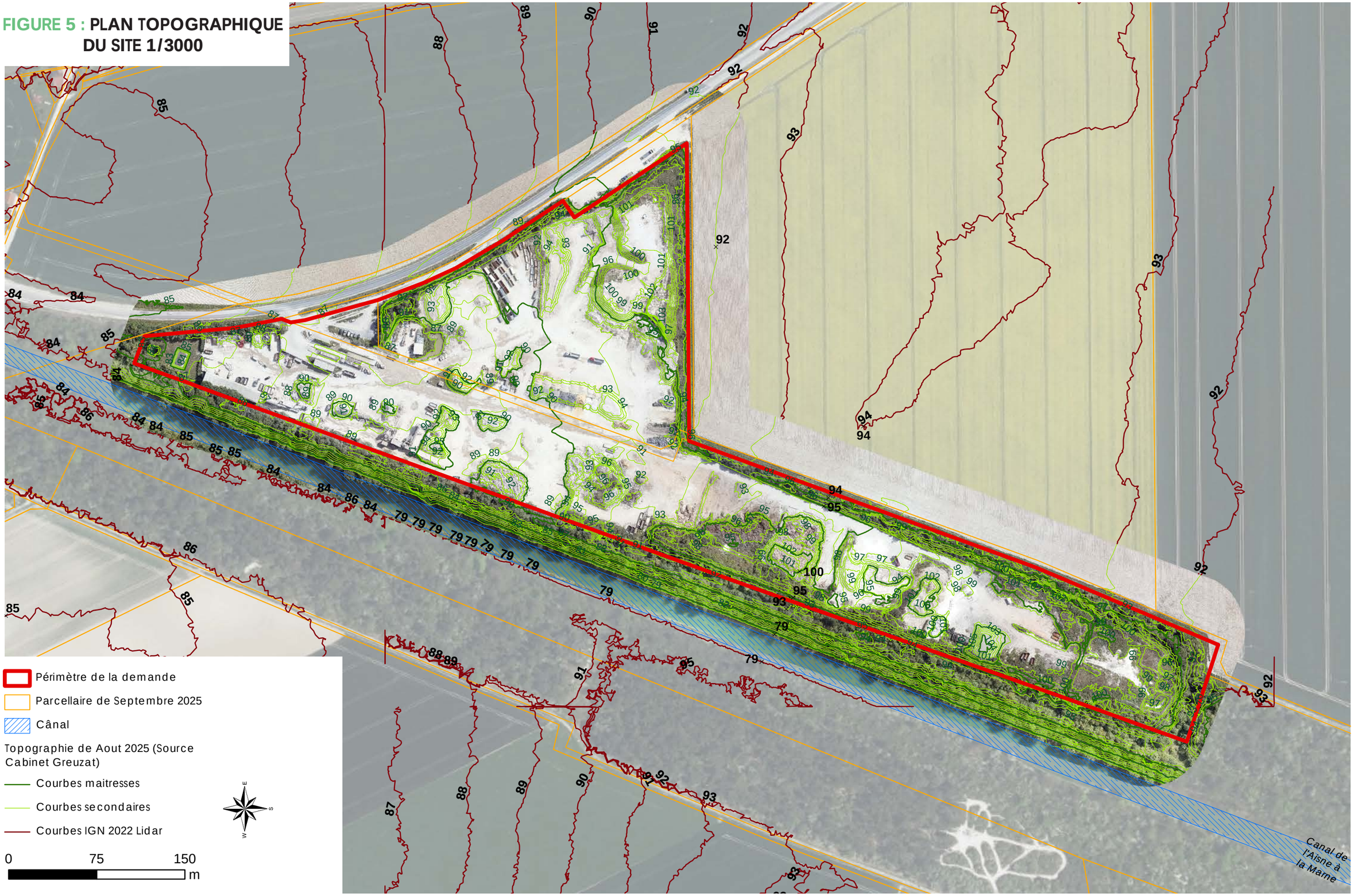
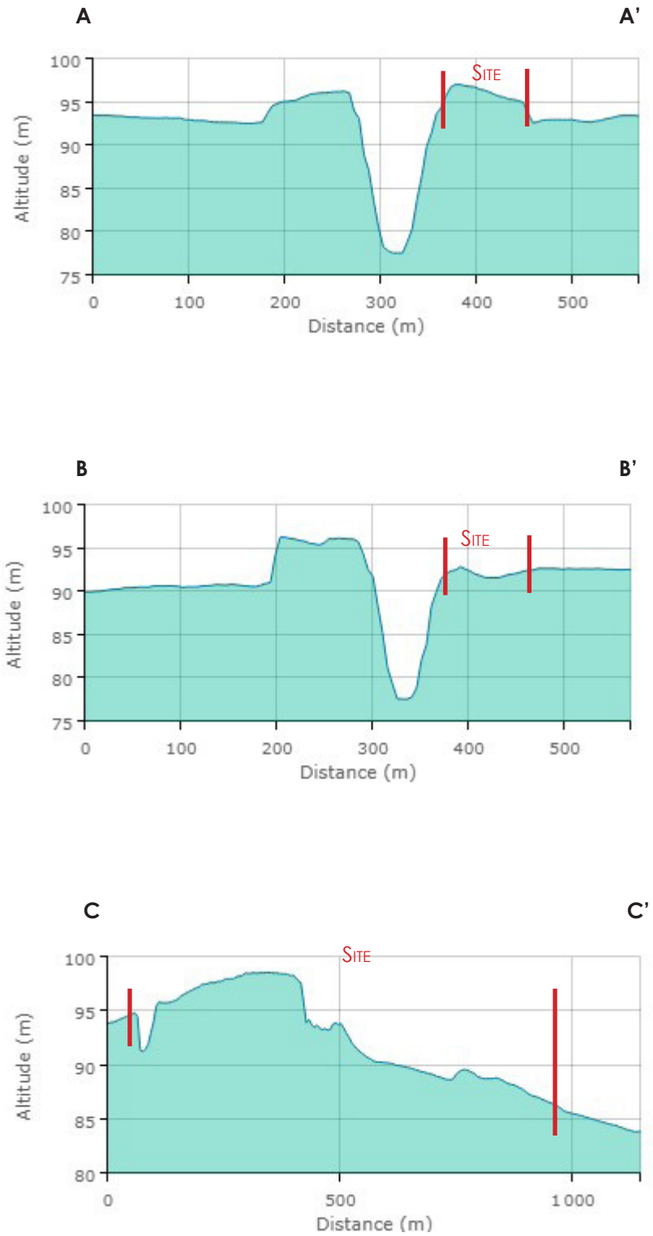


FIGURE 6 : COUPES TOPOGRAPHIQUES



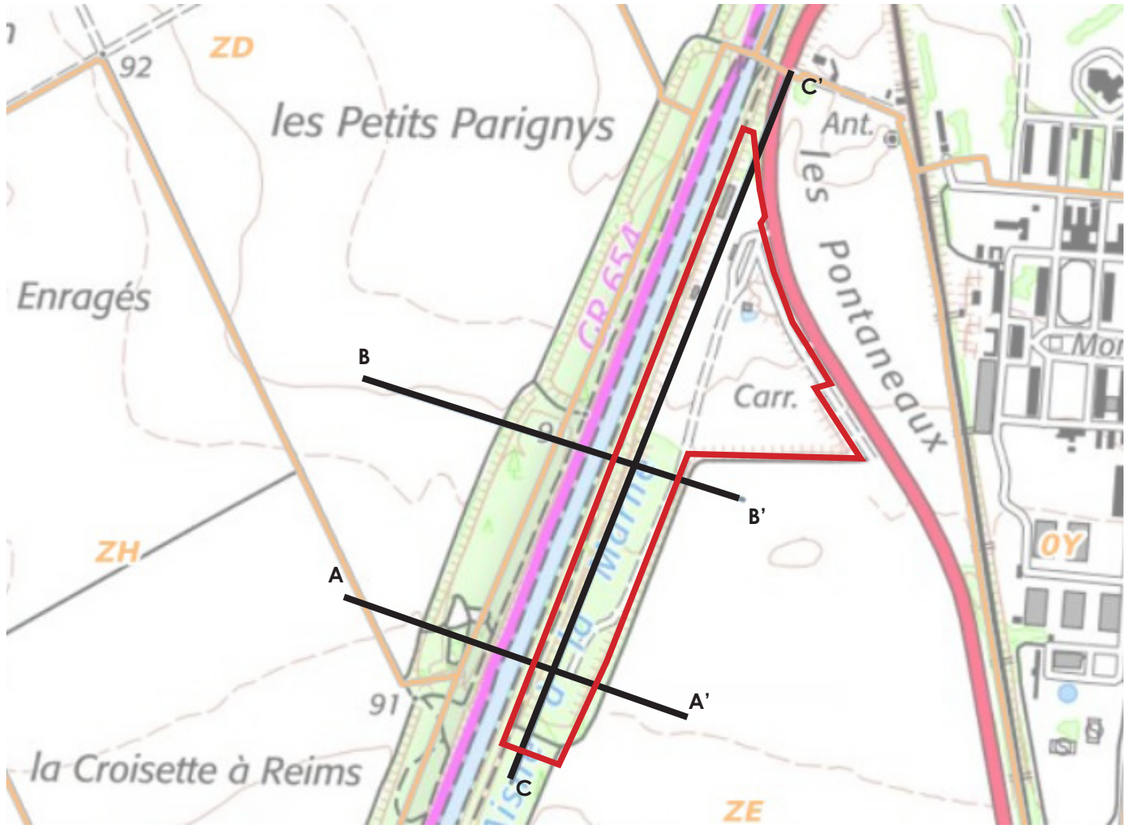
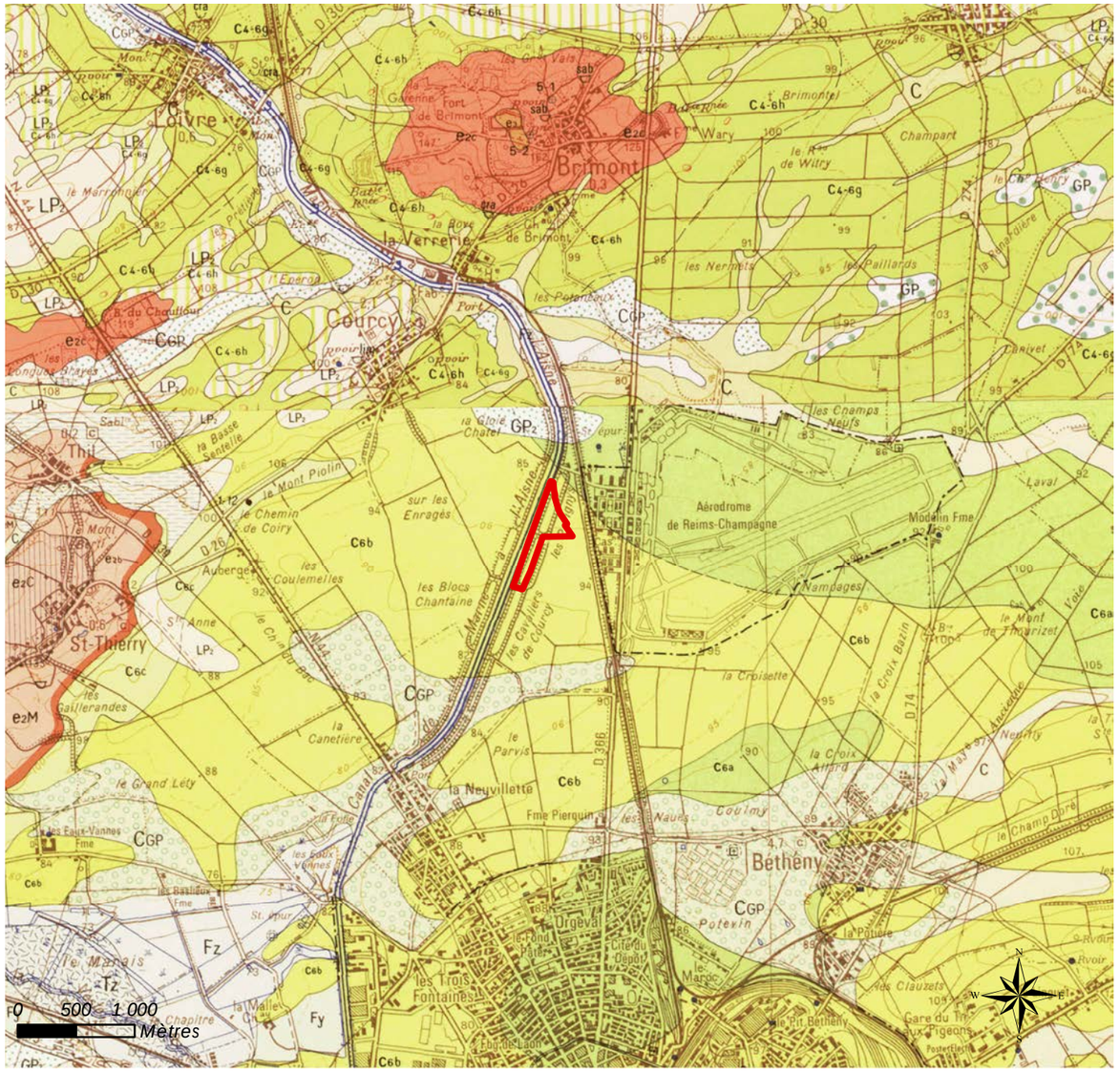


FIGURE 7 : CARTE GÉOLOGIQUE



Source : geoservices.brgm.fr

E.2.2 - CONTEXTE GÉOLOGIQUE

Cf. carte géologique ci-contre

Le site se trouve sur la carte géologique du BRGM au 1/50 000 de Reims (n° 132). Le secteur du projet appartient à une région de la Champagne crayeuse.

D'un point de vue géologique historique, le site est localisé sur des terrains anciens qui datent du Crétacé supérieur (Santonien-Campanien). Le Crétacé est représenté par des craies blanches très pures. La roche, très friable et gélive, n'a été que peu exploitée ; cependant dans les meilleures zones quelques carrières montrent une fissuration abondante et de grands réseaux de diaclases orientées. La craie elle-même, de structure très fine et homogène, présente une cassure conchoïdale.

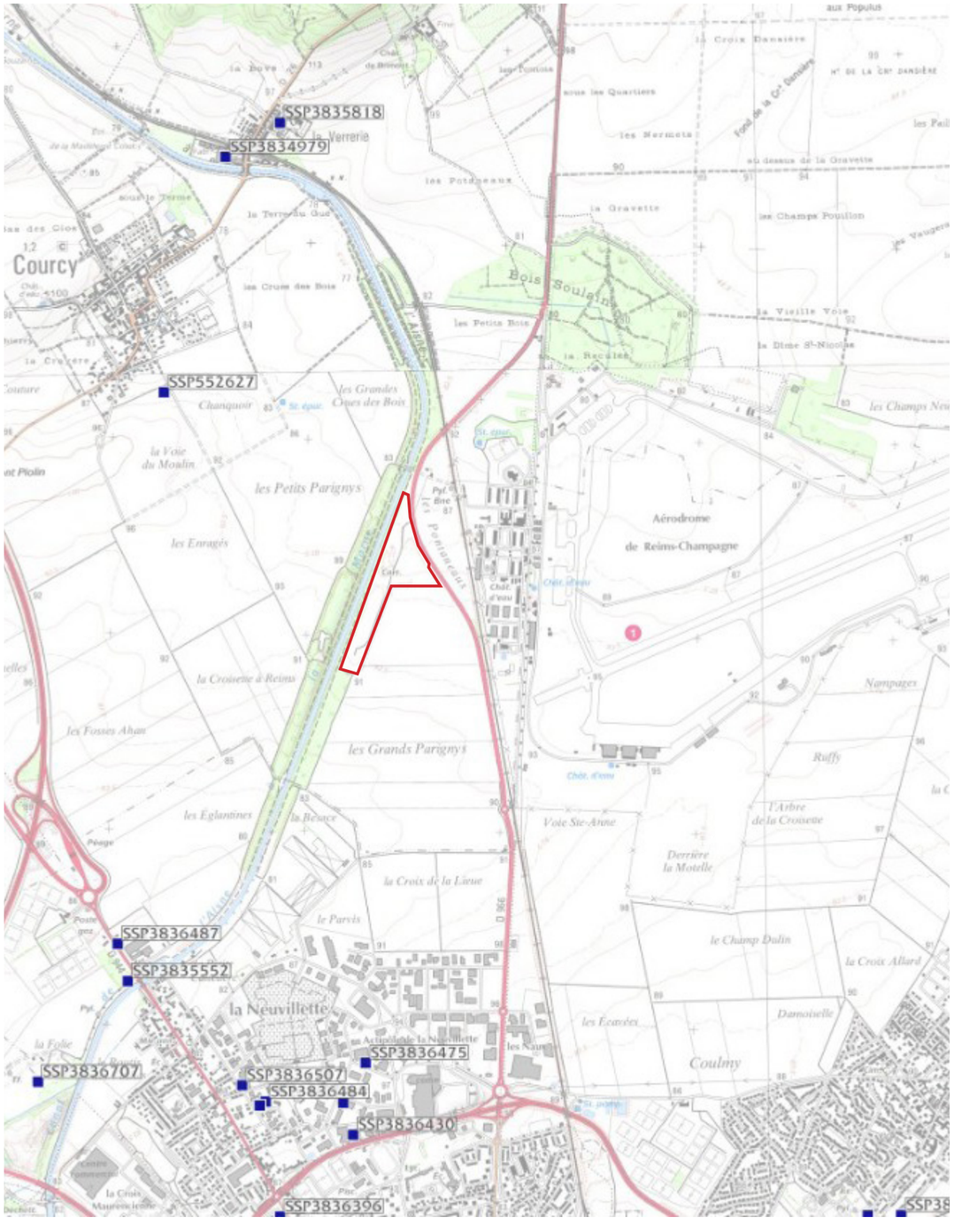
c6. Campanien, Biozones S/g, S/h, S/i. Craie blanche. La biozone S/g recouvre l'Est de la carte ; elle pénètre le long de la vallée de la Vesle vers Reims en soulignant le pendage général du Crétacé. Son large affleurement, au Nord de Reims et à Bétheny, ne peut guère s'expliquer que par un vaste bombement de quelques dizaines de mètres de flèche. Sa puissance est importante ; 50 m à l'Est et 30 m dans la zone médiane de la feuille.
La biozone S/h, qui s'étale largement dans la moitié ouest, atteint 40 à 50 m d'épaisseur au Sud mais n'excède pas 30 m au Nord.
La biozone S/i n'affleure que sous le Tertiaire de la montagne de Reims, du mont de Berru et du mont Haut, ainsi que le long de quelques lignes de crêtes descendant de la cuesta. Sa puissance oscille de 30 à 40 mètres. La totalité de la biozone affleure entre Ludes et Verzy,

D'après les sondages du secteur, la craie a une puissance supérieure à 40 m dans le secteur. D'après un sondage au voisinage la craie a une puissance de plus de 200 m.

Compte tenu des cotes en présence et de l'historique du site *(cf. TOME 1 Paragraphe B.2.3)*, les terrains du projet sont constitués de remblais surmontant la craie plus ou moins épaisse en fonction des secteurs du site.

Le projet repose sur de la craie d'une puissance très importante et avec quelques remblais sur la partie Sud du site.

FIGURE 8 : INVENTAIRE DES SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (CASIAS, SIS, BASOL)



E.2.3 - PÉDOLOGIE ET ÉTAT DE POLLUTION DES SOLS

CASIAS

La base de données CASIAS (Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services), anciennement BASIAS, recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles (qu'il s'agisse d'industries lourdes, manufacturières, etc.) ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes (par exemple les blanchisseries, les stations-service et garages, etc.). Elle témoigne notamment de l'histoire industrielle d'un territoire depuis la fin du 19ème siècle.

La constitution de la CASIAS a pour finalité de conserver la mémoire d'anciens sites industriels et activités de service pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de la santé publique et de l'environnement.

Il faut souligner que la CASIAS est une cartographie de l'histoire des activités industrielles ou de services qui se sont succédées au cours du temps sur un territoire, et ne préjuge pas de la pollution effective des sols des établissements recensés.

Les terrains du projet ne sont pas référencés dans la base de données CASIAS. Le plus proche est localisé à environ 1,3 km au Nord-ouest. Il s'agit de l'entreprise CAMPS et SEPAC-COMPAGRI qui produit de l'engrais à proximité du bourg de Courcy.

SIS et BASOL

Le ministère chargé de l'environnement inventorie les sites et sols pollués, ou potentiellement pollués, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif, depuis le début des années 1990 et a créé la base de données BASOL. Les données reprises de cette base de données historiques sont aujourd'hui diffusées en tant qu'Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée. Les informations de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée sont complémentaires à d'autres données, comme la CASIAS.

Les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Les terrains du projet ne sont pas le siège d'un site recensé en SIS (Secteurs d'Information sur les Sols) ou en Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (anciennement BASOL). Le plus proche est situé au plus près à 450 m à l'Est. Il s'agit de l'ancien aérodrome Reims-Champagne.

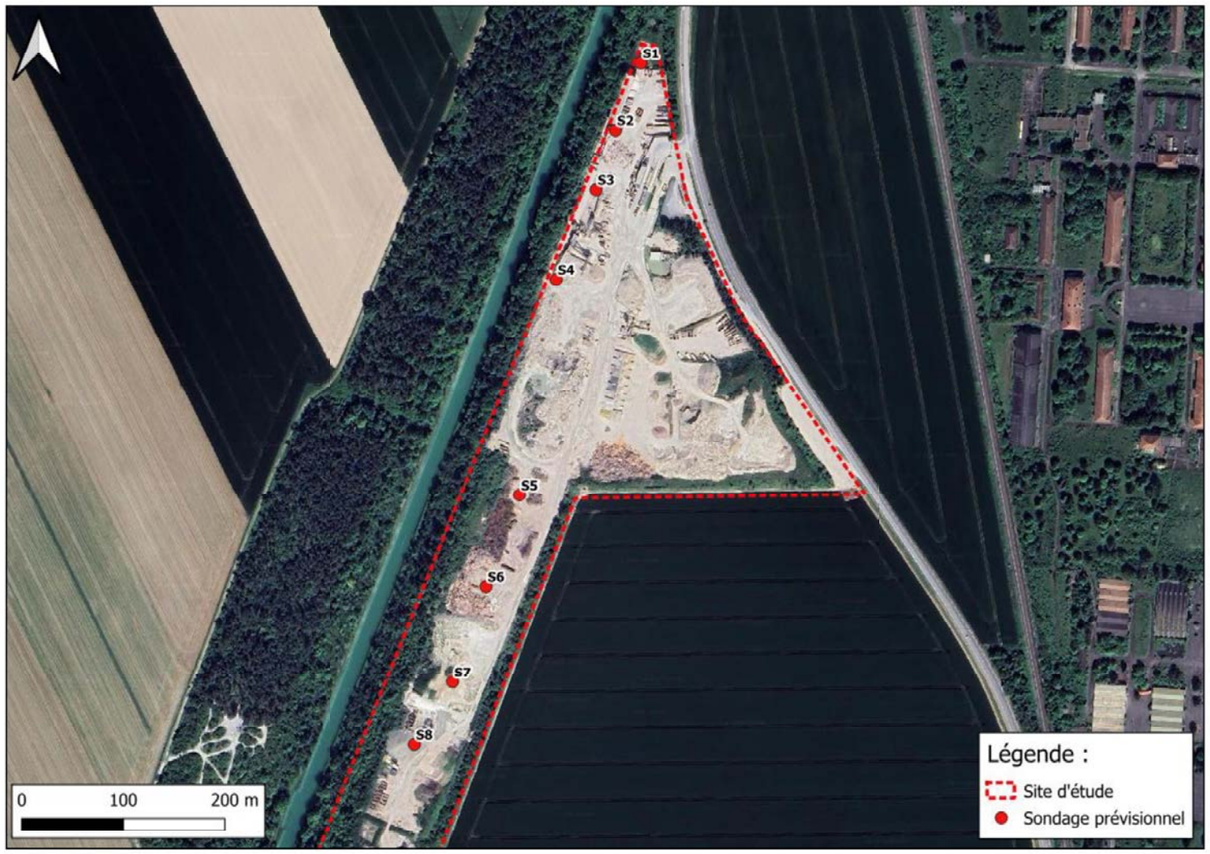
Etude de sols

La société SOCOTEC Environnement a réalisé un diagnostic de pollution des sols au droit du site. *(cf. ANNEXE)*.

Les investigations de terrains menées par SOCOTEC Environnement dans le cadre de la présente étude sur le milieu sol, ont consisté en la réalisation de 8 sondages jusqu'à une profondeur maximale de 2 m le 27/08/2025.

Les résultats d'analyses sur les sols n'ont pas mis en évidence de contamination particulière en lien avec l'activité du site. Aucun risque n'est identifié pour les usagers actuels et futurs en l'état actuel du site.

FIGURE 9 : LOCALISATION DES SONDAGES(SOURCE : SOCOTEC)



Les terrains du projet ne sont pas référencés dans les bases de données CASIAS, SIS ou BASOL. Un diagnostic a été réalisé in situ concluant en l'absence de contamination particulière des sols.

E.2.4 -CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE

E.2.4.1 - CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE GÉNÉRAL

Sur la plus grande partie du territoire, les eaux météoriques s'infiltrent dans le sol et le sous-sol. Le réservoir le plus important et le plus étendu est celui qui est constitué par la craie sénonienne.

L'extension et la puissance de ce réservoir ont permis de tracer la carte piézométrique et de déterminer les directions d'écoulement de la nappe. D'une manière générale, la surface piézométrique épouse sensiblement les ondulations topographiques, en atténuant les irrégularités et, dans tous les cas, la nappe est drainée par les cours d'eau. Dans les vallées, la nappe de la craie se raccorde insensiblement à celle des alluvions, formant alors avec cette dernière un ensemble unique. La perméabilité de la craie varie considérablement entre les plateaux et les vallées :

- dans les vallées, la dissolution intense créée par le rassemblement des eaux donne lieu à un réseau de fissures particulièrement important ; les ouvrages de captage donnent des débits importants pour de faibles rabattements ;
- sous les plateaux ou les buttes, la craie est compacte ; les débits sont faibles et les rabattements importants.

L'amplitude des fluctuations du niveau piézométrique varie en fonction inverse de la perméabilité de la craie : elle est faible dans les zones de vallées (de l'ordre du mètre) ; elle est par contre très forte sous les plateaux (de 10 à 15 mètres). Ces fluctuations sont essentiellement saisonnières : elles peuvent être plus ou moins accentuées d'une année sur l'autre selon la pluviosité, mais on observe toujours un cycle annuel.

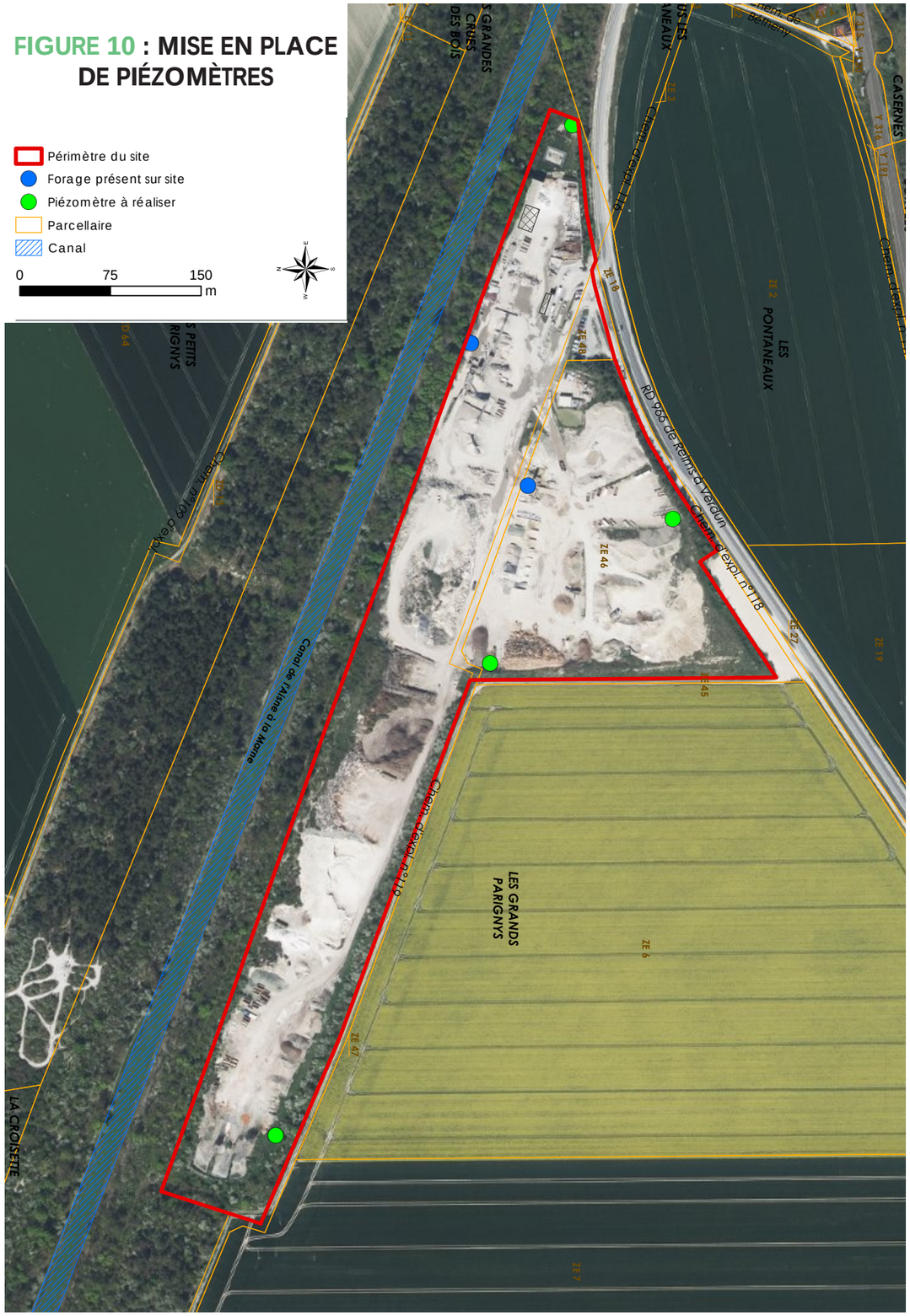
La nappe de la craie est sollicitée par la plupart des adductions publiques et des établissements industriels.

Sous les niveaux marneux turoniens, les Sables de la Hardoye (Cénomanien supérieur) peuvent donner lieu à des niveaux aquifères très localisés.

Enfin, les terrains de l'Albien constituent, avec les niveaux oxfordiens sur lesquels ils reposent à l'affleurement, un horizon aquifère intéressant, surtout développé au Nord-Est du territoire de la carte

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

FIGURE 10 : MISE EN PLACE DE PIÉZOMÈTRES



E.2.4.2 - CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL

Le projet reposant sur la craie du Campanien inférieur, il est directement concerné par la nappe de la craie de Champagne Nord (Masse d'eau souterraine FRHG207). D'après le système d'information pour la gestion des eaux souterraines du SDAGE, le site se trouve au droit d'un partage des écoulements de la nappe, en formant une sorte de dôme. En effet, les eaux proviennent depuis l'Est et l'Ouest et s'écoulent vers le Nord-ouest et le Sud-ouest, respectivement vers l'Aisne ou vers la Vesle. Le sens d'écoulement au droit du site est donc difficilement prévisible. La mise en place de 4 piézomètres sur les 4 points cardinaux du site permettra de déterminer plus localement les niveaux de la nappe sous-jacente.

Le suivi des eaux souterraines réalisé dans les environs indique un niveau de nappe présent à environ 80 m NGF, soit une nappe présente à environ 5-20 m par rapport au terrain naturel. Une mesure piézométrique a été effectuée en décembre 2025 (soit en période de hautes eaux). Le niveau de l'eau était de 75,5 et 76 m NGF dans les deux forages présents sur le site. La topographie est au point bas d'environ 85 m NGF. **La nappe de la craie est donc située entre 10 et 20 m sous les terrains du projet selon la localisation sur le site**. Compte tenu de cette proximité relative et n'ayant pas de couche géologique imperméable entre la nappe et la surface, la nappe est donc vulnérable vis-à-vis du projet.

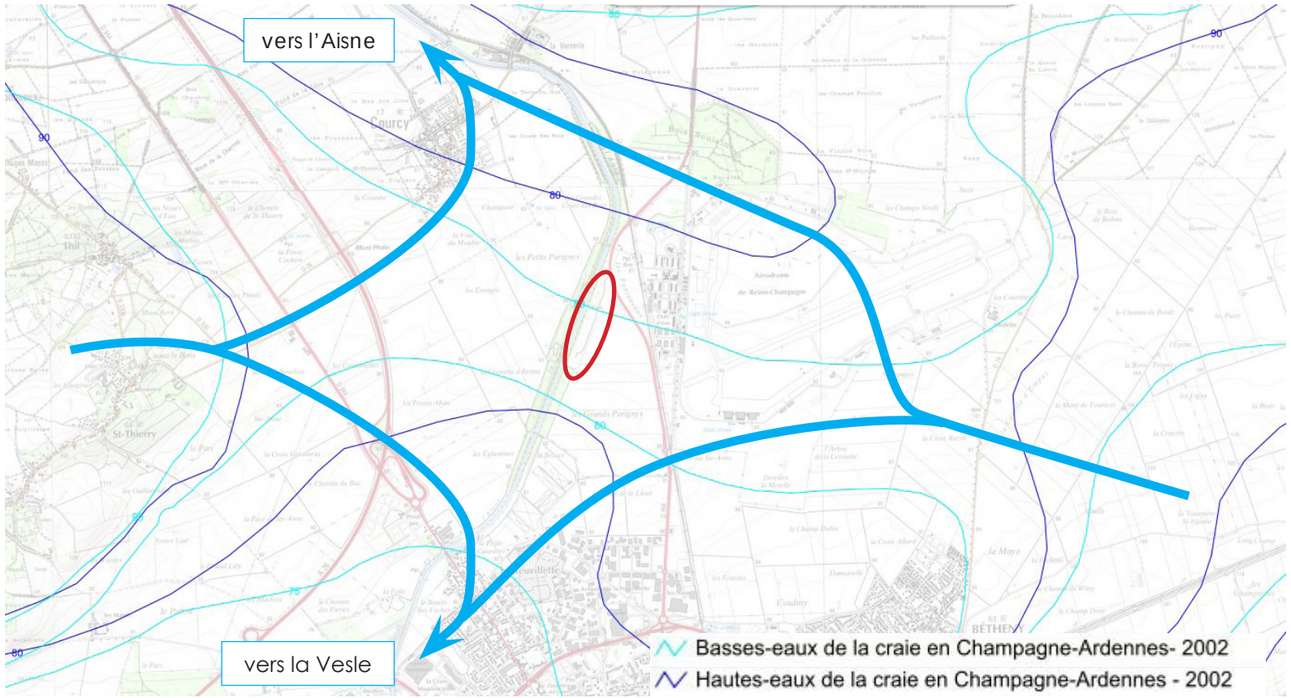


FIGURE 11 : Piézométrie de la nappe de la craie (source : SIGES_SDAGE Seine Normandie)

**La nappe de la Craie est présente sous les terrains du projet,
et située entre 10 et 20 mètres de profondeur.
Le sens d'écoulement au droit du site est difficilement prévisible
compte tenu d'un partage des eaux de la nappe provenant de l'Ouest et de l'Est
et s'écoulant vers le Nord-ouest et le Sud-ouest en direction de l'Aisne et de la Vesle.**

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DEL'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

E.2.4.3 - USAGES DE L'EAU SOUTERRAINE

D'après les informations de la BSS, 24 forages, piézomètres ou puits sont recensés sur la commune de Courcy. Un forage est présent à environ 1 km au Nord-est du site (01321X0205/F1). Celui-ci a une profondeur de 45 m. Sur les 24 forages recensés sur la commune, 23 prélèvent à moins de 45 m de profondeur et un seul va a plus de 80 m de profondeur. Ils sont donc quasi-intégralement situés dans la nappe de la Craie.

D'après les informations collectées auprès de la cartographie Atlasante, qui regroupe les données geographiques des captages AEP auprès des ARS, il n'y a pas de captages AEP sur la commune de Courcy et le projet n'est pas concerné par une protection de captage AEP. Les captages AEP sont tous éloignés de plus de 5 km.
Il y a cependant un forage privé au Nord-est du site au niveau des habitations les plus proche. Il s'agit du forage 01321X0022/PU.

Deux forages sont présents sur site. Ils ont été créés en 2000 et 2004 et prélevent à 45 m de profondeur (*cf. carte ci-avant*). Le premier est localisé à proximité de l'installation de concassage (BSS000KEPQ) et sert à l'alimentation des locaux sociaux et de la brumisation du site. Le second est localisé au centre du site et sert à l'alimentation de l'installation de malaxage et à l'arosage des pistes. Leurs consommations annuelles sont respectivement de 8 000 et 3 000 m³.

**Deux forages sont présents sur le site qui prélèvent dans la nappe de la Craie.
Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection
de captage AEP, qui sont d'ailleurs très éloignés du projet.**

FIGURE 12 : CAPTAGES AEP DU SECTEUR

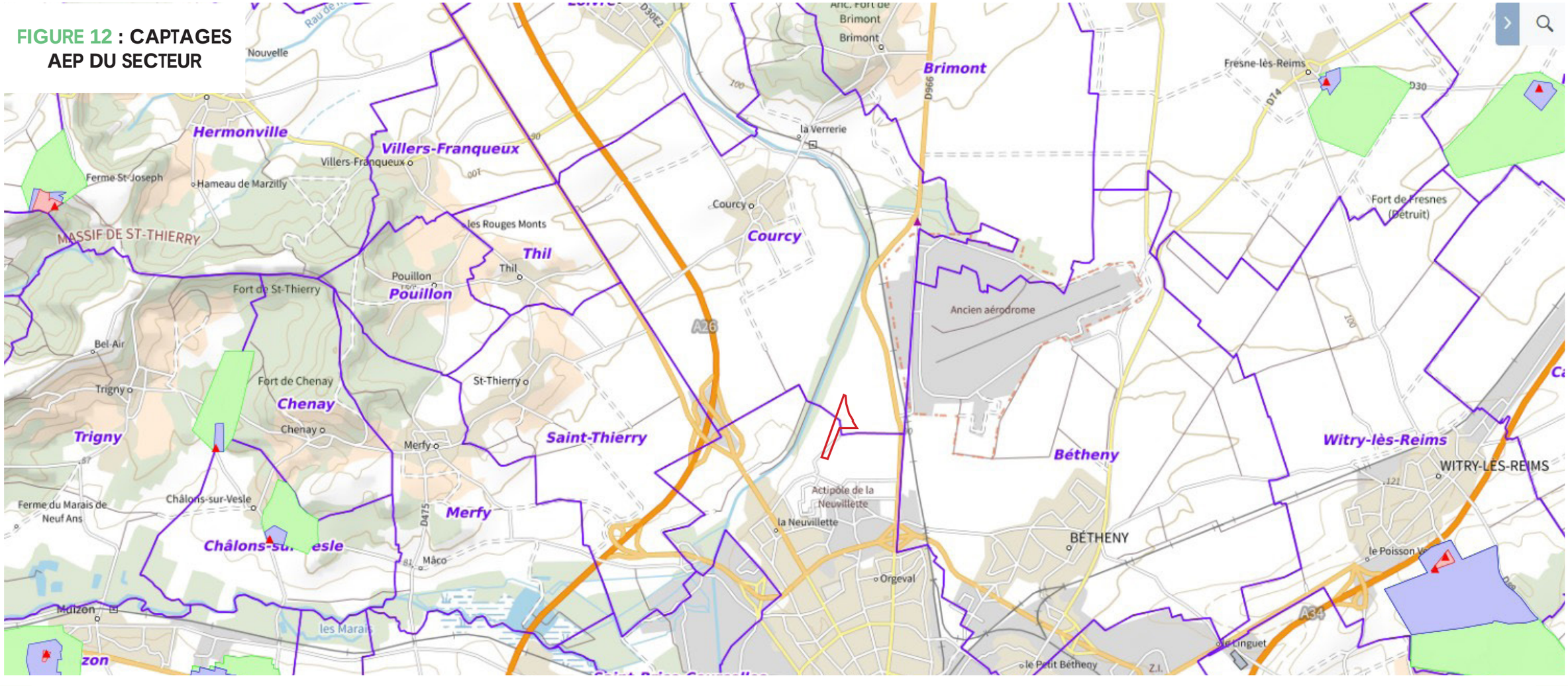
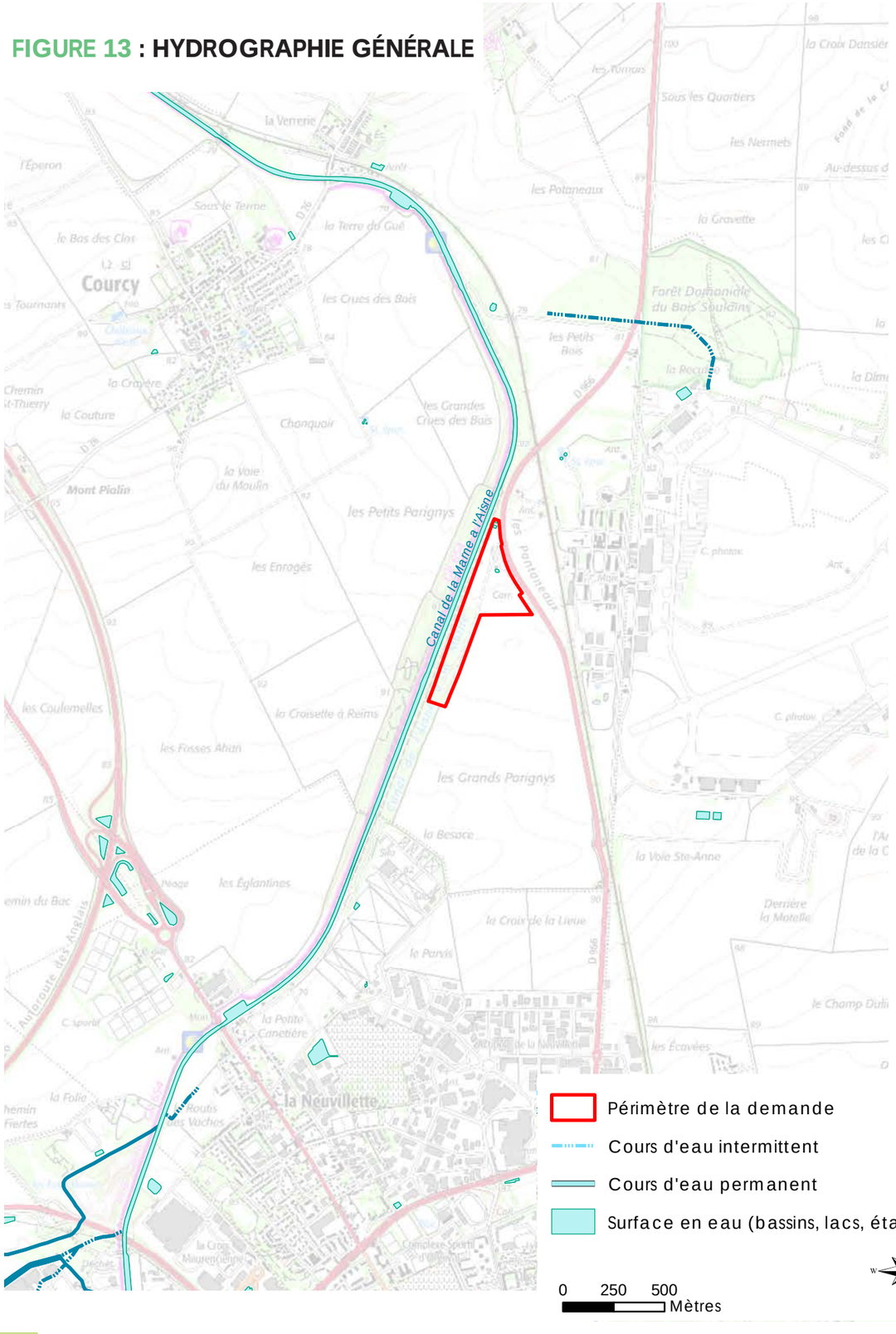


FIGURE 13 : HYDROGRAPHIE GÉNÉRALE



E.2.5 - CONTEXTE HYDRAULIQUE

E.2.5.1 - CONTEXTE

Le projet est localisé à proximité immédiate du canal de l'Ainse à la Marne. En effet le secteur est situé entre les rivières de l'Aisne à 12 km au Nord-ouest et de la Vesle, à 5 km au Sud.

L'Aisne est une rivière d'environ 356 km, affluent rive gauche de l'Oise et qui s'écoule principalement d'Est en Ouest. A Givry, dans le département des Ardennes, le bassin versant de la rivière y est de 2 940 km² (soit un peu plus du tiers de sa totalité qui fait 7 920 km²).

Le module de la rivière à Givry est de 31,2 m³/s, c'est-à-dire la moitié du débit final de la rivière (65 m³/s).



L'Aisne à Pontavert



La Vesle à la sortie de Reims

La Vesle est une rivière d'environ 140 km, affluent rive gauche de l'Aisne et qui s'écoule principalement d'Est en Ouest en tranversant notamment la ville de Reims. A Braine, dans le département de l'Aisne et peu avant sa confluence avec l'Aisne, le bassin versant de la rivière y est de 1 440 km² (soit la quasi totalité de ce dernier qui fait 1 480 km²).

Le module de la rivière à Vesle est de 7,5 m³/s.

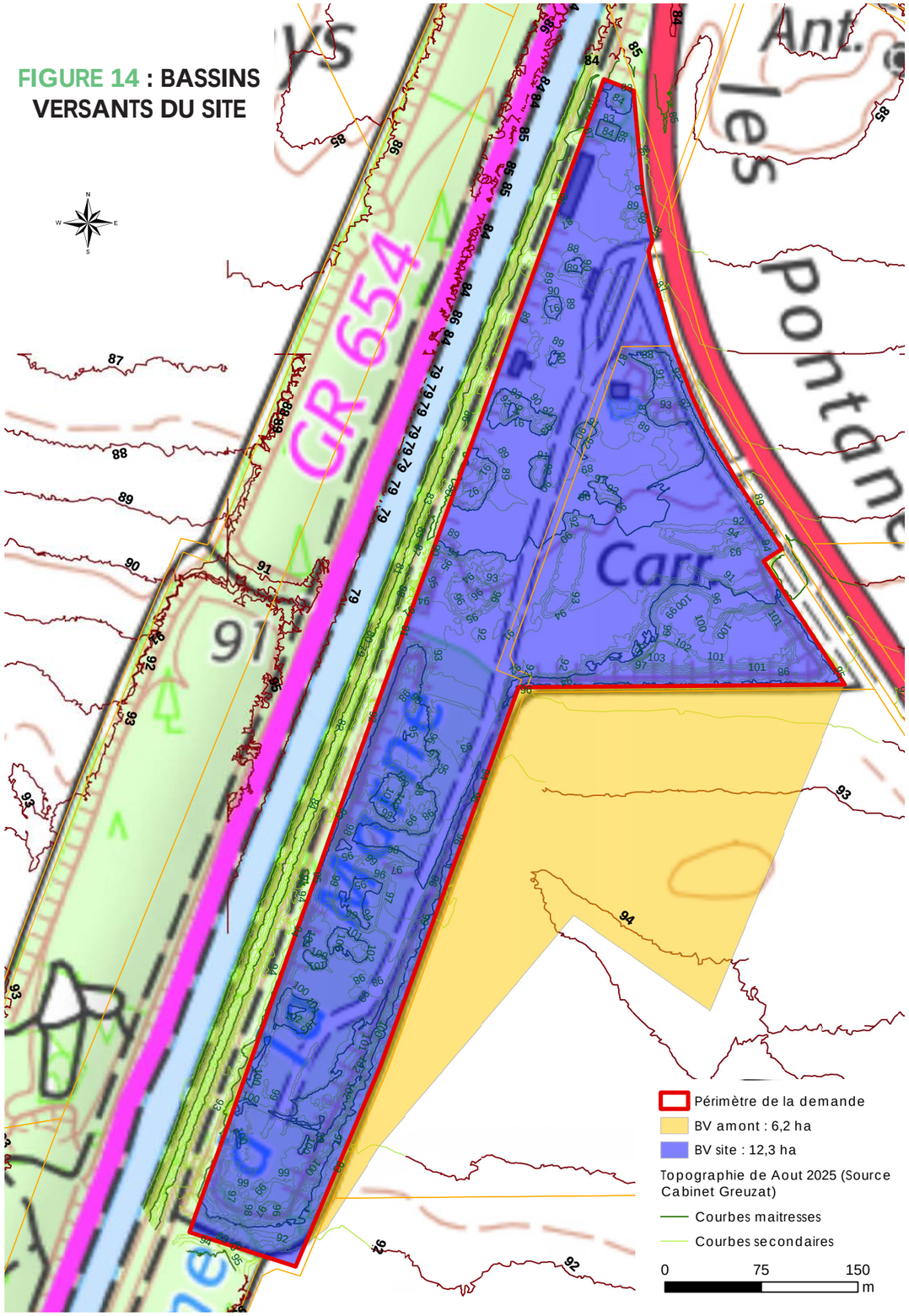
Le canal de l'Aisne à la Marne est un canal à bief de partage au gabarit Freycinet reliant les vallées de l'Aisne et de la Marne. Long d'environ 58 km, il comporte 24 écluses (16 versant Aisne et 8 versant Marne).

Il débute à Berry-au-Bac (Aisne) et s'achève à Condé-sur-Marne (Marne) en passant par Reims. Propriété de l'État, il est géré par Voies navigables de France.



Le canal de l'Aisne à la Marne à Courcy

FIGURE 14 : BASSINS VERSANTS DU SITE



E.2.5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

Un bassin versant amont est présent au Sud-est de la plateforme. Celui-ci fait 6,2 ha. Les eaux de ce bassin versant agricole s'infiltrent au niveau des merlons présents en périphérie du site.

Le bassin versant du site lui-même est d'environ 12,2 ha. Actuellement, les eaux de toitures et les espaces verts au niveau de l'entrée du site sont gérées par infiltration à proximité du bâtiment. Les eaux de l'espace déchetterie professionnelle sont dirigées vers un bassin de décantation puis sont infiltrées dans une zone dédiée après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.

Le restant de la plateforme est géré majoritrairement au niveau d'un bassin situé à proximité des bâtiments qui permet l'infiltration des eaux. Les eaux tombant sur la plateforme de la déchetterie professionnelle passent dans un séparateur d'hydrocarbures avant infiltration dans un bassin dédié.

Un suivi des rejet des eaux pluviales a été réalisé au niveau de la déchetterie en juillet 2025. Les concentrations mesurées (DCO, DBO5, indice hydrocarbures) démontrent un respect des teneurs réglementaires.

Le projet est situé immédiatement le long du canal de l'Aisne à la Marne, entre les rivières de l'Aisne, à 12 km au Nord-ouest et de la Vesle, à 5 km au Sud. Actuellement, les eaux pluviales tombant sur la plateforme sont gérées dans un bassin central ou après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.

E.2.6 - CONTEXTE CLIMATIQUE

Le secteur d'étude est situé dans une région climatique de type tempéré océanique, à influences continentales déjà sensibles.

E.2.6.1 - PRÉCIPITATIONS ET TEMPÉRATURES

Le graphique suivant présente les normales mensuelles de précipitations et de températures à Reims.

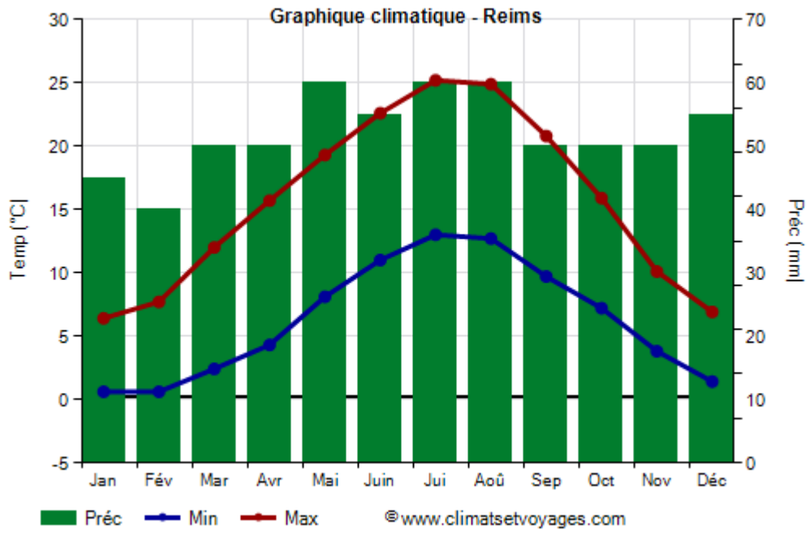


FIGURE 15 : Diagramme ombrothermique de Reims

La température annuelle moyenne est de 11,0°C. Les écarts de températures sont plutôt importants avec une température moyenne mensuelle de 19,1°C en été (en juillet) et de 3,5°C en hiver (en janvier).

Les précipitations sont fréquentes (environ 114 jours par an), mais généralement faibles. Ces précipitations sont réparties de manière homogène sur l'ensemble de l'année (40 à 60 mm par mois) et une quantité moyenne annuelle de précipitation relativement importante de 625 mm.

Les événements pluviométriques les plus marqués se produisent aux mois de juillet et août qui font partie des mois comptant le plus d'orages.

E.2.6.2 - VENTS

La rose des vents est issue des données Météo France de la station de Reims à environ 5 km au Sud du site.
Les vents dominants sont essentiellement d'origine Sud à Sud-est, notamment pour les vents forts et moyens, et dans une moindre mesure d'origine Sud, Sud-est et Ouest pour les vents faibles.

La période la plus ventée s'étale d'octobre à mars.

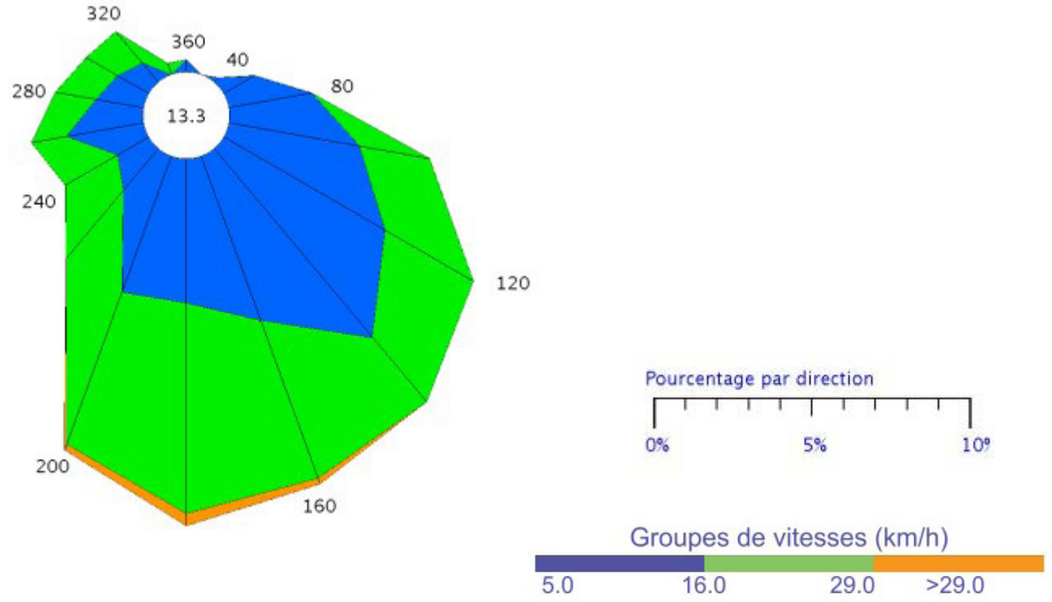


FIGURE 16 : Rose des vents - Station de Reims (51)

E.2.7 - RISQUES NATURELS

E.2.7.1 - RISQUE SISMIQUE

Le projet n'est pas concerné par le risque sismique.

La commune de Courcy est située en zone sismique d'aléa 1, soit très faible.

E.2.7.2 - RISQUE D'INONDATION

Le projet n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe.

Compte tenu de sa localisation, le site n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe.

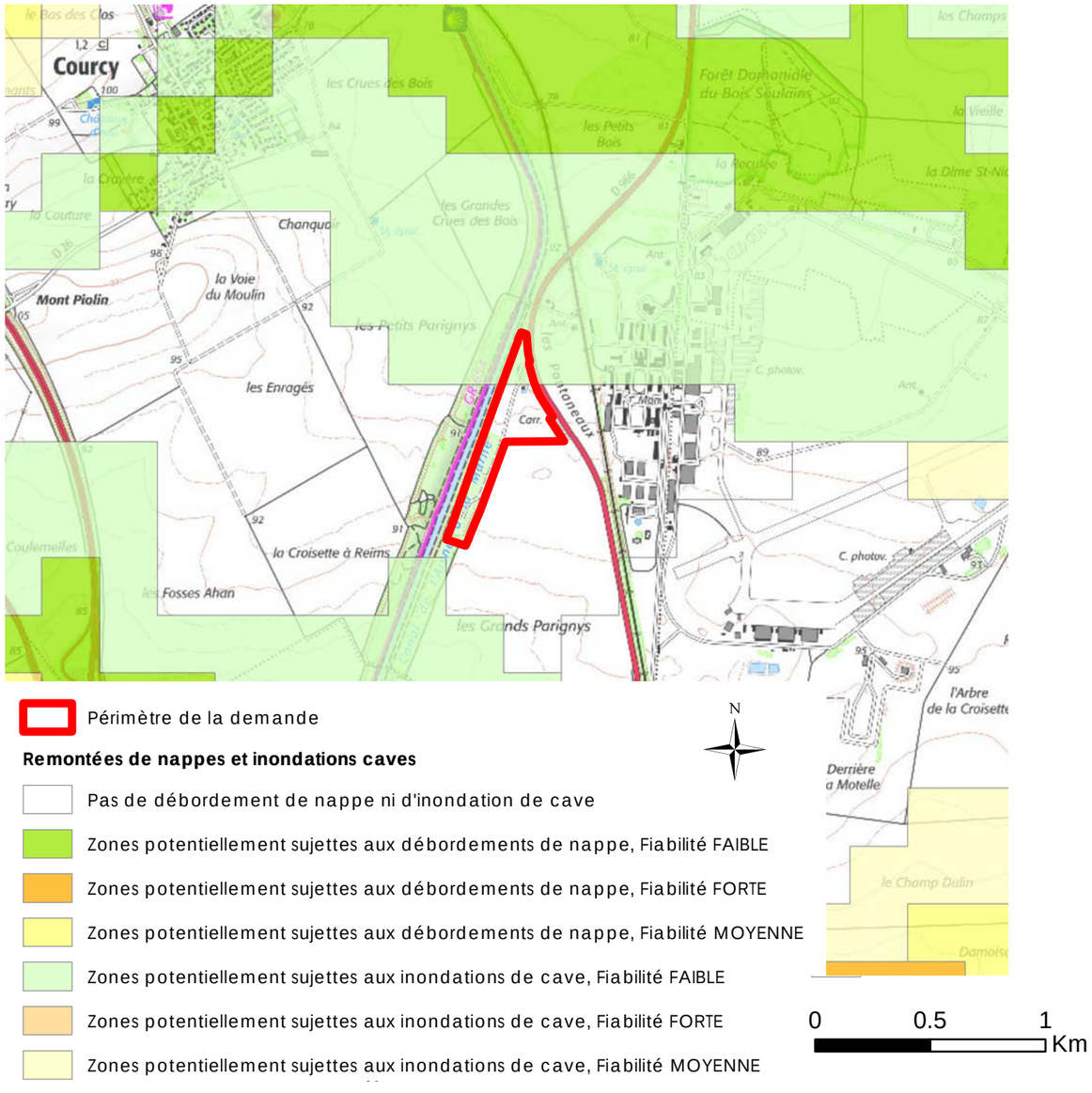


FIGURE 17 : Carte des remontées de nappes (source géorisque.gouv.fr)

E.2.7.3 - ALÉA RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

Le projet n'est pas concerné par l'aléa retrait-gonflement des argiles.

Le site n'est pas concerné par l'aléa retrait gonflement des argiles.

E.2.7.4 - AUTRES RISQUES NATURELS

La commune de Courcy n'est pas concernée par un PPR Mouvement de Terrain.

Selon le site du BRGM, le secteur n'est pas concerné par des cavités souterraines ou des mouvements de terrain localisés.

Le projet n'est pas concerné par le risque de mouvement de terrain.

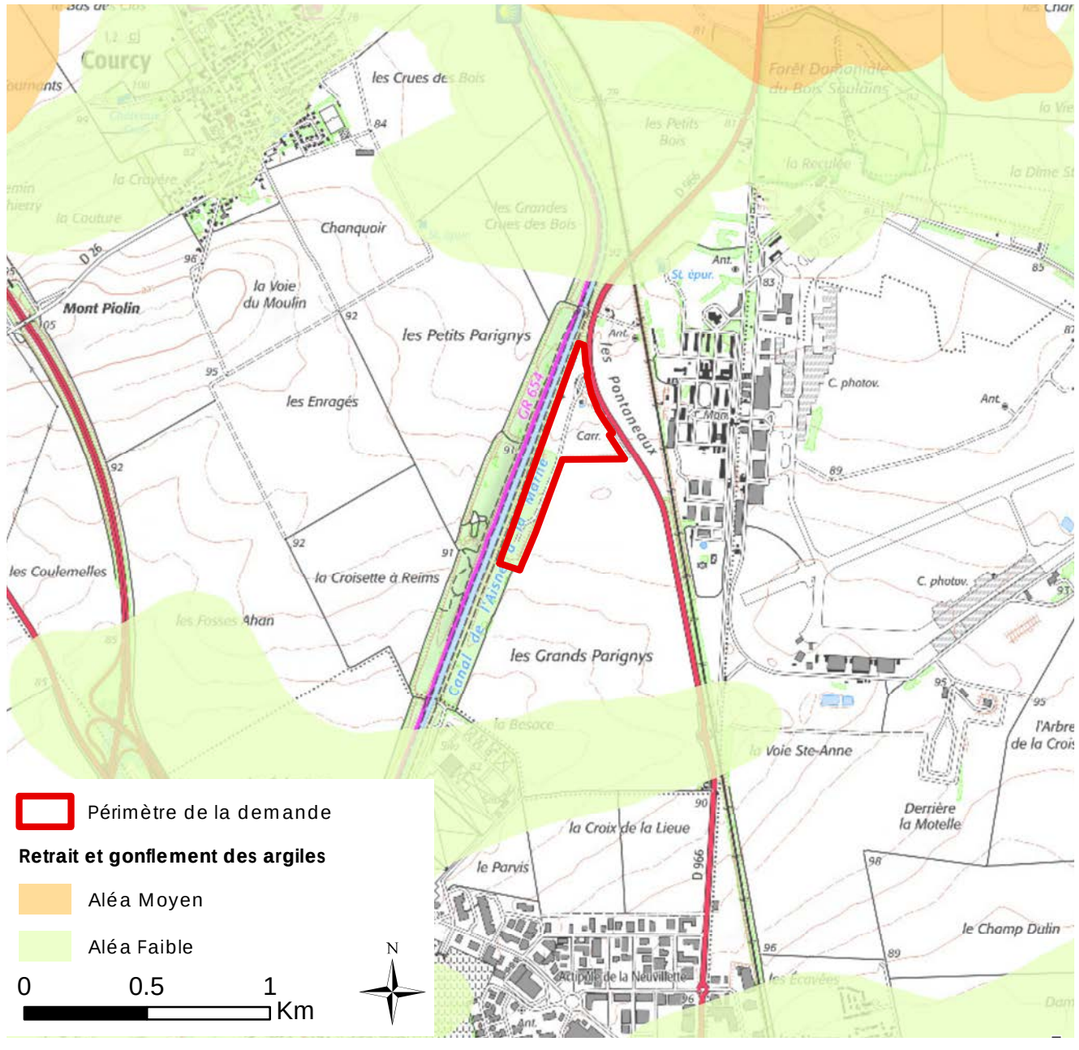


FIGURE 18 : Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles (source géorisque.gouv.fr)

E.3 - CONTEXTE NATUREL

E.3.1 - CONTEXTE ÉCOLOGIQUE

E.3.1.1 - ZONES D'INVENTAIRES ET DE PROTECTION

Le site est localisé sur des terrains déjà en activité depuis plusieurs années. Il ne fait l'objet d'aucune protection ou reconnaissance écologique directe et n'est notamment concerné :

- par aucune Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ;
- par aucune zone protégée au titre de la législation sur les milieux naturels (Réserve naturelle, Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope, Espace Naturel Sensible, etc.) ;
- par aucun espace d'intérêt écologique reconnu au titre de l'application des directives européennes « Oiseaux » 79/409/CEE (Zone de Protection Spéciale – ZPS) ou « Habitats » 92/43/CEE (Site d'Intérêt Communautaire – SIC ou Zone Spéciale de Conservation – ZSC).

Les sites Natura 2000 restent relativement éloignés de l'aire d'étude. Le plus proche étant la ZSC n° FR2100274 « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims », à environ 5,8 km à l'Ouest.

Ce site Natura 2000 n'a pas de lien fonctionnel direct avec le projet.

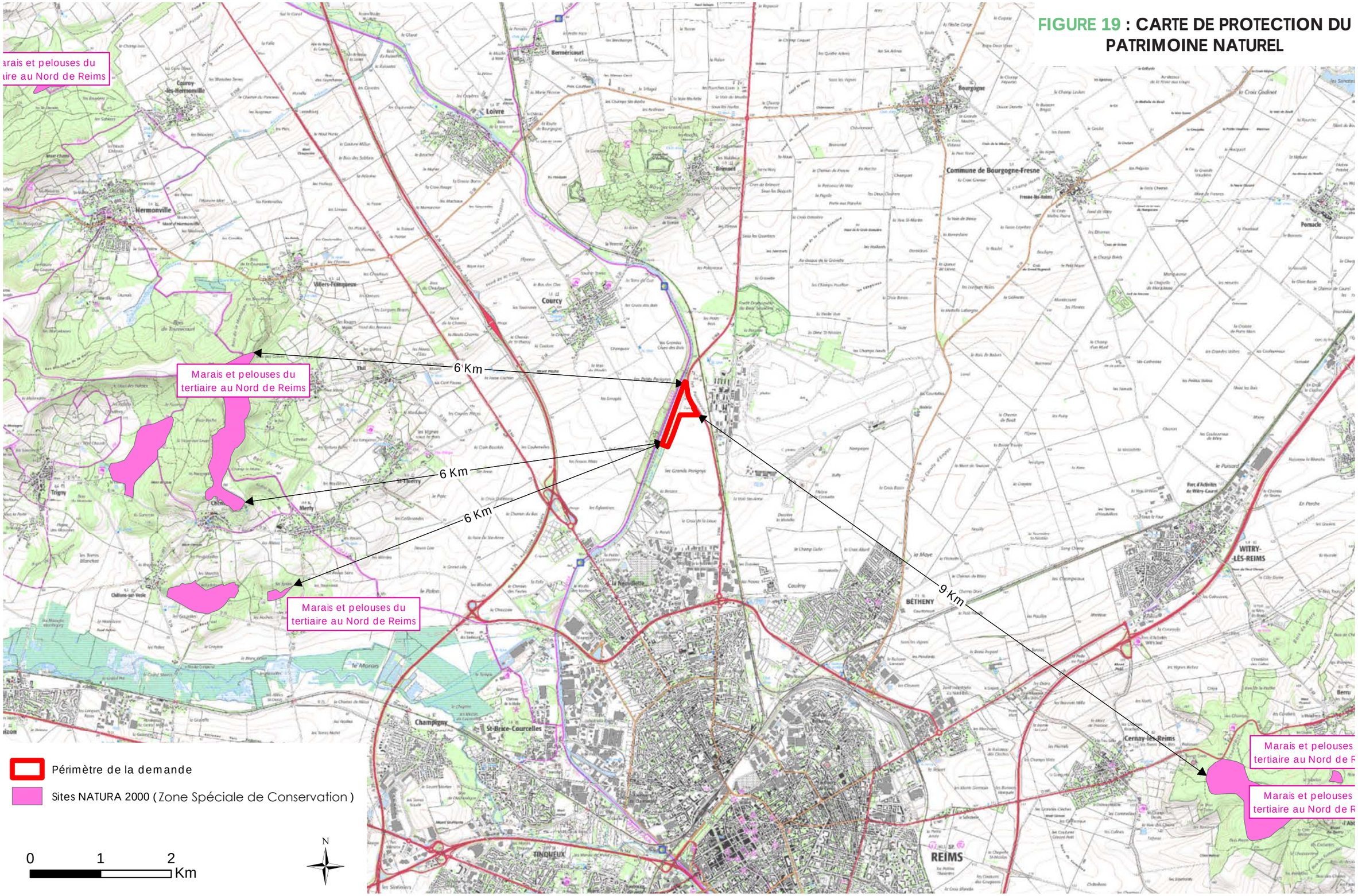
Dans un rayon de 5 km autour du site, seule une ZNIEFF est recensée. Il s'agit de la ZNIEFF de type II « Vallée de la Vesle de Livry-Lovercy à Courlandon » (210000726) à environ 3,2 km au Sud-ouest.
Il n'y a pas d'autre zone de protection ou d'inventaire (Réserve Naturelle, Parc Naturel, Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, ZICO, etc.) dans un rayon de 5 km autour du site.

**Le site étudié est sur une plateforme déjà exploitée depuis plusieurs années.
Il n'est pas concerné par un inventaire ou protection écologique.
Le site Natura 2000 le plus proches est éloigné et n'a pas de lien fonctionnel direct avec le site (ZSC n° FR2100274 « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims ») à 5,8 km à l'Ouest. 1 seule ZNIEFF est présente dans un rayon de cinq kilomètres.**

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTIINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DEL'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 19 : CARTE DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL



C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT
TOME 2
Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 20 : CARTE DES INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

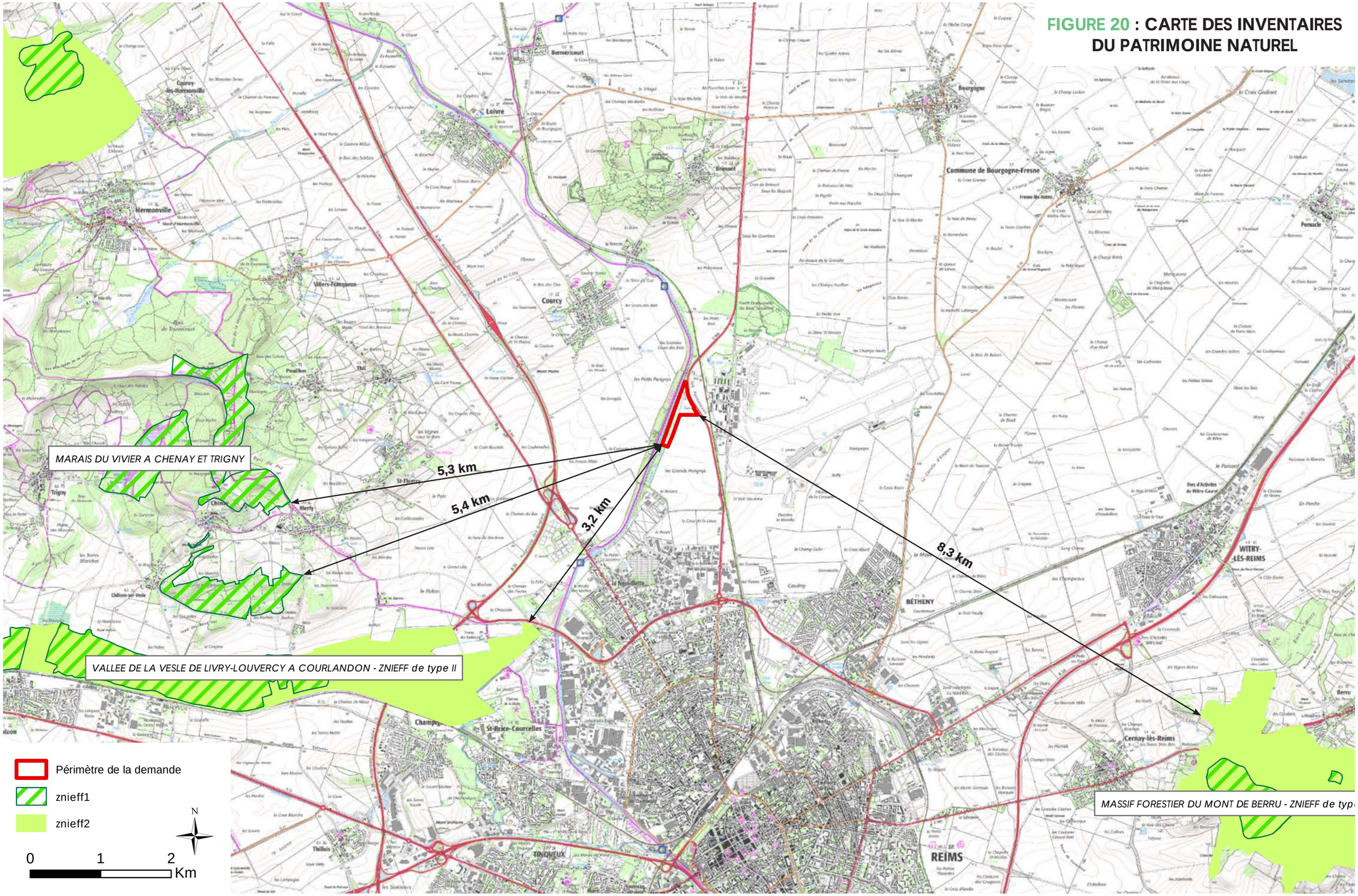
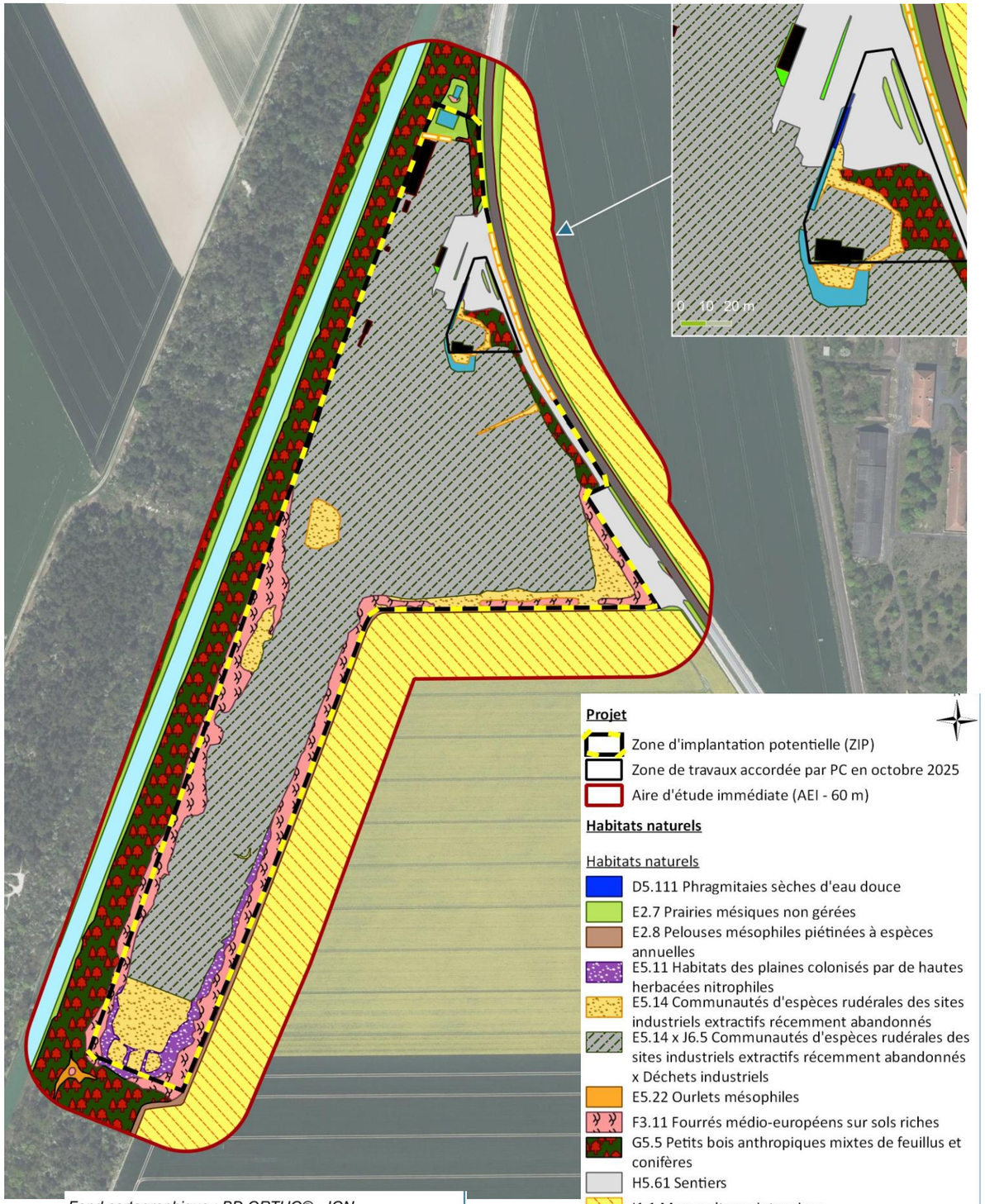


FIGURE 21 : HABITATS NATURELS (SOURCE: SYNERGIS)



Une étude spécifique a été réalisée par la société Synergis Environnement à laquelle il convient de se reporter pour plus de détails *(cf. ANNEXE)*. Sont repris ci-après les éléments principaux de l'étude à ce sujet.

E.3.1.2 - POTENTIALITÉS ÉCOLOGIQUES ET INVENTAIRES

E.3.1.2.1- Habitats

Sur l'aire d'étude immédiate, 17 habitats ont été recensés sur 26 hectares, dont 12 sur la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP). La ZIP est composée principalement d'installations industrielles : stockage de déchets et de matériaux, locaux techniques, voies d'accès et friches associées, entourées de bosquets arborés et arbustifs.

E.3.1.2.2- Flore

Une espèce à enjeu modéré, non protégée, a été rencontrée en un point du site lors des inventaires : le Réséda raiponce. La majeure partie de la zone d'implantation potentielle est favorable à son développement (friches). La flore exotique envahissante est par ailleurs présente sur le site (huit espèces).

E.3.1.2.3-Faune

Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée dans la bibliographie. Néanmoins, une espèce d'amphibiens à enjeu patrimonial pourrait potentiellement être présente sur le site : le Crapaud calamite.

La ZIP comprend très peu de milieux propices à la reproduction des amphibiens mise à part des eaux stagnantes temporaires (flaques d'eau) pouvant être favorables à l'espèce potentielle. Les boisements, la phragmitaie, les haies en aire d'étude immédiate sont des habitats potentiels comme zone de repos et de brumation. L'enjeu du site pour les amphibiens est évalué à faible mais peut être amené à évoluer à la hausse (fort) sur le site, notamment si la présence du Crapaud calamite est avérée.

Une espèce de reptiles est présente sur le site mais ne possède pas d'enjeu patrimonial particulier (faible), bien que protégée. Toutefois, le site regroupe des habitats favorables pour des espèces non répertoriées dans la bibliographie et pourtant bien présente dans la Marne : Le Lézard vert occidental, le Lézard des souches et la Couleuvre helvétique. Ces espèces pourraient potentiellement s'établir sur le site. Les friches, les lisières de boisements, les fourrés et les haies sont propices à ce taxon. La ZIP présente un enjeu faible à fort pour ce taxon si la présence du Lézard vert occidental est avérée.

Quatorze espèces d'insectes pourraient potentiellement être présentes mais aucune d'entre-elles ne possède d'enjeu patrimonial (très faible). Les friches, les haies, les ronciers, la phragmitaie et les lisières de boisements sont favorables à l'entomofaune. De plus, les plantes hôtes des papillons recensés pourraient potentiellement se développer sur la ZIP, qui présente un enjeu très faible à modéré pour ce taxon, si la présence d'autres espèces (Orthoptères, Odonates) non répertoriées dans la bibliographie est avérée sur le site.

Cinq espèces de mammifères sont présentes sur le site et/ou à proximité mais aucune d'entre-elles ne possède d'enjeu patrimonial (très faible). Cependant, 3 espèces inscrites dans la bibliographie, l'Ecureuil roux, le Hérisson d'Europe et le Lapin de garenne, possèdent un enjeu patrimonial modéré au vu de leur statut de protection. Les boisements, les zones de cultures, les haies, les prairies, les ourlets et les friches sont favorables aux mammifères. La ZIP présente un enjeu très faible à modéré pour ce taxon si la présence du Lapin de garenne, du Hérisson d'Europe et de l'Ecureuil roux est avérée.

Aucune espèce de chiroptères n'a été recensée dans la bibliographie. Les milieux ouverts riches en insectes comme les friches, les prairies, les linéaires de haies et les lisières de boisements offrent des sites de chasse idéaux pour les chiroptères comme les Pipistrelles ou les Noctules. Les boisements et infrastructures d'origine anthropique présents sur l'ensemble de la ZIP offrent des gîtes potentiels. La ZIP présente un enjeu très faible à modéré pour ce taxon si la présence de Pipistrelle et Noctules est avérée sur le site.

FIGURE 22 : INVENTAIRE FLORE (SOURCE: SYNERGIS)

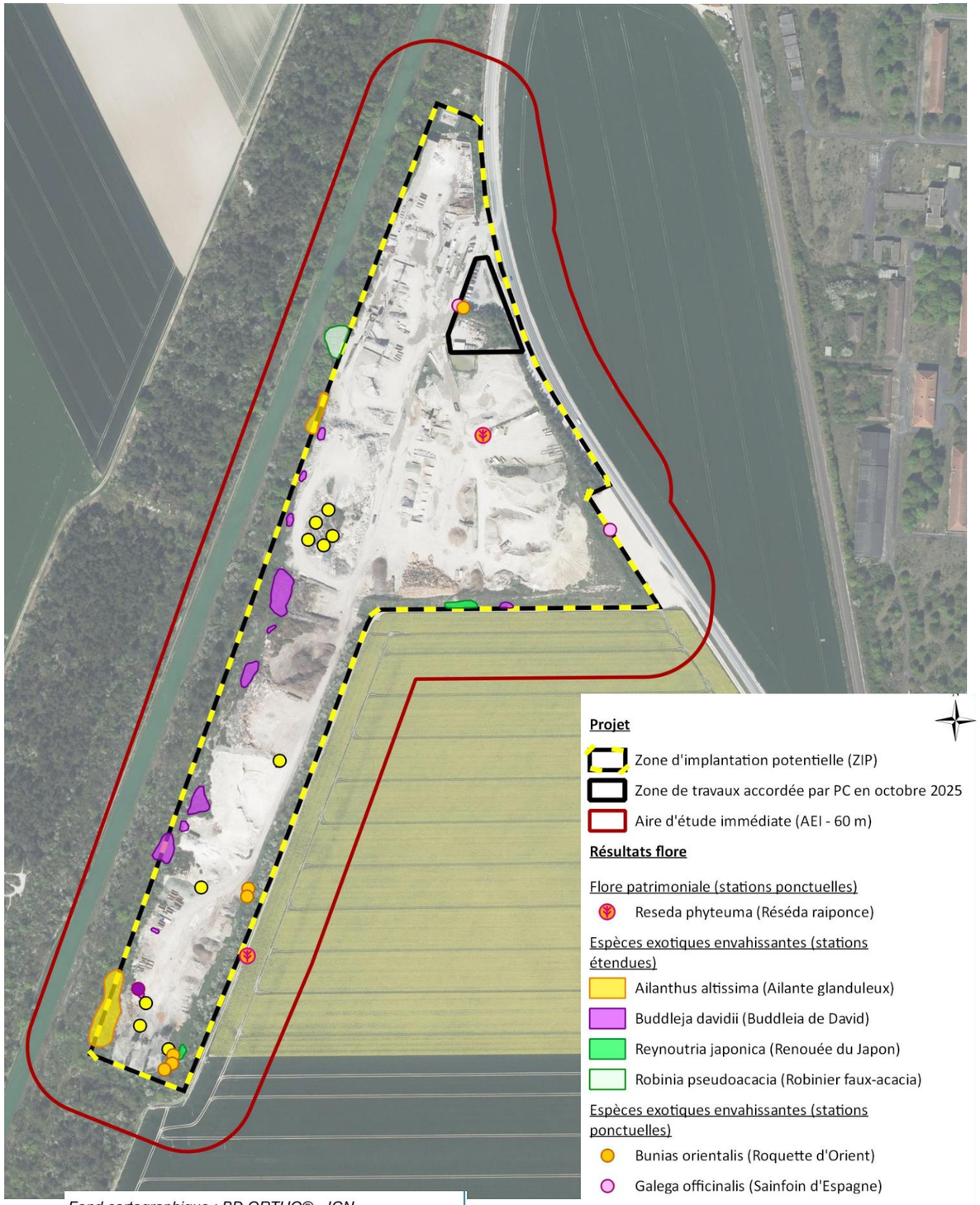


FIGURE 23 : AVIFAUNE MIGRATRICE (SOURCE: SYNERGIS)

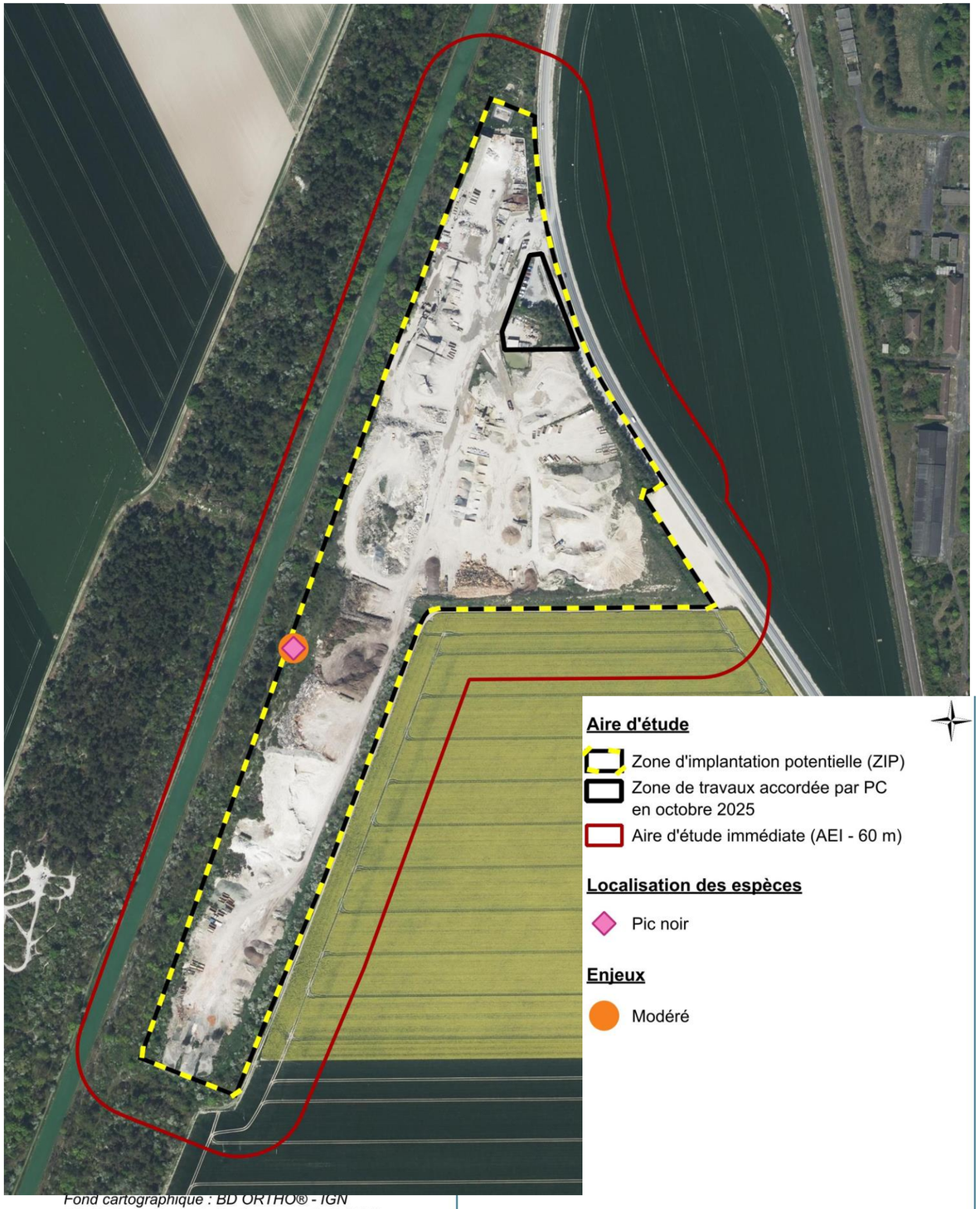
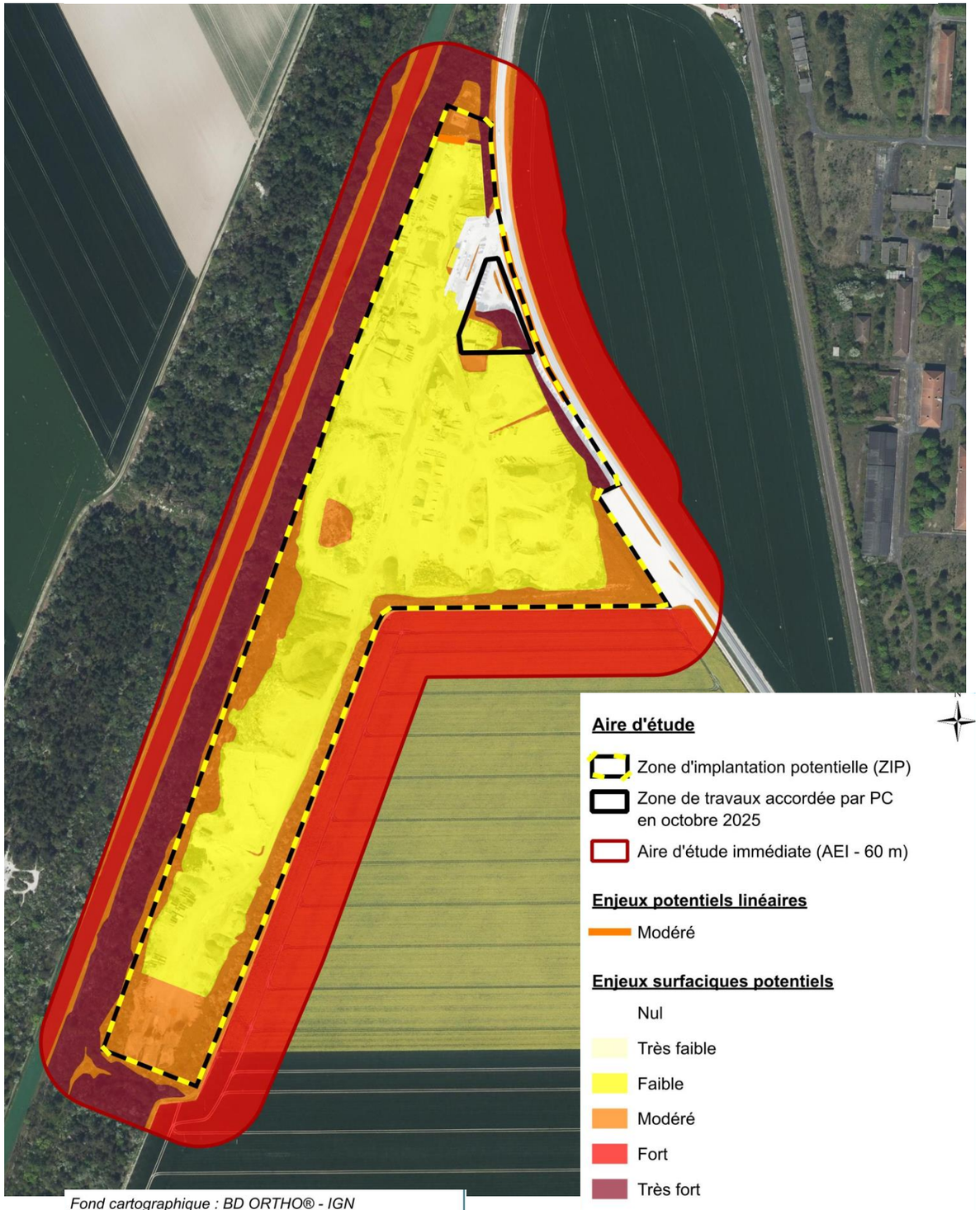


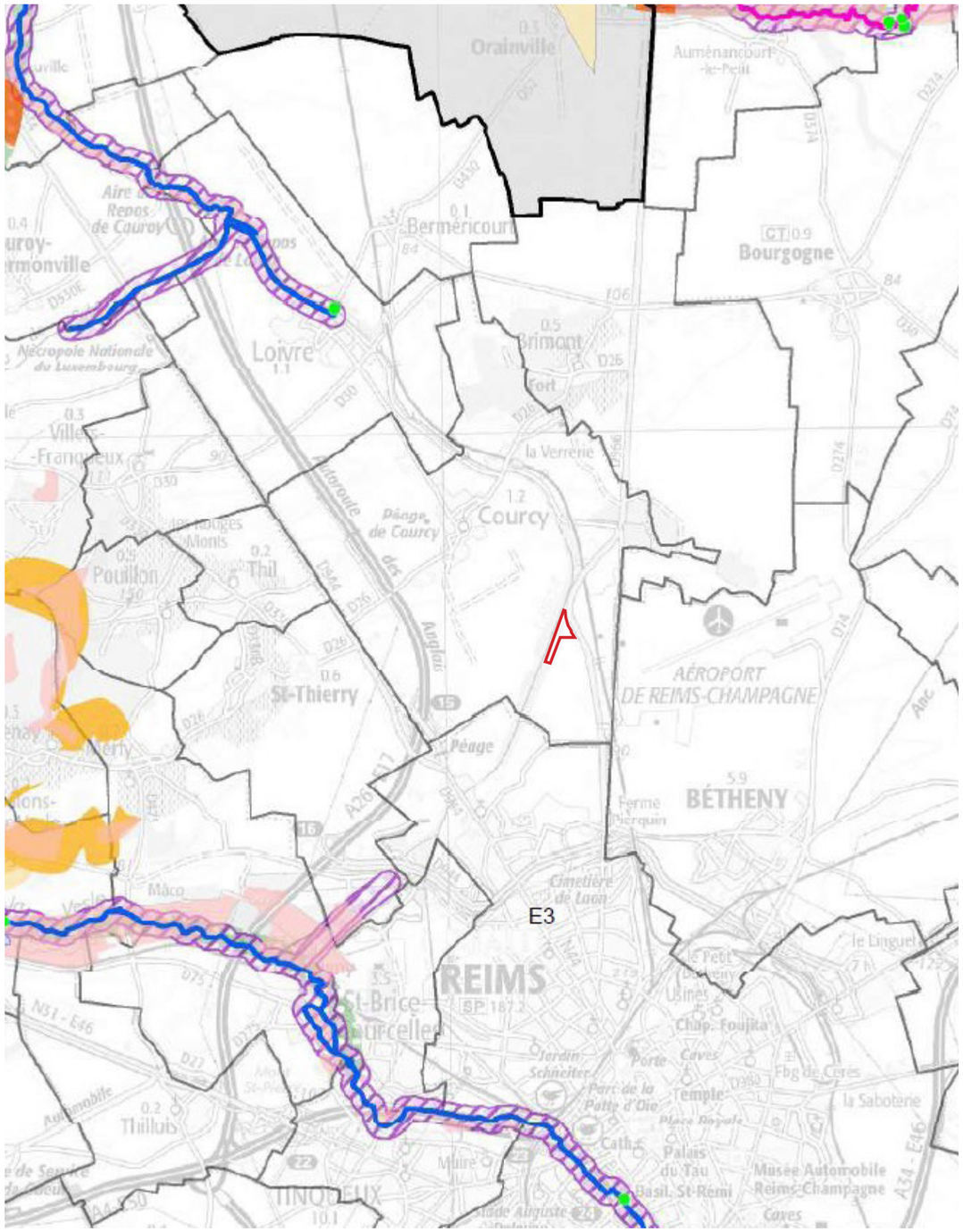
FIGURE 24 : SYNTHÈSE DES ENJEUX POTENTIELS (SOURCE: SYNERGIS)



Soixante-douze espèces d'oiseaux pourraient être potentiellement nicheuses sur le site et/ou à proximité dont 36 à enjeux à minima modéré. Que ce soit en période d'hivernage de migration ou de nidification, les boisements en AEI, les zones ouvertes comme les friches et les fourrés au sud de la ZIP ou encore les monocultures en AEI, ainsi que les linéaires de haies dans la ZIP et dans l'AEI sont favorables à de nombreuses espèces. Elles vont permettre à ses espèces de faire leur hivernage sur site et à proximité, de faire leur halte migratoire afin de se reposer et de s'alimenter. Mais elles vont également permettre aux espèces d'établir leur nid. La ZIP présente donc un enjeu très faible à très fort pour l'avifaune nicheuse et un enjeu très faible à modéré pour l'avifaune hivernante. Le Loivre présent en AEI permet à de nombreuses espèces migratrices ou hivernantes de venir s'établir afin de faire halte mais également à de nombreuses espèces de s'alimenter.
Lors des inventaires naturalistes, 23 espèces d'oiseaux ont été inventoriées en migration postnuptiale dont une espèce à enjeu modéré : le Pic noir. Les zones ouvertes de friches et de cultures, les haies, les zones buissonnantes, les lisières de boisements et les boisements sont très favorables à l'alimentation, à la reproduction et au repos des espèces recensés. L'enjeu de la ZIP vis-à-vis de l'avifaune migratrice est de faible à modéré.

Le site présente des potentialités d'accueil pour de nombreuses espèces à enjeu patrimonial et/ou réglementaire, parmi de nombreux taxons. La diversité des milieux présents au sein de la ZIP, et les habitats d'intérêt écologiques la jouxtant, permettent de supposer que le site présente des enjeux potentiels allant de faible à très fort. La majorité des taxons n'ont pu être inventoriés à une période favorable à leur observation, seuls udes passages complémentaires réalisés en période favorable à leur observation permettraient d'informer ou confirmer les enjeux potentiels mis en évidence.

FIGURE 25 : OBJECTIF DE L'ATLAS DU SRCE GRAND EST



Trame des milieux aquatiques

- Tame aquatique avec objectif de préservation
- Trame aquatique avec objectif de restauration
- Plan d'eau de plus de 1 ha
- Fuseau de mobilité de la Seine (SDC 10)

Trame des milieux humides

- Réservoir de biodiversité des milieux humides avec objectif de restauration
- Corridor écologique des milieux humides avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux humides avec objectif de restauration

Trame des milieux boisés

- Réservoir de biodiversité des milieux boisés avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux boisés avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux boisés avec objectif de restauration

Trame des milieux ouverts

- Réservoir de biodiversité des milieux ouverts avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux ouverts avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux ouverts avec objectif de restauration

Corridors multi-trames

- Corridor écologique multi-trame (milieux boisés et milieux ouverts) avec objectif de préservation
- Corridor écologique multi-trame (milieux boisés et milieux ouverts) avec objectif de restauration

Fragmentation potentielle

- Fragmentation potentielle de réservoir liée au réseau routier
- Fragmentation potentielle de réservoir liée aux voies ferrées
- Rupture potentielle de corridor liée au réseau routier
- Rupture potentielle de corridor liée aux voies ferrées
- Obstacle à l'écoulement dans les cours d'eau (ROE – v6 mai 2014)

Continuités inter-régionales et nationales

- Grande continuité écologique nationale
- Réservoir de biodiversité inter-régional

Autres éléments

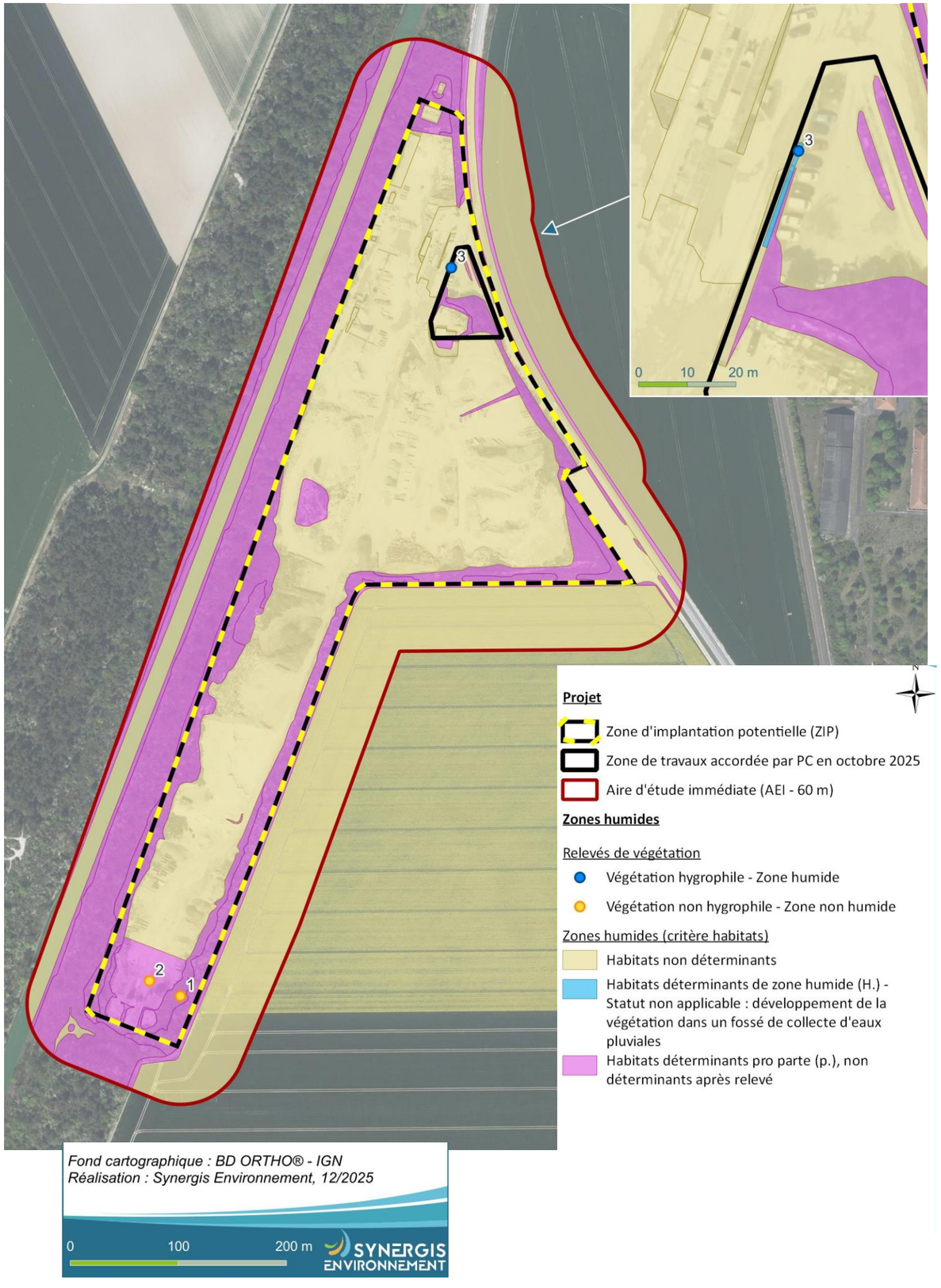
- Limite départementale
- Limite communale

E.3.1.3 -RÉSEAU ÉCOLOGIQUE TRAME VERTE ET BLEUE

À l'échelle régionale du Grand Est, le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) recense, à travers la cartographie du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) les continuités écologiques. Le site étudié se trouve en dehors de toute trame verte ou bleue.

À l'échelle du SRCE, le site se trouve en dehors de toute trame verte ou bleue.

FIGURE 26 : SYNTHÈSE DES ENJEUX POTENTIELS (SOURCE: SYNERGIS)



E.3.2 - ZONES HUMIDES

Le projet est concerné par le SAGE Aisne Vesle Suippe. Un état des lieux a été réalisé. D'après la cartographie du SAGE, le site étudié n'est pas inventorié en zone humide potentielle.

Une étude de délimitation zone humide a été réalisée par le bureau d'études Synergis dans le cadre du diagnostic écologique.

Concernant les investigations floristiques : *Après analyse du critère de recouvrement par les espèces caractéristiques, aucune végétation supplémentaire n'est à classer en zone humide d'après les relevés de végétation. Seul un relevé confirme le caractère hygrophile de l'habitat D5.111, dans un contexte où le statut caractéristique de zone humide n'est cependant pas applicable.*

Ainsi, compte tenu de l'exploitation passée du site ainsi que de l'utilisation actuelle, celui-ci n'est pas localisé dans une zone humide.

La plateforme étudiée n'est pas localisée dans une zone humide d'après le SAGE et compte tenu de l'utilisation actuelle du site.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

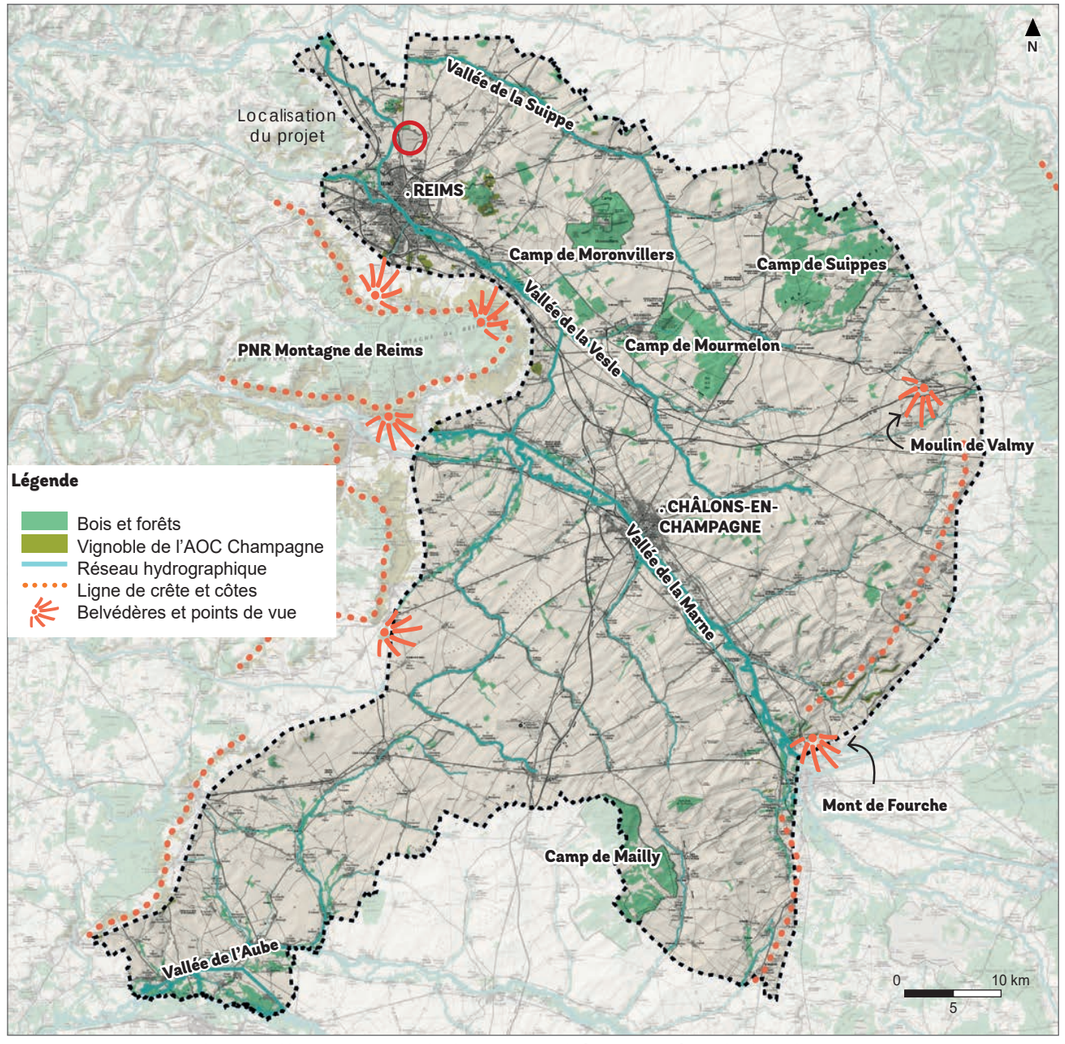


FIGURE 27 : Carte des motifs paysagers de la sous-entité paysagère de la Champagne crayeuse

E.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE

E.4.1 - PAYSAGE

Une étude spécifique a été réalisée par le Cabinet Greuzat à laquelle il convient de se reporter pour plus de détails *(cf. étude joint eà part)*. Sont repris ci-après les éléments principaux de l'étude à ce sujet.

La Champagne Crayeuse, paysage agricole de la Champagne Centrale

Le périmètre de la demande s'inscrit dans les vastes paysages agricoles de la Champagne crayeuse, à l'Est de la cuesta d'Ile-de-France, au Nord de Reims.
Sur les cartes anciennes, les boisements sont peu nombreux si ce n'est à proximité des villages ou de manière éparse dans la plaine comme le bois Soulain. Les reliefs locaux sont également coiffés comme la cuesta ou la butte témoin de Brimont qui domine la plaine au Nord du site.
Les principaux motifs paysagers végétaux se sont créés à travers l'évolution récente du territoire par le biais de la création du canal de l'Aisne à la Marne et de la voie ferrée. En effet, ces deux infrastructures linéaires se sont accompagnées de boisements qui ont progressivement dessiné les horizons de la plaine au droit du site. La plateforme du présent projet s'inscrit dans la continuité des boisements du canal.



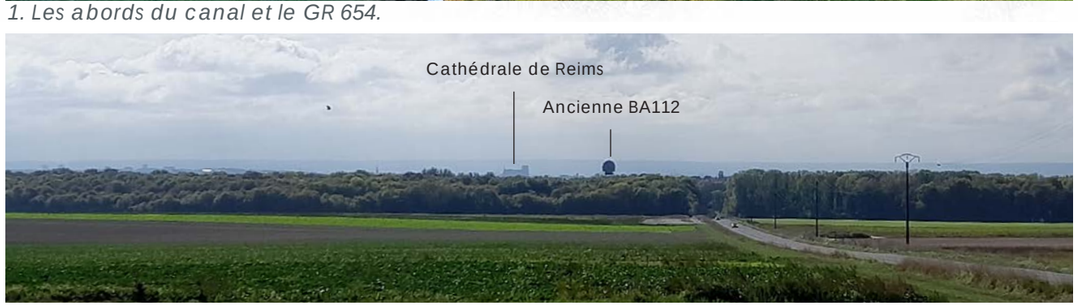
Les vallonnements de Brimont conduisent le regard jusqu'à la Cuesta d'Ile-de-France qui borde la champagne crayeuse à l'Ouest.



Les paysages agricoles de la Champagne centrale s'étirent jusqu'à l'horizon en révélant de légers reliefs.

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET





1. Les abords du canal et le GR 654.

2. Le Bois Soulains.



3. La plaine agricole cadrée par les boisements du canal et de la voie ferrée, avec comme repère la butte témoin coiffée de boisements de Brimont.

La butte témoin et le clocher de Brimont ainsi que la cathédrale constitue également des repères paysagers et patrimoniaux dans les environs du projet.

L'implantation du bâti de Courcy village et de la Verrerie sont plus distantes et situées de l'autre côté du canal et de ses berges boisées. Toutefois, quelques habitations se trouvent à moins de 180 m au Nord-Est du périmètre de la demande.
De l'autre côté de la voie ferrée, l'ancienne base militaire aérienne 112, aujourd'hui en cours de reconversion d'activités, représente le secteur d'évolution le plus proche du site.

Les axes routiers principaux se limitent à la RD 966 qui longe et accède au site en menant à Brimont , ainsi qu'à la RD 26 qui dessert le village de Courcy.
L'itinéraire de grande randonnée 654 longe le canal.

Les terrains du projet

Implanté sur une ancienne carrière, le périmètre d'étude est compris entre 85 et 98 m NGF et sont légèrement surélevés par rapport au terrain naturel et aux berges du canal.
Les activités bénéficient d'un écrin végétal formé par des talus arborés sur toute la frange Est et par les boisements des berges du canal sur les parties Nord, Ouest et Sud. Toutefois, le stock de déblais de terres inertes émerge au-dessus du merlon végétalisé dont les arbres et arbustes sont parfois clairsemés et de faible hauteur.
La plateforme est desservie par un accès unique mais une voie de délestage permet aux camions venant du Sud de longer la RD 966 sans en gêner la circulation. Cette piste est séparée de la route par une haie de bambous.



4. Les boisements du canal cadrent la plaine agricole.



5. Les boisements de la voie ferrée ne laissent pas deviner la présence de l'ancienne BA112.



FIGURE 28 : PLAN MASSE ACTUEL DU SITE (RUBRIQUE ICPE)



1. Un merlon arboré ceint la totalité de la plate-forme limitant ainsi la vue sur les activités. La piste de delestage est séparée de la RD par une haie de bambous.



2. Certains secteurs présentent des plantations non locales (Thuyas).



3. Dans la partie Sud, les essences en présence s'inscrivent dans la continuité d'espèces indigènes locales du bord du canal et des bois environnants (chênes, érables, cornouillers, aubépines, sureaux,...).

L'entrée regroupe les équipements d'accueil (pont bascule, accueil, bureau) et base vie (réfectoire, vestiaires) dans des bâtiments modulaires distincts ainsi que l'aire de stationnement sans mise en valeur fonctionnelle et paysagère.

Des sensibilités patrimoniales éloignées

Le projet n'est concerné par aucun périmètre de monument historique, de site classé, inscrit ou de site patrimonial national ou mondial (Unesco). Son enclavement dans les boisements qui accompagnent le canal et qui ceinturent le site limite toute covisibilité significatives avec les éléments patrimoniaux comme la cathédrale de Reims ou les monuments historiques les plus proches et le village de Saint Thierry (site classé) et néanmoins situés à plus de 3 km.

Niveau de sensibilité	**Moyen**	• La localisation du projet n'est compris par aucun paysage institutionnalisé ni par des covisibilités significatives avec des monuments ou sites historiques ou patrimoniaux. • À l'échelle rapprochée, les sensibilités vont être principalement liées au cadre de vie avec : ○ la proximité des habitations situées à environ 180 m et des éventuelles perceptions statiques ; ○ la proximité de la RD 966 qui dessert le site ; ○ la proximité de l'itinéraire de randonnées et la proximité du canal. Les enjeux et les sensibilités visuelles sont en lien étroit avec la présence des boisements du canal et la préservation et la gestion à venir du merlon végétalisé qui ceinture le site, notamment sur la frange Est, vis-à-vis de la RD 966 et des habitations.

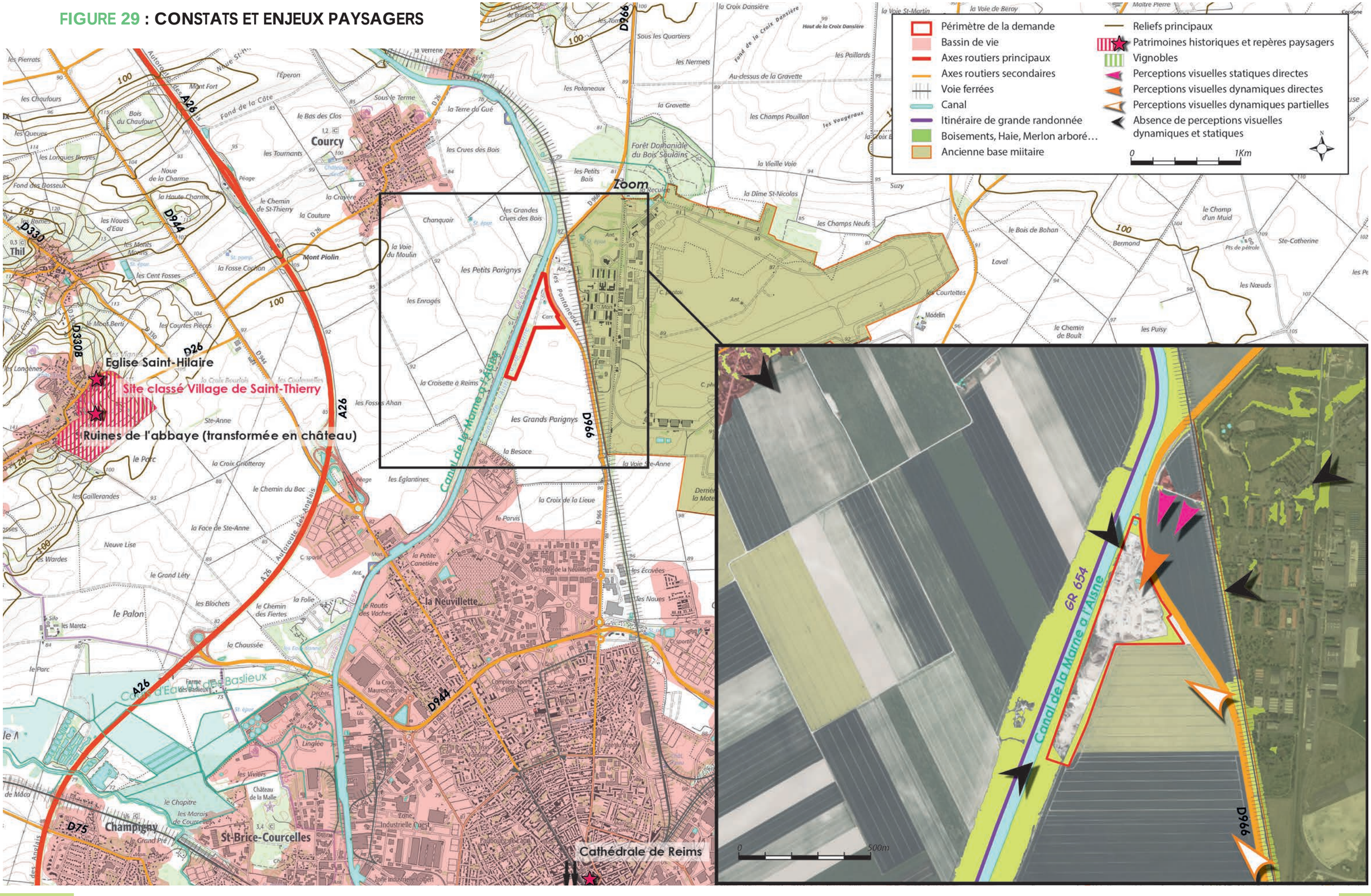


4. Dans la partie Sud, les essences en présence s'inscrivent dans la continuité d'espèces indigènes locales du bord du canal et des bois environnants (chênes, érables, cornouillers, aubépines, sureaux,...).

Au loin, le stock de déblais de terres inertes émerge toutefois du merlon végétalisé.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

FIGURE 29 : CONSTATS ET ENJEUX PAYSAGERS



E.4.2 - PATRIMOINE CULTUREL

E.4.2.1 - PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER

Outre le centre historique de Reims avec de nombreux monuments historiques et un site patrimonial remarquable, le contexte patrimonial local est relativement peu dense. Le site n'est directement concerné par aucun périmètre de site ou de monument historique. Dans un rayon de 5 km autour du projet sont recensés les monuments historiques suivants :

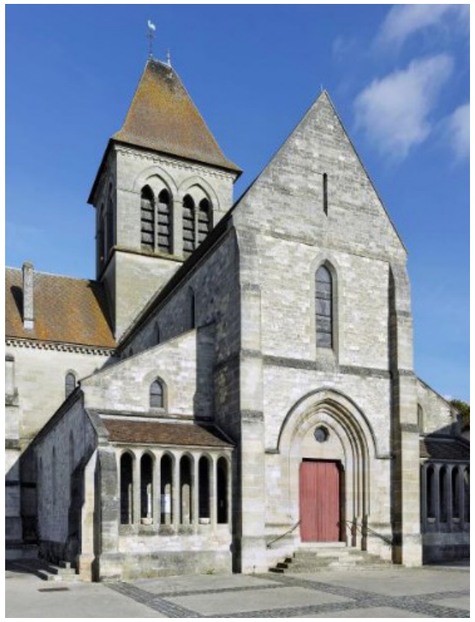
- Eglise Saint-Hilaire à Saint-Thierry à 3,6 km à l'Ouest ;
- Ruines de l'abbaye (transformée en château) à 3,6 km à l'Ouest ;
- Eglise Saint-Sébastien à Bétheny à 3,3 km au Sud-est.

À noter également la présence du site classé du Village de Saint-Thierry, à environ 3 km à l'Ouest. Il n'y a pas de site inscrit ou de site patrimonial remarquable dans les environs du site.

Le projet n'est concerné ni par le périmètre ni par la «zone d'engagement» du bien inscrit dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.



Abbaye du Mont d'Hor à Saint-Thierry



Eglise Saint-Sébastien à Bétheny

Le projet n'est concerné par aucun périmètre de monument historique, de site classé, inscrit ou de site patrimonial national ou mondial (Unesco). Son enclavement dans les boisements qui accompagnent le canal et qui ceinturent le site limite toute covisibilité significative avec les éléments patrimoniaux comme la cathédrale de Reims ou les monuments historiques les plus proches et le village de Saint Thierry (site classé).

E.4.2.2 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Le Service Régional de l'Archéologie (SRA) de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (service de l'archéologie) a compétence sur la connaissance, dans un secteur donné, de richesses archéologiques. Les vestiges archéologiques sont protégés par la loi du 27 septembre 1941 portant sur la réglementation des fouilles archéologiques et la loi relative à l'archéologie préventive.

De par son histoire et des découvertes multiples recensées dans les environs, le secteur du projet présente un patrimoine archéologique d'intérêt. Il n'existe pas de zonage particulier de protection du patrimoine archéologique dans les documents d'urbanisme de Courcy. Cependant, toutes les communes alentour sont concernées par des zones de présomption de prescriptions archéologiques.

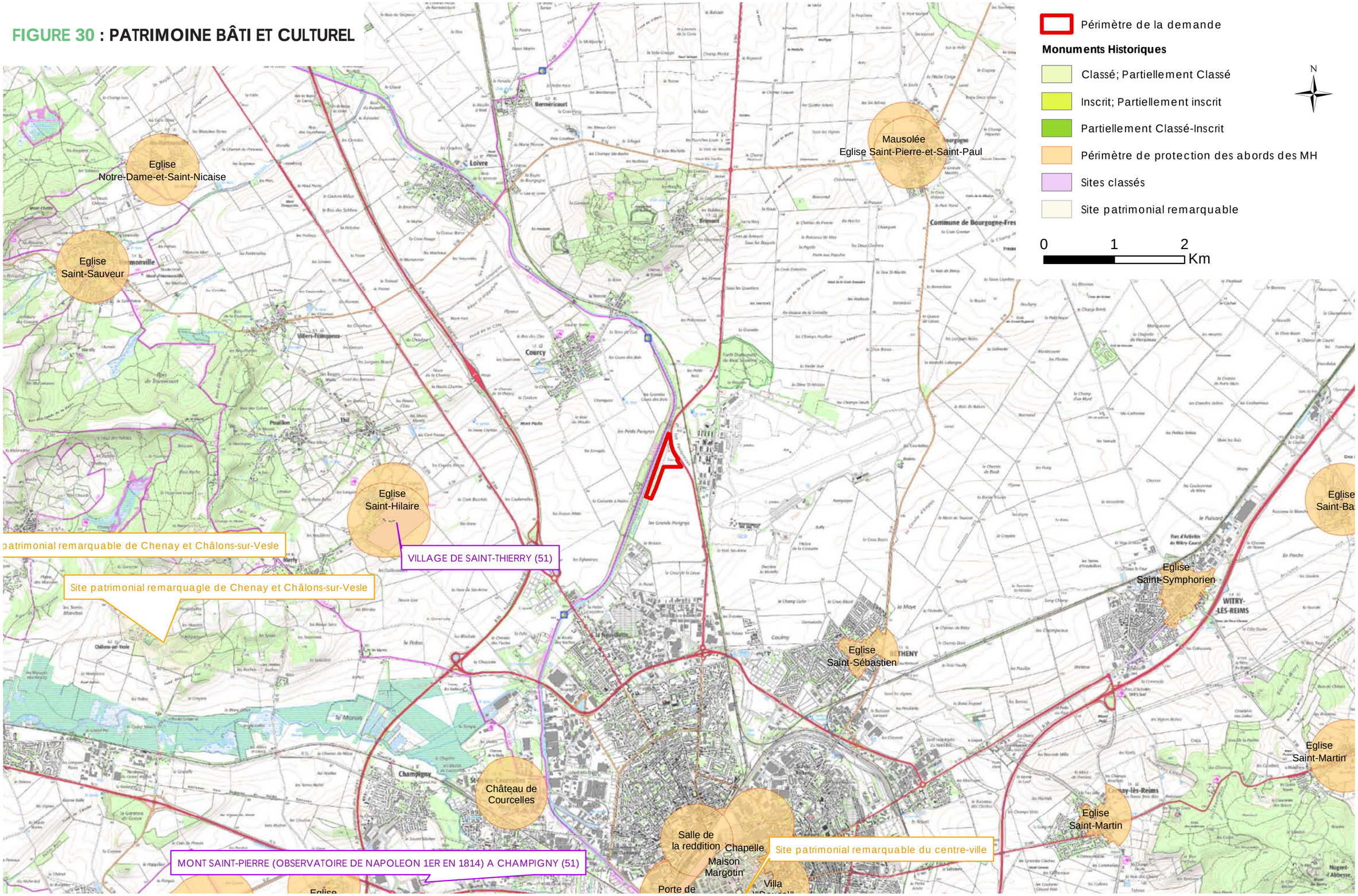
Il convient cependant de rappeler que les terrains du projet ont fait l'objet d'un remblayage et d'aménagement depuis de nombreuses années.

Le secteur du projet présente a priori une sensibilité forte du point de vue de l'archéologie. Les terrains du projet ont cependant été remaniés et sont actuellement exploités.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTIINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 30 : PATRIMOINE BÂTI ET CULTUREL



E.4.3 - ENVIRONNEMENT HUMAIN

La commune est limitrophe de Reims, sous-Préfecture du département et est éloignée d'une cinquantaine de kilomètres de Châlons-en-Champagne, Préfecture du département et d'environ 130 km de Paris. La commune appartient à l'Arrondissement de Reims et au canton de Bourgogne. Proche de l'Aisne et des Ardennes, ce territoire est structuré par l'aire d'attraction de Reims, premier pôle économique champardennais.

Courcy fait partie depuis 2017 de la communauté urbaine du grand Reims. Celle-ci regroupe 143 communes et 300 000 habitants, soit plus de la moitié de la population de la marne. La superficie du territoire est de 1 436 km².

E.4.3.1 - POPULATION

Courcy est une commune rurale qui présente une densité de population relativement faible avec 118 habitants/km².

Années	1962	1968	1982	1990	1999	2006	2019	2022
Courcy (51)	1 272	1 267	975	1 187	1 150	1 388	1 210	1 262

Tableau 2 : Évolution de la population communale

Sur la commune de Courcy, il est à constater une évolution faible entre 1962 et 2022, avec le maintien global de la population en 50 ans, avec une baisse durant les années 1980.

La commune de Courcy est rurale avec environ 1 260 habitants.
Sa densité de population est faible avec 81 habitants/km².

E.4.3.2 - HABITAT

Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées du territoire communal à l'exception des quelques maisons isolées situées à environ 180 m au Nord-Est du site. En effet, les habitations de la commune sont regroupées dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest. Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 Reims-Champagne qui a accueilli des militaires jusqu'en 2012. Le site a été concédé à la Communauté Urbaine du Grand Reims qui s'est converti notamment aujourd'hui en un pôle de recherche agro-ressources. Deux centrales photovoltaïques sont également implantées au sein de la zone et des projets de reconversion de ce secteur sont à l'étude.

E.4.3.3 - ÉTABLISSEMENTS SENSIBLES

L'évaluation des effets sur la santé humaine introduite dans les études d'impact est faite dans le chapitre « risques sanitaires » de la présente étude d'impact et nécessite de recenser les établissements dits « sensibles » aux abords du projet. Ce sont des établissements qui regroupent une population plus sensible vis-à-vis des activités projetées que la population moyenne : enfants, personnes âgées, personnes malades, etc.

Il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif à l'échelle de territoires communaux, mais d'un recensement des établissements les plus proches. Par ailleurs, la sensibilité potentielle s'apprécie également au regard de la nature et de l'importance de l'activité projetée.

Établissements de santé

Courcy accueille dans le bourg une pharmacie ainsi qu'une maison médicale regroupant deux médecins, deux infirmières et un kinésithérapeute.

Établissements scolaires

Il n'y a pas d'école ou d'établissement scolaire dans les environs du site. La commune compte une école maternelle, une école primaire ainsi que le regroupement pédagogique de Courcy-Brimont.

Établissements sportifs

Il n'y a pas de terrain de sport ou de gymnase dans les environs du site. Les établissements sportifs les plus proches sont également situés à environ 1,3 km au Nord-ouest km du site.

Établissements recevant du public

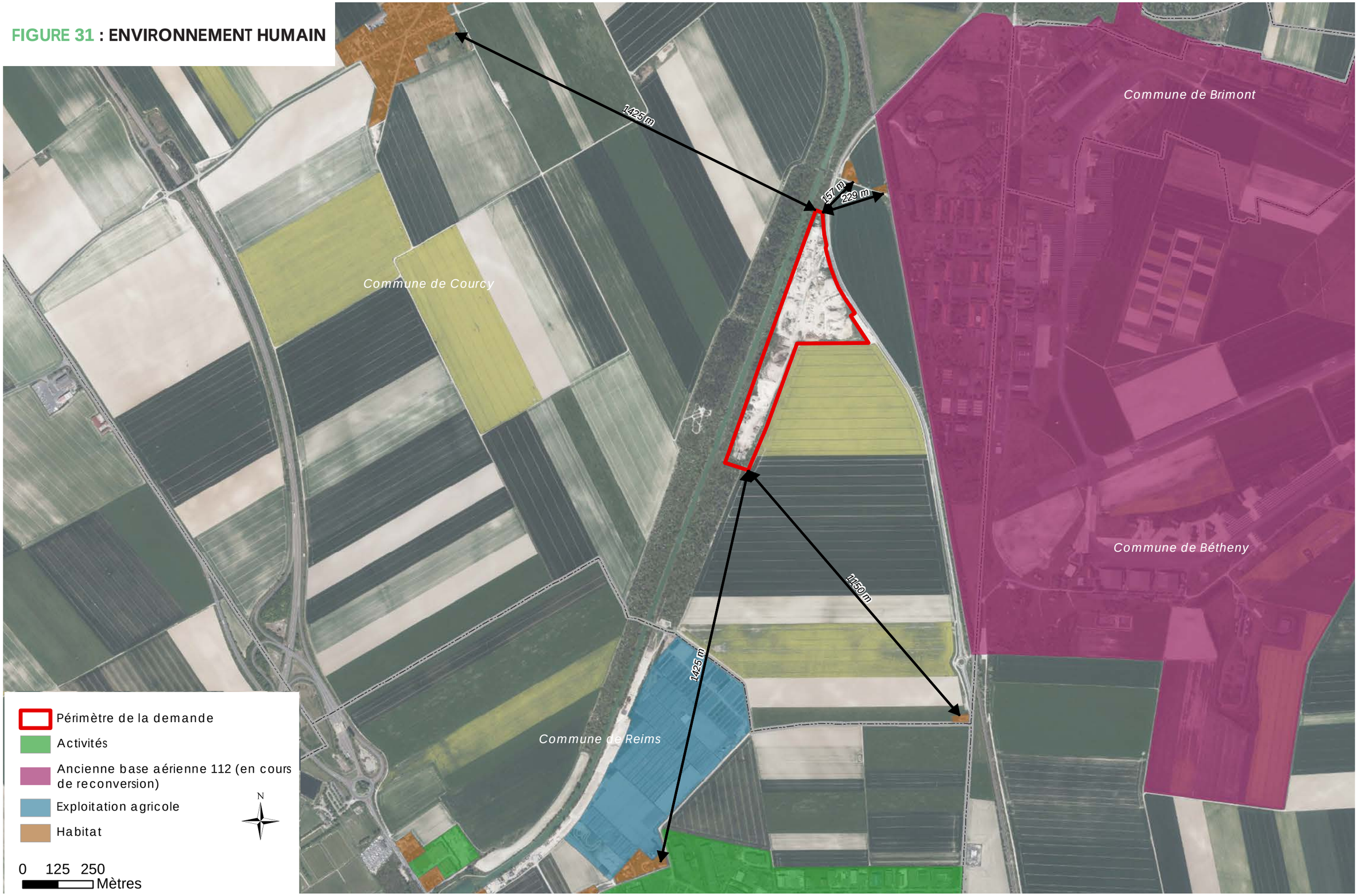
Il n'y a pas d'établissements recevant du public dans les environs du site.

La commune de Courcy est rurale avec environ 1 260 habitants.
Sa densité de population est faible avec 81 habitants/km².
Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées à l'exception de quelques habitations isolées situées à environ 180 m au Nord-Est.
Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 où des projets de réhabilitation sont à l'étude. Les habitations et établissement recevant du public les plus proches sont situés dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 31 : ENVIRONNEMENT HUMAIN



La société C'MATER exploite une plateforme de réception et de transformation de matériaux. Les terrains du projet ne sont le siège d'aucune activité agricole. Il n'y a pas d'activité touristique et de loisirs dans les environs du projet, hormis le chemin GR 654 situé sur le chemin de halage de l'autre côté du canal.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

E.4.3.4 - ACTIVITÉS HUMAINES

45 établissements actifs sont recensés sur la commune. Ils génèrent environ 91 emplois à Courcy (hors agriculture, défense et intérim).

E.4.3.4.1- Activités industrielles et artisanales

Les activités économiques de la commune sont contraintes par la proximité de l'agglomération rémoise. En effet, en termes de commerces ces derniers ne peuvent se développer puisque l'offre est très importante sur les zones commerciales de l'agglomération et la majeure partie des habitants travaillant dans l'agglomération fréquente ces zones. Quant aux activités artisanales celles-ci peuvent s'intégrer dans le tissu urbain pour favoriser la mixité des fonctions. Les espaces d'activités spécifiques qui existent sur le territoire de manière assez éloignés doivent être pérennisés.

Au 31 décembre 2006, la commune compte sur son territoire 45 établissements actifs qui se répartissent comme suit :

- 6 entreprises dans le secteur de l'industrie ;
- 7 entreprises dans la construction ;
- 6 entreprises dans le commerce et les réparations ;
- 26 entreprises dans le secteur des services.

Le secteur qui est le plus générateur d'emplois sur la commune est celui des services.

L'avenir économique de la commune sera envisagé en lien et suite à l'avenir de la base aérienne.

On recense sur la commune :

- Des commerces (une boulangerie-pâtisserie, un bar-tabac-presse-PMU (en cours de reprise), des commerces ambulants (poissonnier, boucher, vente de poulets et pizzas) auxquels s'ajoute un marché le samedi matin ;
- Des artisans (garages, menuisiers, maçons, plombier, peintre, serrurier).

La société C'MATER exploite une plateforme de réception et de transformation de matériaux (centre de transit et de recyclage de gravats et de matériaux du BTP, déchetterie professionnelle, tri, broyage et compostage de déchets verts).

E.4.3.4.2- Activités agricoles

En 2000, Courcy compte 11 exploitations agricoles orientées vers les grandes cultures. Celles-ci sont situées au coeur du tissu urbain. Elles offrent 7 emplois à temps complet et 13 emplois à temps partiel. La Surface Agricole Utile (S.A.U.) des sièges d'exploitation correspond à 963 ha en 2000, dont 96 % correspondent à des terres labourables utilisées pour près de moitié par la culture céréalière.

La S.A.U. moyenne par exploitation a donc augmentée et est passée de 82 ha en 1988 à 88 ha en 2000. Un élevage d'équidés est répertorié sur le territoire de la commune.

Certaines parcelles agricoles de la commune pourraient prochainement entrer dans la zone de production du champagne (AOC).

E.4.3.4.3- Loisirs - Tourisme

Aucun hôtel ou camping n'est présent sur la commune.

En revanche, le chemin de halage situé de l'autre côté du canal est recensé en chemin de Grande randonnée n°654.

E.4.4 - VOIES DE COMMUNICATION ET DESSERTE

cf. Carte des voies de communication ci-après

E.4.4.1 - DESSERTE ROUTIÈRE

Le secteur présente de grands axes de circulation structurant, notamment :

- l'A 26 qui passe à 1,5 km à l'Ouest ;
- la RD 944 qui longe l'autoroute à 2 km à l'Ouest ;
- la RD 966 qui longe le site à l'Est.

Les données disponibles sur le site du Conseil Départemental de la Marne et de la DRIEAT Grand Est pour les comptages routiers du secteur sont les suivantes :

Tableau 3 : Comptages routiers du secteur

Voie routière	Localisation du comptage	Année de la donnée	Trafic journalier tout véhicule	Trafic journalier Poids-Lourds
RD 966	entre Courcy et Reims	2024	9 395	596
RD 944	à Couroy-lès-Hermonville	2019	10 017	1 107

Dans le cadre de l'exploitation de la plateforme de la société C'MATER, le trafic poids lourds est actuellement en moyenne de 275 camions par jour, pour un maximum de 450 camions par jour.

Vis-à-vis des routes du secteur, la part induite par la plateforme C'MATER peut être estimée comme suit :

Tableau 4 : Part des camions desservant la plateforme sur les routes du secteur

Voie routière	Localisation du comptage	Part des camions C'MATER (trafic tout véhicule)	Part des camions C'MATER (trafic poids-lourd)
RD 966	entre Courcy et Reims	moy 3 % (max 5 %)	moy 46 % (max 75 %)
RD 944	à Couroy-lès-Hermonville	moy 3 % (max 4 %)	moy 25 % (max 40 %)



RD 966 en direction du site

Le secteur présente de grands axes de circulation avec notamment la RD 966 qui longe l'Est du site et qui permet l'accès à celui-ci.
Actuellement, le trafic de la plateforme C'MATER est d'environ 66 000 camions par an (soit 275 camions par jour en moyenne).

E.4.4.2 - DESSERTE FERROVIAIRE

La voie ferrée de Reims à Laon passe à environ 200 m à l'Est de la plateforme. Elle est utilisée pour le trafic des marchandises et de voyageurs. La gare de Courcy-Brimont est présente sur la commune de Courcy à environ 1,8 km au Nord du site.



La gare de Courcy-Brimont au début du XXe siècle

E.4.4.3 - DESSERTE FLUVIALE

Le canal de l'Aisne à la Marne passe immédiatement à l'Ouest de la plateforme. Il s'agit d'un canal à bief de partage au gabarit Freycinet reliant les vallées de l'Aisne et de la Marne d'une longueur de 58 km et qui comporte 24 écluses.

Sur les 18 km de la traversée de Reims Métropole, le chemin de halage, situé sur l'autre berge par rapport au site, est aménagé en piste cyclable et de promenade, La Coulée verte, équipée des bancs, de fontaines et plots d'information.

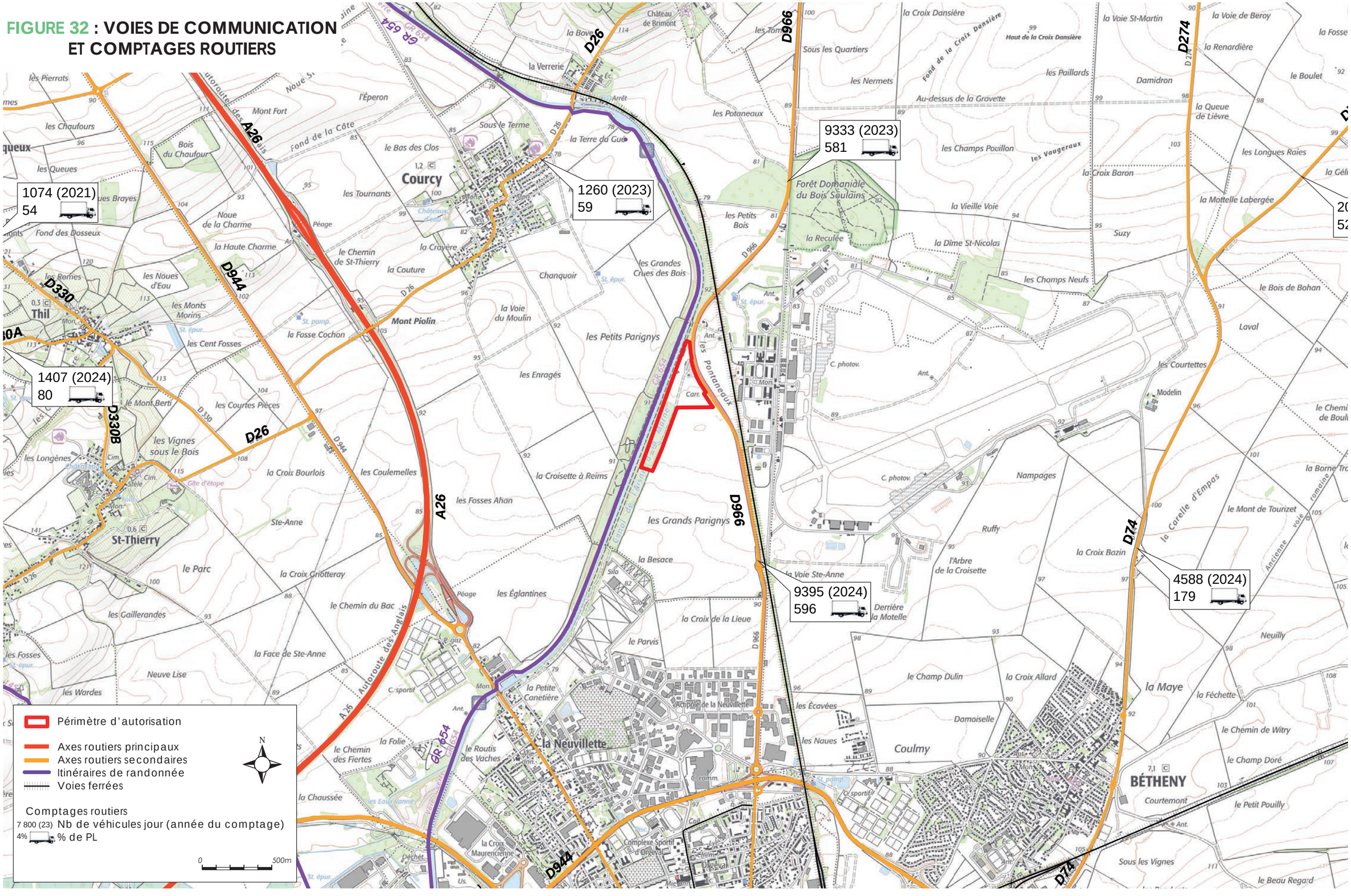


Canal de l'Aisne à la Marne à proximité du site

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 32 : VOIES DE COMMUNICATION ET COMPTAGES ROUTIERS



E.4.5 - RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Courcy n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

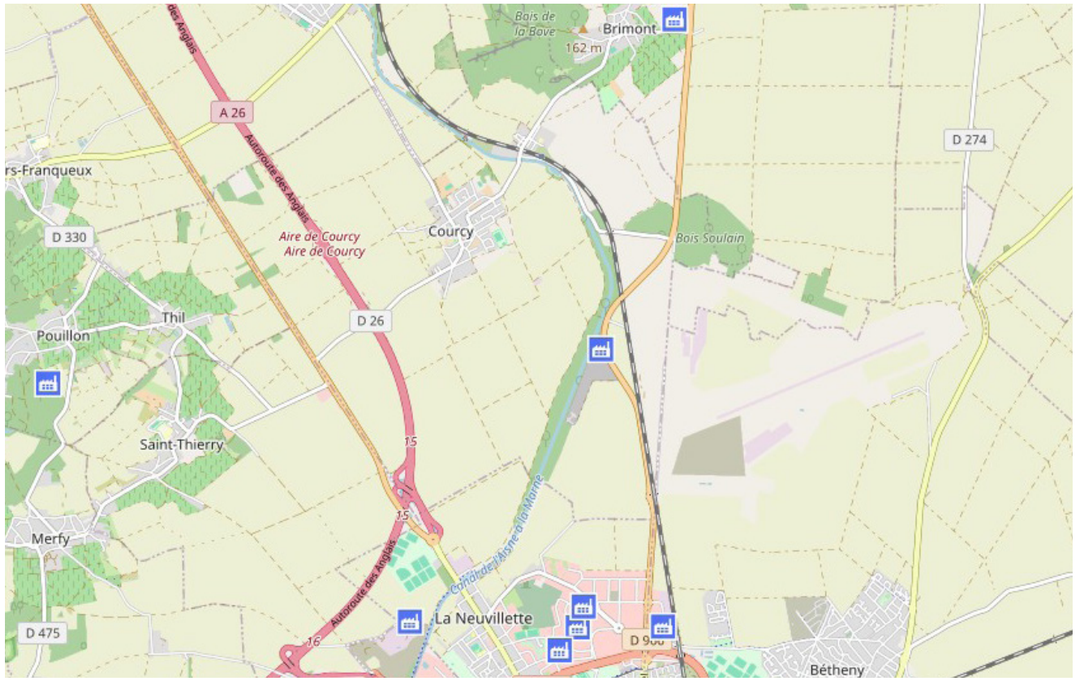


FIGURE 33 : Base des installations classées

Il n'y a donc pas de risque technologique potentiel dans les environs du site.

Canalisations de transport de matières dangereuses,

Cf. Carte des servitudes page 124 et carte des réseaux page 116

Il n'y a pas de canalisation de gaz sur le plan des servitudes de la commune de Courcy. La voie ferrée et la RD 966 présents à l'Est du site sont cependant susceptibles de transporter des matières dangereuses ponctuellement.

Le site n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ou un risque technologique au voisinage.

La RD 966 et la voie ferrée à l'Est du site sont susceptibles de transporter des matières dangereuses ponctuellement.

E.4.6 - QUALITÉ DE L'AIR

E.4.6.1 - CONTEXTE GÉNÉRAL

La pollution de l'air est générée par un mélange de gaz et de particules qui sont émis dans l'atmosphère. Les principaux indicateurs sont :

- **SO2 (dioxyde de soufre) :** Les émissions de dioxyde de soufre dépendent de la teneur en soufre des combustibles (gazole, fuel, charbon, etc.). Elles sont principalement libérées dans l'atmosphère par les cheminées des usines (centrales thermiques, etc.) ou par les chauffages, le secteur automobile diesel contribue dans une faible mesure à ces émissions ;

- **PS (particules en suspension) :** Les combustions industrielles, le chauffage domestique et l'incinération des déchets sont parmi les émetteurs de particules en suspension. Mais la plus grande part provient des transports (environ 40%). Les poussières les plus fines sont surtout émises par les moteurs diesel ;

- **NOx (oxydes d'azote) :** Les émissions d'oxydes d'azote apparaissent dans toutes les combustions à haute température, de combustibles fossiles (charbon, fuel, pétrole, etc.). Le secteur des transports est responsable de plus de 60% des émissions de NOx (les moteurs diesel en rejettent deux fois plus que les moteurs à essence catalysés). Le monoxyde d'azote (NO) rejeté par les pots d'échappement est oxydé par l'ozone et se transforme en dioxyde d'azote (NO2) ;

- **O3 (ozone) :** L'ozone protège les organismes vivants en absorbant une partie des U.V. dans la haute atmosphère. Mais à basse altitude, ce gaz est nuisible si sa concentration augmente trop fortement. C'est le cas lorsque se produit une réaction chimique entre le dioxyde d'azote et les hydrocarbures (polluants d'origine automobile). Cette réaction nécessite des conditions climatiques particulières :
  - fort ensoleillement ;
  - températures élevées ;
  - faible humidité ;
  - absence de vent ;
  - phénomène d'inversion de température.

- **CO (monoxyde de carbone) :** Les émissions de monoxyde de carbone proviennent à 43 % environ du trafic routier bien que ce polluant ne représente en moyenne que 6 % des gaz d'échappement d'un véhicule à essence et qu'un véhicule diesel en émet 25 fois moins ;

- **COV (composés organiques volatils) :** Les composés organiques volatils sont libérés lors de l'évaporation des carburants (remplissage des réservoirs), ou par les gaz d'échappement. Ils sont émis majoritairement par le trafic automobile (34%), le reste des émissions provenant de processus industriels de combustion.

Les niveaux de pollution varient chaque jour en fonction des conditions météorologiques. Lorsque celles-ci sont défavorables, elles font augmenter de façon importante ces niveaux de pollution créant des « pics de pollution ».

E.4.6.2 - CONTEXTE RÉGIONAL

D'après les informations d'Atmo Grand Est :

Indice ATMO

Les indices de la qualité de l'air sont calculés quotidiennement à partir de 5 polluants (dioxyde d'azote NO2, ozone O3, dioxyde de soufre SO2, particules PM10 et PM2.5) sur les communes du Grand Est. Ils sont catégorisés sur une échelle de 6 qualificatifs allant de bon à extrêmement mauvais. La répartition des jours du territoire est représentée ci-contre par rapport aux grandes villes de la région.

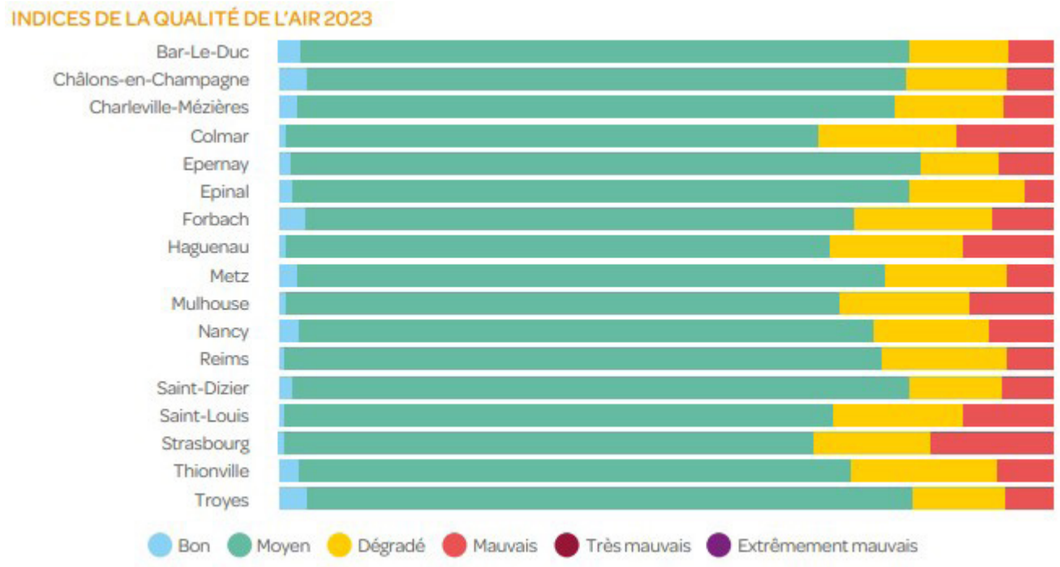


FIGURE 34 : Répartition de l'indice ATMO en 2023 pour la région (source : ATMO Grand Est)

Épisodes de pollution

Par rapport à 2022, les indices de la qualité de l'air ont été globalement meilleurs en 2023. Lorsque la qualité de l'air a été mauvaise, c'est l'ozone qui est le principal responsable (75 %), ensuite, ce sont les particules fines PM2,5 (27 %) et dans une moindre mesure les particules PM10 (4 %)

E.4.6.3 - CONTEXTE LOCAL

Il n'existe pas de station de mesure dans les environs du projet, la station de mesures d'Atmo Grand Est la plus proche est localisée à Reims (*cf. ci-avant*).

La qualité de l'air en région Grand Est est globalement bonne et s'améliore, malgré 2 à 6 jours de pollutions en 2023 (particules fines et ozone). Les émissions polluantes dans le secteur du projet sont nombreuses (notamment infrastructures routières et agglomération reimoise).

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DEL'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

E.4.6.4 - SUIVIS AU DROIT DU SITE

La société C'MATER a réalisé un suivi des retombées de poussières de son site avec la méthode des plaquettes par la société GOELAB TP (*cf. annexe)*.



4 points de mesures ont été retenus avec une campagne réalisée du 21 aout au 4 septembre 2025.

N° Plaquette	Surface m²	Poids poussière mg	Concentration (mg/m2.j)	P g/m2.mois	VLE 30
1	0,00475	1,66	***24,96***	0,75	✓
2	0,00475	2	***30,08***	0,90	✓
3	0,00475	2,52	***37,89***	1,14	✓
4	0,00475	3,68	***55,34***	1,66	✓
				Moyenne	1.11

Les 4 plaquettes se trouvent dans une zone dite faiblement polluée, P < 30g/m²/mois.

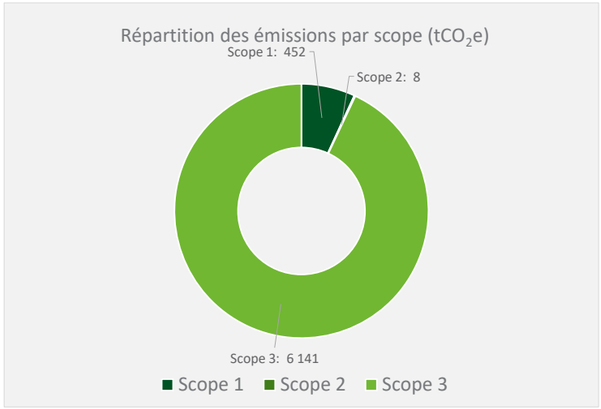
Une campagne de retombées de poussières, réalisée en été 2025, conclu en une faible concentration de poussières autour du site (concentration inférieure à 30 g/m²/mois).

E.4.6.5 - BILAN CARBONE

La société C'MATER a réalisé un calcul des émissions de gaz à effet de serre sur une durée d'un an, à l'aide du bureau d'étude Goodwill management (*cf. annexe)*.

Les émissions sont évaluées à 6 601 t CO2 par an. A noter que 77 % des émissions sont directement liées à la gestion des déchets, alors que le transport des déchets est de 11 % et la consommation d'énergie (électricité et carburant) correspond à 6 % des GES émis.

Bilan des émissions globales



Émissions totales (tCO2e)	Émissions par scope		
	Scope 1	Scope 2	Scope 3
6 601	452	8	6 141
	7%	0%	93%

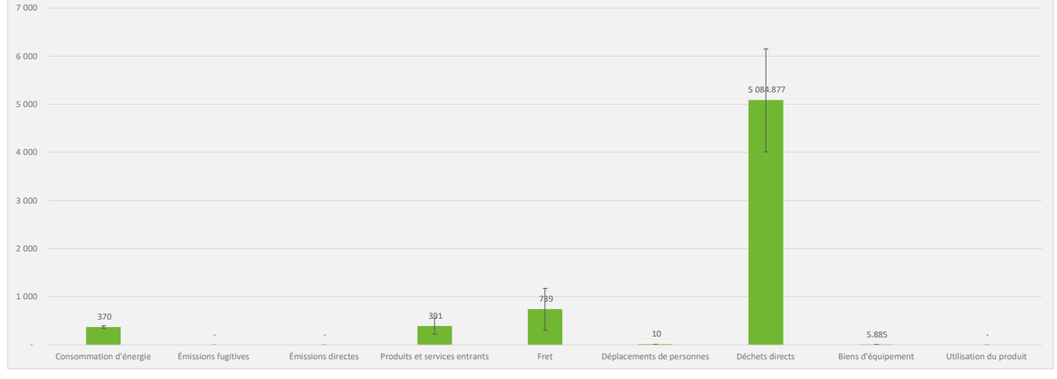
soit

818.416947 kgCO2e/€ de CA
314311.0799 kgCO2e/ETP

soit
les émissions de 695 Français

On estime enfin que les émissions liés à la consommation d'énergie représentent 5,14 kgCO2/m2 de bâtiment.

Répartition des émissions par sources et postes



E.4.7 - BRUIT

En plus de constituer un élément important du cadre de vie urbain, les nuisances sonores peuvent également affecter la santé des habitants. La mise en place d'une politique de réduction de ces nuisances relève donc à la fois d'un enjeu d'attractivité locale et d'un enjeu de santé publique.

En terme d'environnement sonore, le site est implanté à l'écart des zones habitées de la commune et en contexte rural. Des mesures de bruits ont été réalisées par la société ENCEM en 2025. Le jour des mesures, les sources de bruit en fonctionnement sur le site étaient liés à l'activité de la plateforme de recyclage de matériaux et à la circulation des camions entrant et sortant du site.

L'environnement sonore du site est influencé par le trafic routier environnant (en particulier sur la RD 966) et le trafic aérien (avions de ligne, avions de tourisme).

Dans le cas de la campagne de mesures acoustiques, les points de mesure sont constitués par deux zones à émergence réglementée :

Tableau 5 : *Localisation des points de mesure*

Type de point de mesure	N° du point	Localisation des mesures	Distances par rapport au site
Limite de site	1	Limite de propriété d'une habitation située Chemin de Betheny, à Courcy	175 m au Nord
Limite de site	2	Chemin « Les Grands Parignys », le long du canal, à Courcy	600 m au Sud

Les résultats sont les suivants :

Tableau 6 : *Résultats des mesures.*

N° du point	Localisation des mesures	LAeq (dB(A)) en activité	LAeq (dB(A)) site à l'arrêt
1	Limite de propriété d'une habitation située Chemin de Betheny, à Courcy	51.0	50.5
2	Chemin « Les Grands Parignys », le long du canal, à Courcy	37.0	36.5

Les émergences constatées en zones à émergence réglementée respectent la réglementation en vigueur. Les niveaux de bruit ambiant relevés au niveau des points 1 et 2 sont inférieurs aux valeurs limites fixées par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 14 juin 2001

Les sources de nuisances acoustiques sont nombreuses dans les environs et sur la commune (infrastructures routières).
Le site est implanté en contexte rural. Il respecte la réglementation acoustique au niveau des habitations les plus proches.

FIGURE 35 : LOCALISATION DES MESURES ACOUSTIQUES (SOURCE : ENCEM)



E.4.8 - VIBRATIONS

Des vibrations peuvent provenir de la circulation des véhicules sur les routes du secteur ou des trains de la voie ferrée voisine qui constituent un bruit de fond. Les activités du secteur n'induisent pas de vibrations dans les environs du projet.

E.4.9 -ÉMISSIONS LUMINEUSES

Le périmètre d'étude se trouve au sein d'une zone rurale. Les sources lumineuses nocturnes sont liées aux activités de la plateforme et à la circulation des véhicules lors des périodes nocturne et/ou hivernale.

E.4.10 - DÉCHETS

L'exploitation actuelle de la plateforme produit des déchets qui sont, soit directement liés à l'exploitation, soit liés aux activités annexes (personnel, engins, etc.). Les DIB (déchets industriels banals), comprenant les ordures ménagères, les papiers et cartons, etc.

Ces déchets sont dirigés vers des filières de valorisation et d'élimination.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

E.4.11 - BIENS MATÉRIELS ET RÉSEAUX

Biens matériels

Il n'y a pas d'habitation à proximité du site. Les biens matériels les plus proches sont la RD 966 et le canal de l'Aisne à la Marne.

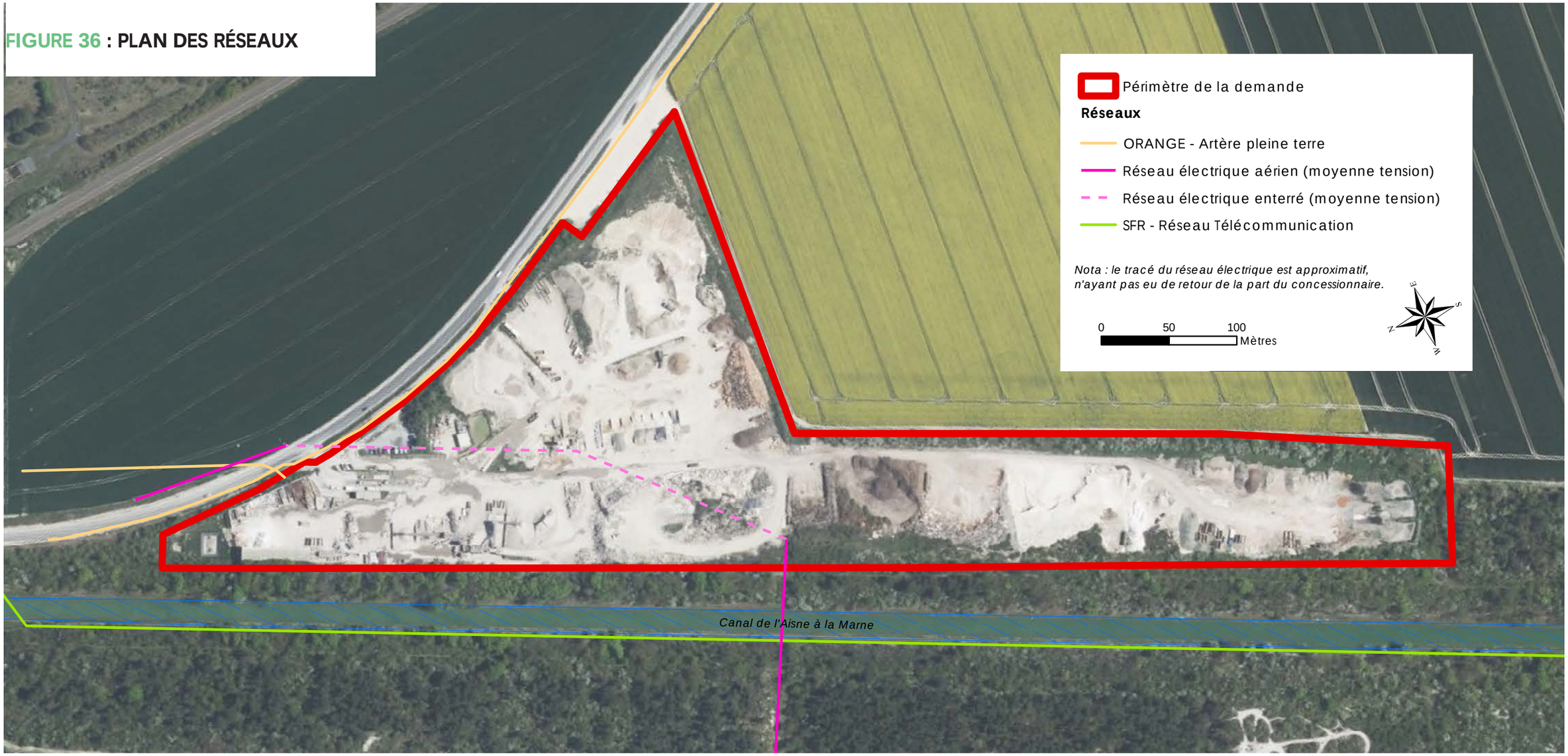
Réseaux

D'après les gestionnaires des réseaux sur la commune, les réseaux suivants sont identifiés :

- Un réseau télécom ORANGE sous la RD 966, immédiatement à l'Est du site ;
- Un réseau télécom SFR de l'autre côté du canal à l'Ouest du site.

Outre les réponses des gestionnaires des réseaux, l'exploitant indique la présence de réseaux sur le site dont une canalisation électrique HT qui traverse le site.

FIGURE 36 : PLAN DES RÉSEAUX



E.5 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

E.5.1 - DOCUMENTS D'URBANISME

E.5.1.1 - SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) DE LA RÉGION GRAND EST

Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long termes en lien avec plusieurs thématiques : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maitrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets.

Les objectifs et les règles générales du SRADDET s'imposent aux documents locaux de planification.
Il se décompose en trois volets complémentaires, chacun d'entre eux ayant une vocation spécifique :

- le rapport est constitué par :
  - le diagnostic qui dresse l'état des lieux des recompositions et des dynamiques régionales, mais aussi des fragilités auxquelles le territoire est confronté ;
  - la vision régionale qui définit les grandes orientations stratégiques qui portent les objectifs et les règles du SRADDET ;
  - le rapport d'objectifs qui identifie les objectifs à atteindre à moyen et long terme, illustrés par une carte au 1/150 000ème.
- le fascicule des règles précise les moyens pour mettre en oeuvre les objectifs avec une portée règlementaire plus forte. Les documents locaux de planification doivent être compatibles avec les règles générales du SRADDET, ce qui implique une obligation de non-contrariété, tout en laissant une certaine marge de manoeuvre pour préciser et développer les orientations. Une règle peut contribuer à plusieurs objectifs.
- les annexes obligatoires prévues par l'ordonnance et le décret, notamment (rapport sur les incidences environnementales, état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets, présentation des continuités écologiques retenues pour constituer la trame verte et bleue régionale, atlas cartographique, etc.).

Le SRADDET Grand Est a été approuvé le 24 janvier 2020 et l'arrêté préfectoral a été publié au recueil des actes administratifs en date du 27 janvier 2020. La loi NOTRé a prévu l'obligation de présenter à l'assemblée régionale un bilan du SRADDET dans les six mois après le renouvellement de l'exécutif régional. Au printemps 2021, un bilan qualitatif du SRADDET Grand Est a donc été effectué en interrogeant directement les acteurs du territoire. Les Conseillers Régionaux réunis en assemblée plénière le 17 décembre 2021, ont engagés la modification du SRADDET. Cette première évolution sera l'occasion d'actualiser le document afin d'y intégrer les dernières évolutions législatives (dont la Loi Climat) et de rechercher en concertation avec les acteurs des territoires, des avancées qualitatives sur des thématiques déjà traitées ou sur de nouveaux champs à investir.

D'après la cartographie de synthèse du SRADDET, le projet est localisé dans l'aire du centre urbain à fonctions métropolitaines de Reims, dans un espace agricole et à proximité immédiate d'axes de transport d'importance (Canal Aisne Marne, A26, voie ferrée, etc.).

Dans le cadre du projet de la société C'MATER, le fascicule des règles présente un chapitre dédié en matière de prévention et gestion des déchets. Le SRADDET préconise de favoriser la prévention et le recyclage matière.

En annexe du SRADDET est fourni le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). La présentation de ce Plan ainsi que la compatibilité du projet avec celui-ci sont étudiées *au paragraphe E.5.3.1, page 130.*

Étude de la compatibilité

Compte tenu de la localisation du site sur une plateforme en activité et du développement des activités pratiquées par la société C'MATER de valorisation de déchets, le projet est compatible avec les dispositions et les orientations du SRADDET Grand-Est.

E.5.1.2 - SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

La commune de Courcy est incluse dans la Communauté urbaine du Grand Reims. Le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Reims a été approuvé le 17 décembre 2016. Le SCoT est le plan d'aménagement et de développement durables qui permet d'orienter le développement de Grand Reims et du Pays rémois au mieux des intérêts de tous.

Le Document d'Objectifs et d'Orientations ne donne pas de règle particulière dans la thématique des déchets.

Un nouveau SCOT est en cours d'élaboration. Le dossier arrêté a été soumis pour avis aux personnes publiques associées et consultées et a fait l'objet d'une enquête publique du 1er septembre au 1er octobre 2025.

Le SCOT projeté indique dans le DOO de favoriser la création, le développement et l'organisation d'installations de collectes, de transfert, de traitement ou de réutilisation des déchets à toutes les échelles (points de collectes des déchets de proximité, ressourceries...)

Compte tenu du développement de la plateforme actuelle de la société C'MATER, au droit d'un site déjà en activité, le projet est compatible avec le SCOT Grand Reims.

FIGURE 37 : EXTRAIT DE LA CARTOGRAPHIE DE SYNTHÈSE DU SRADDET GRAND EST

1/ OCCUPATION DU SOL

- Espaces artificialisés
- Forêts
- Vignes
- Vergers
- Surfaces en eau
- Zones herbacées
- Zones humides
- Zones agricoles
- Cours d'eau

2/ GOMMER LES EFFETS FRONTIÈRE ET OUVRIR LE GRAND EST À 360°

- Zones d'influence
- Principes de liaisons à créer
- Principes de liaisons à renforcer

3/ CONNECTER LES TERRITOIRES EN MODERNISANT LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TOUS MODES ET EN DÉVELOPPANT L'INTERMODALITÉ

Réseau routier
- Autoroute
- Chaussée double
- Chaussée unique
- Itinéraire routier d'interêt régional

Réseau ferré
- Ligne à grande vitesse
- Autre ligne
- Grandes gares
- Gares de connexions
- Gares de proximité / Gares situées hors région Grand Est

Infrastructures
- Ports proportionnellement au trafic fret
- Aéroports (Aéroport international / aéroport d'intérêt régional / aéroport d'intérêt local)
- Plateformes multimodales de transport de marchandises (nombre de modes)
- Vélo-route

Réseau fluvial
- Grand gabarit
- Gabarit Freycinet

Niveau de desserte ferrée TER aux heures de pointes
- plus de 4 trains par heure
- 4 trains par heure
- 2 à 3 trains par heure
- 1 train par heure

4/ CONSOLIDER L'ARMATURE URBAINE QUI STRUCTURE TOUS LES TERRITOIRES

- Centre urbain à fonctions métropolitaines et européennes
- Centres urbains à fonctions métropolitaines
- Pôles territoriaux
- Polarités en interaction avec un ou des centres urbains
- Autres polarités relais
- Espaces urbains extrarégionaux majeurs

5/ INTÉGRER LE PATRIMOINE NATUREL DANS LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

- Zones Natura 2000
- Réserves de biosphère
- Réservoirs de biodiversité identifiés au sein des SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique)
- Parcs naturels
- Corridors écologiques identifiés au sein des SRCE
- Continuités écologiques transrégionales et transnationales
- Obstacles aux continuités écologiques

6/ AMÉLIORER LA QUALITE DE L'AIR EN LIEN AVEC LES ENJEUX DE SANTE PUBLIQUE

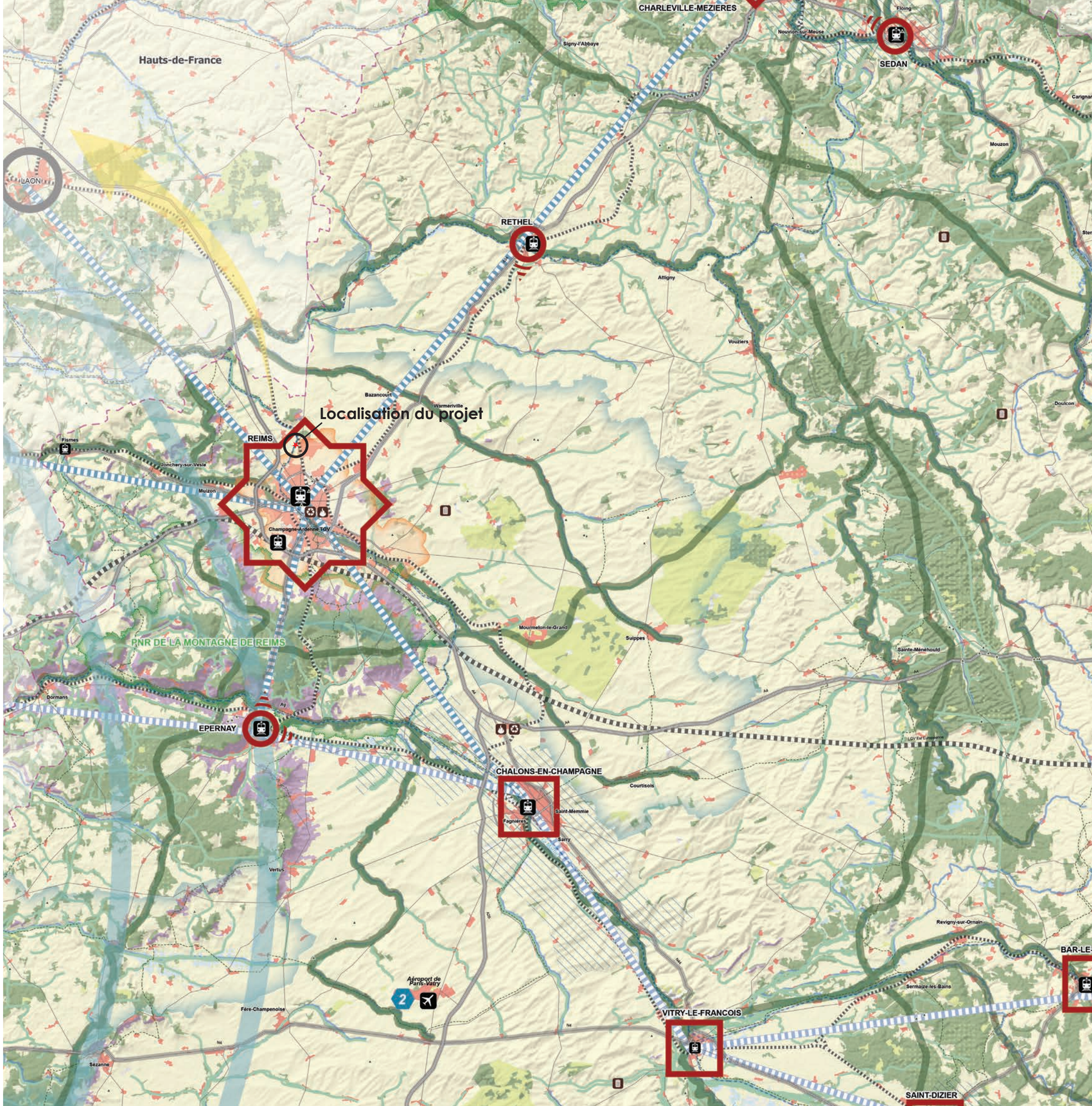
- Périmètres de PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère)

7 / AMÉLIORER LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

- Territoires à risques importants d'inondations
- Communes couvertes par au moins un schéma d'aménagement et de gestion des eaux

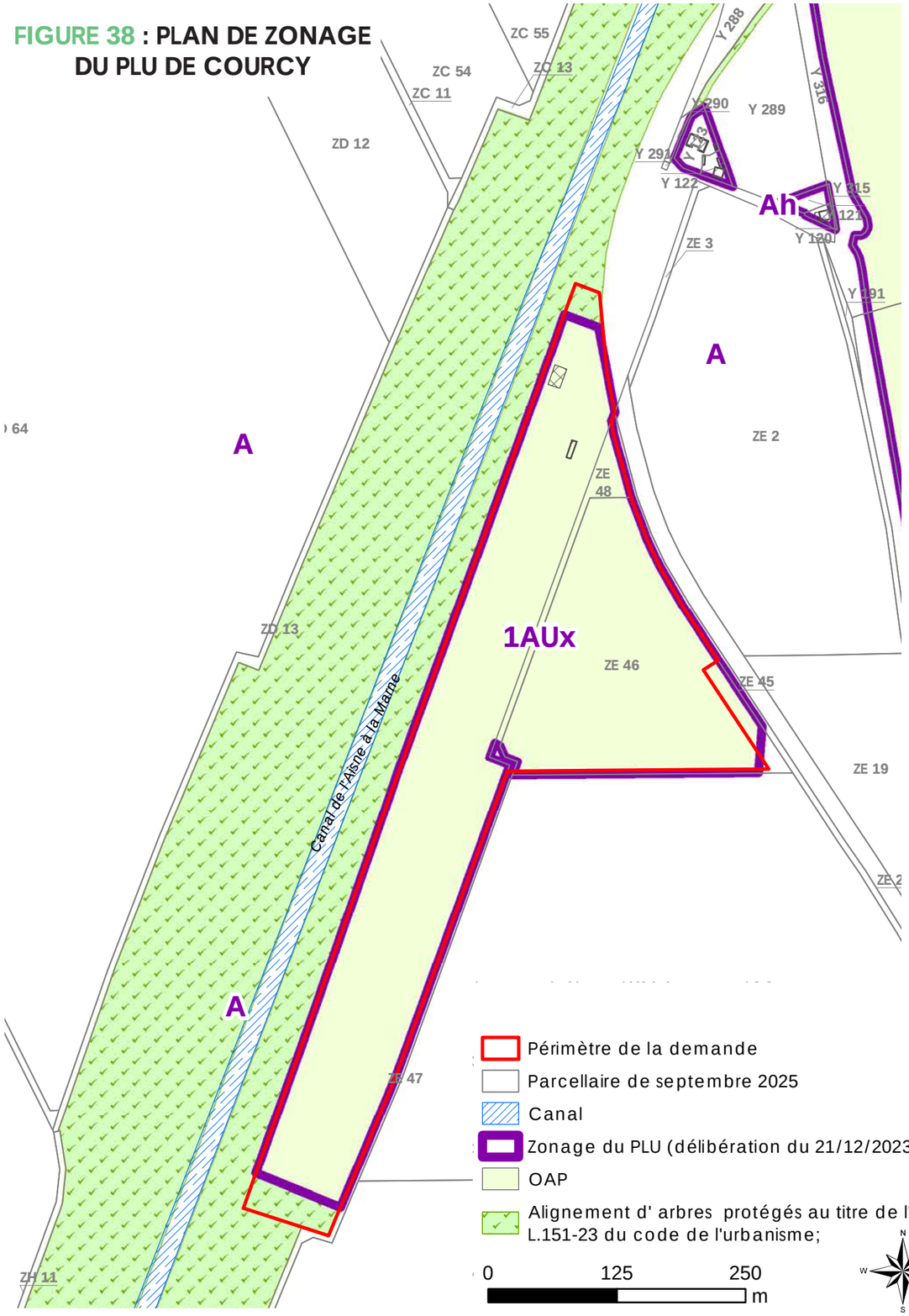
8 / PRÉVOIR LES CAPACITÉS DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS AU REGARD DES QUANTITES PRODUITES

- Installations de stockage
- Centres de tri
- Installations de stockage des déchets non dangereux



C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

FIGURE 38 : PLAN DE ZONAGE DU PLU DE COURCY



DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DEL'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

E.5.1.3 - PLAN LOCAL D'URBANISME

La commune de Courcy possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 14 décembre 2014, révisé le 27 mars 2024.

Le site est majoritairement implanté en zone 1AUx : *zone d'urbanisation future réservée à une activité de broyage / recyclage de matériaux de démolition.*

L'article 1AUx 1 : types d'autorisation ou d'utilisation interdites indique que Les constructions de toute nature à l'exception de celles autorisées à l'article 1AUx 2 sont interdites.

L'article 1AUx 2 : OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES autorise :

- «*Les constructions et installations nécessaires aux activités de broyage et de stockage de matériaux inertes de démolition*
- *Les constructions et installations nécessaires à la production de matériaux de type centrale à béton, poste d'enrobage, …*
- *Les installations classées pour la protection de l'environnement liées aux activités autorisées dans la zone lorsqu'elles respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont imposées.*»
-

Les activités de la société C'Mater, implantées dans la zone 1AUx, sont compatibles avec le PLU.

Les extrémités Nord, Sud et Est du site, ainsi qu'une partie centrale du site reliant le chemin d'exploitation, sont implantées en zone A : « *La zone A concerne les secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.*»

Les activités de la société C'Mater, implantées en zone A, n'étant pas liées à une exploitation agricoles, ne sont pas compatibles avec le PLU de Courcy. Un PLUi-H est actuellement en cours d'élaboration sur la communauté d'agglomération du Grand Reims (Cf. délibération en annexe). Les activités de la société C'Mater seront compatibles avec le PLUi-H actuellement en cours d'élaboration et couvrant la commune de Courcy.

Le réglement de la zone A indique également que dans les espaces paysagers repérés au plan de zonage, les éventuels abattages d'arbres seront strictement limités à ceux qui sont nécessaires aux implantations, aux accès, au fonctionnement, à l'entretien des ouvrages et constructions ainsi qu'au stationnement des véhicules. Les extrémités Nord et Sud du site sont concernées par cette prescription.

Les bassins de gestion de eaux pluviales du bassin versant Nord ont été autorisés dans le cadre du permis de construire delivré en 2010 (PC n°05118310N0003) et ont été reconnus conformes à la réglementation en vigueur à la date de la demande du permis de construire.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTION DES ASPECTSPERTINENTS DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FACTEURSSUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

FIGURE 39 : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE DE COURCY

Périmètre de la demande

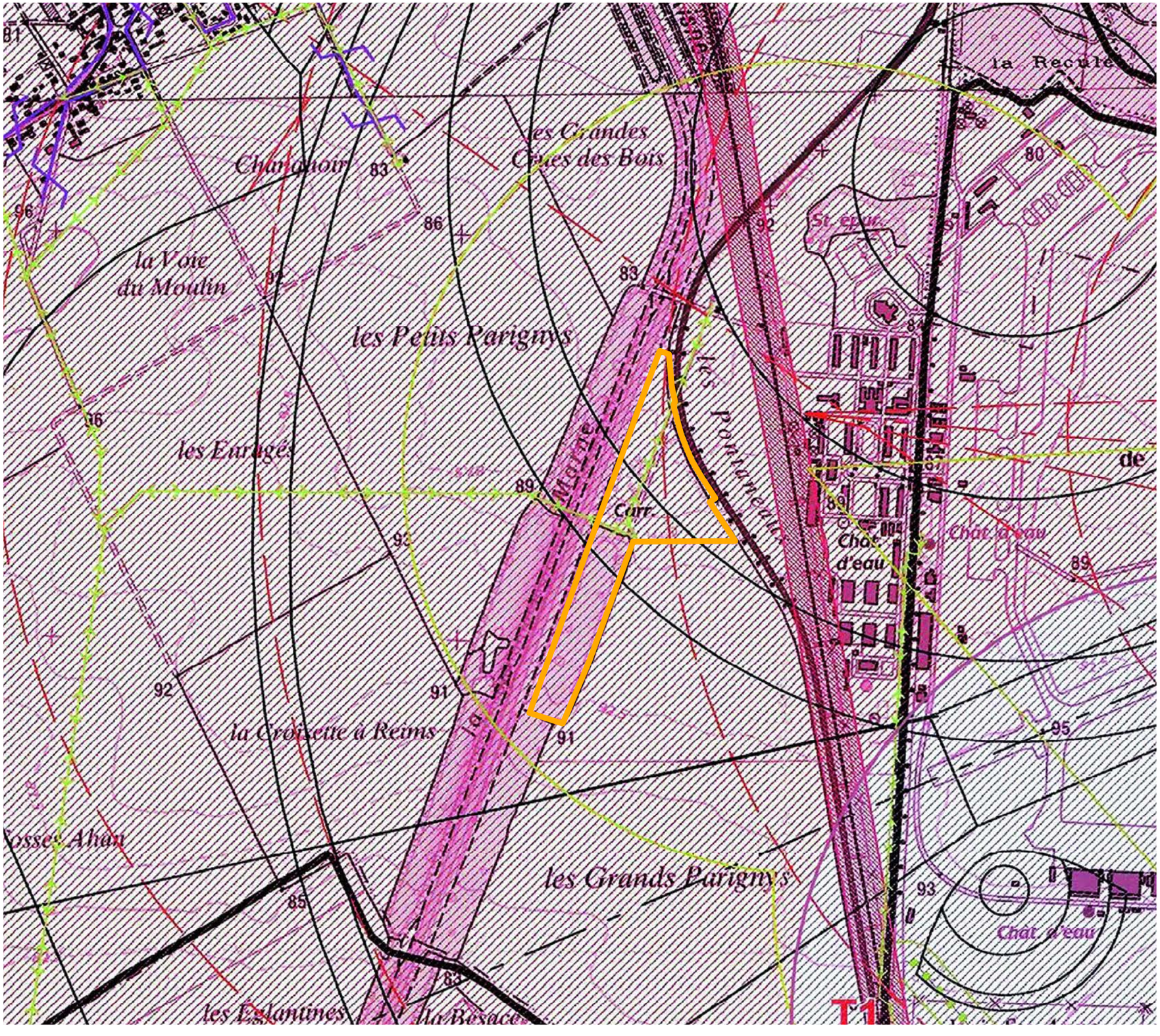
	A5	Canalisations d' eau et assainissement - Servitudes pour la pose des canalisations publiques d' eau potable et d' assainissement
	AR3	Servitudes militaires - Servitudes concernant les magasins à poudre de l' armée et de la marine
	AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l' instauration de périmètre de protection des eaux
RTE / ERDF	I4	Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
	PT 1	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électro-magnétiques
	PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
	PT 3	Télécommunications - Servitudes relatives aux réseaux de télécommunications
	T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
	T4	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires).
	T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
	T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)
	et	arrêté interministériel du 31 décembre 1984 modifié - Annexe V R=24km - aérodrome de Reims Champagne - 239 NGF (Couvre en totalité ou en partie le territoire communal)

AVERTISSEMENT

Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s). La présente carte n'a qu'une valeur informative.

0 250 500 m

N W E S



E.5.2 - PLAN DE GESTION DES EAUX

E.5.2.1 - SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN SEINE-NORMANDIE

Le comité de bassin, qui rassemble des représentants des usagers, des associations, des collectivités et de l'État, a adopté le SDAGE pour la période 2022-2027, le 23 mars 2022. Après plus de deux ans de travaux participatifs et de concertation, le comité de bassin a adopté le SDAGE et donné un avis favorable à son programme de mesures.

Le SDAGE planifie la politique de l'eau sur une période de 6 ans, dans l'objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin, tandis que le programme de mesures identifie les actions à mettre en œuvre localement par les acteurs de l'eau pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE.

Les objectifs d'états pour les masses d'eaux superficielles et souterraines concernées par le projet sont fournis ci-après :

Tableau 8 : Objectifs d'états pour les masses d'eaux souterraines concernées

Nom de la masse d'eau souterraine	Code de la masse d'eau souterraine	Objectif état chimique			Objectif état quantitatif		
		Objectif	Délai atteinte	Motifs de recours aux dérogations	Objectif	Délai atteinte	Motifs de recours aux dérogations
Craie de Champagne Nord	HG 207	Objectif moins strict	2027	Faisabilité technique, coûts disproportionnés	Bon état	Depuis 2015	/
Albien-Néocomien captif	HG 218	Bon état	Depuis 2015	/	Bon état	Depuis 2015	/

Tableau 7 : Objectifs d'états pour les masses d'eaux superficielles concernées

Nom de la masse d'eau superficielle	Code de la masse d'eau Superficielle	Objectif état écologique			Objectif d'état chimique				
		Objectif	Délai atteinte	Motifs de recours aux dérogations	Objectif d'état avec ubi-quistes	Echéance d'atteinte	Objectif d'état sans ubi-quistes	Echéance d'atteinte	Motifs de recours aux dérogations
Canal de l'Aisne à la Marne	FRHR511	Bon potentiel	2021	Faisabilité technique	Bon état	2033	Bon état	2021	Faisabilité technique, conditions naturelles

Les orientations et dispositions qui concernent le projet sont principalement les suivantes :

Tableau 9 : Étude de la compatibilité du projet avec le SDAGE

Orientation	Justification
Orientation 1.3 - Éviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	Absence de zone humide sur le site.
Orientation 2.1 - Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable Disposition 2.1.8 - Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés des captages d'eau de surface	• Imperméabilisation d'une partie du site • Gestion et traitement des eaux pluviales
Orientation 3.1. Réduire les pollutions à la source	
Orientation 3.2 - Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu Disposition 3.2.2. Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation Disposition 3.2.3. Améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés Disposition 3.2.4. Édicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales Disposition 3.2.5. Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux Disposition 3.2.6. Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti	
Orientation 4.3. Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau Disposition 4.3.2. Réduire la consommation d'eau potable Disposition 4.3.3. Réduire la consommation d'eau des entreprises	

Le projet est compatible avec le SDAGE compte tenu des mesures mises en oeuvre, notamment vis-à-vis de la gestion et du traitement des eaux pluviales.

E.5.2.2 - PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI)

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine Normandie 2022-2027 a été approuvé, par arrêté le 3 mars 2022.

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) fixe sur le bassin Seine-Normandie quatre objectifs relatifs à la gestion des inondations et 80 dispositions pour les atteindre (réduction de la vulnérabilité, gestion de l'aléa, gestion de crise, amélioration de la connaissance, gouvernance, culture du risque). Ces dispositions sont autant d'actions pour l'État et les autres acteurs du territoire. Les orientations et dispositions du SDAGE en rapport avec le projet sont les suivantes :

Tableau 10 : Étude de la compatibilité du projet avec le PGRI

Objectifs et dispositions	Justification
1.E Planifier un aménagement du territoire tenant compte de la gestion des eaux pluviales 1.E.1 Gérer les eaux pluviales le plus en amont possible 1.E.3 Prendre en compte la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement	Gestion des eaux pluviales par infiltration, après traitement en fonction des secteurs.
2. Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages	Non concerné
3. Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise	Non concerné
4. Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque	Non concerné

Le projet est compatible avec le PGRI compte tenu de la gestion des eaux pluviales et de l'absence de risque d'inondation.

E.5.2.3 - SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

La commune de Courcy est concernée par le SAGE Aisne Vesle Suippe, approuvé par arrêté préfectoral le 16 décembre 2013. Les enjeux de ce SAGE sont les suivants :

- La lutte contre les inondations ;
- La préservation et la sécurisation de la ressource en eau potable ;
- La gestion des étiages ;
- L'amélioration de la qualité des eaux superficielles ;
- La préservation des milieux naturels, en particulier des zones humides.

Le règlement du SAGE Aisne Vesle Suippe révisé est constitué de 5 règles. La compatibilité du projet avec les différents articles est examinée ci-après :

Réglement	Compatibilité
Article 1 : Adapter les rejets d'eaux pluviales au milieu récepteur	Gestion des eaux pluviales de la plateforme par infiltration, après traitement en fonction des secteurs.
Article 2 : Encadrer la création de nouveaux plans d'eau	Non concerné
Article 3 : Protéger les frayères	Non concerné
Article 4 : Protéger les zones humides	Non concerné : absence de zone humide sur le site compte tenu de l'historique et de son occupation actuelle des sols.
Article 5 : Protéger les zones d'expansion de crues du bassin de l'Ardre	Non concerné

Le projet est compatible avec le réglement du SAGE Aisne Vesle Suippe.

E.5.3 - PLANS DE GESTION DES DÉCHETS

E.5.3.1 - PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS (PRPGD)

Le PRPGD a été approuvé par le Conseil régional et intégré au SRADDET lors de son adoption en février 2020. Prévu comme un volet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), le PRPGD relève d'une nouvelle compétence de la Région et a été élaboré en concertation avec les acteurs concernés, membres de la Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES). Le PRPGD comprend :

- un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets ;
- une prospective à termes de six ans et de douze ans ;
- des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets ;
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six ans et de douze ans ;
- un Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire (PRAEC).

Les objectifs du plan sont les suivants :

- Réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés (MA) entre 2010 et 2020 ;
- Réduction des quantités de déchets d'activités économiques (DAE) par unité de valeur produite ;
- Recyclage de 55 % des déchets non dangereux non inertes (DNDNI) en 2020 (65 % en 2025) ;
- Valorisation sous forme matière de 70 % des déchets du BTP à l'horizon 2020 ;
- Réduction des quantités de déchets enfouis de 30 % en 2020 (50 % en 2025) par rapport à 2010 ;
- Réduction des capacités d'incinération sans valorisation énergétiques de 25 % en 2020 (50 % en 2025) ;
- Obligation de tri à la source des biodéchets à 2025 ;
- Extension des consignes de tri à l'ensemble plastiques en 2022 ;
- Développement de la Tarification incitative : 25 M d'habitants couverts en 2025.

La société C'MATER optimise le transport des matériaux en réalisant du double fret au maximum et renouvelle progressivement sa flotte de poids lourds, ce qui permet de réduire la consommation en énergie *(cf. paragrapghe ci-après)*.

Les activités de la société C'MATER contribuent au tri et au recyclage de déchets du BTP, de déchets d'activités économiques et sont donc compatibles avec le PRPGD.

E.5.3.2 - SCHÉMA RÉGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ÉNERGIE (SRCAE)

La France s'est engagée au niveau international à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Depuis la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie sont intégrés dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), élaboré par le conseil régional. Antérieurement, ces enjeux étaient portés, dans chaque région, par un schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE).

Le Plan Climat Air Energie Champagne-Ardenne (PCAER) a été approuvé par le Conseil Régional le 25 juin 2012 et arrêté par le Préfet le 29 juin 2012. L'évaluation des schémas régionaux air-climat-énergie est un exercice constitutif de l'élaboration du nouveau Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable, et d'Egalité des Territoires (SRADDET) en Grand Est.

L'objectif du PCAER Champagne-Ardenne est la baisse de 20% des émissions de gaz à effet de serre entre 2005 et 2020, et de 75% entre 2005 et 2050.

La société C'MATER a engagé plusieurs actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en optimisant les consommations énergétiques liées à son activité :

- Intégration des nouvelles normes de construction des bâtiments : Les bâtiments du site ont été conçus et réalisés conformément aux réglementations thermiques et environnementales en vigueur au moment de leur construction. Ces normes permettent de limiter les consommations énergétiques ;
- Optimisation des flux de transport et recours au double fret : Le transport représentant un poste majeur d'émissions de gaz à effet de serre pour une plateforme de gestion de déchets reposant notamment sur le principe du « double fret »x
- Entretien et performance environnementale des engins et poids lourds : Les engins de chantier et les poids lourds exploités sur le site répondent aux normes environnementales en vigueur, notamment en matière d'émissions polluantes (normes Euro). Une politique de maintenance régulière et préventive est appliquée sur l'ensemble du site, tant pour les engins que pour les installations fixes, permettant notamment d'éviter les surconsommations et prolonger la durée de vie du matériel. L'exploitant a également engagé une démarche de renouvellement progressif de sa flotte de véhicules afin d'intégrer des modèles plus performants sur le plan environnemental (deux nouveaux camions acquis en 2025 et véhicule le plus ancien datant de 2018).
- Réduction et suivi des consommations : la société C'MATER s'est fixé des objectifs internes de maîtrise et de réduction des consommations d'energie avec un suivi régulier des consommations.

Les activités de la société C'MATER sont compatibles avec les objectifs du SRCAE.

E.6 - FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

Domaine étudié	État initial	Sensibilité/Enjeux
Topographie	Le site du projet s'inscrit dans un secteur remanié par une ancienne carrière. Le terrain est situé entre 85 et 100 m NGF, avec une pente d'environ 2 % vers le Nord.	Faible
Géologie	Le projet repose sur de la craie d'une puissance très importante et avec quelques remblais notamment sur la partie Sud du site.	Faible
Sols	Les terrains du projet ne sont pas référencés dans les bases de données CASIAS, SIS ou BASOL. Un diagnostic a été réalisé in situ concluant en l'absence de contamination particulière des sols.	Faible
Eaux souterraines	La nappe de la Craie est présente sous les terrains du projet, et située entre 10 et 20 mètres de profondeur. Le sens d'écoulement au droit du site est difficilement prévisible compte tenu d'un partage des eaux de la nappe provenant de l'Ouest et de l'Est et s'écoulant vers le Nord-ouest et le Sud-ouest en direction de l'Aisne et de la Vesle. Deux forages sont présents sur le site qui prélèvent dans la nappe de la Craie Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage AEP, qui sont d'ailleurs très éloignés du projet.	Moyen
Eaux superficielles	Le projet est situé immédiatement le long du canal de l'Aisne à la Marne, entre les rivières de l'Aisne, à 12 km au Nord-ouest et de la Vesle, à 5 km au Sud. Actuellement, les eaux pluviales tombant sur la plateforme sont gérées dans un bassin central ou après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.	Moyen
Climat	Le secteur d'étude est situé dans une région climatique de type tempéré océanique, à influences continentales déjà sensibles. La température annuelle moyenne est de 11,0°C et la quantité moyenne annuelle de précipitation relativement importante de 625 mm. Les vents dominants sont essentiellement d'origine Sud à Sud-est, notamment pour les vents forts et moyens.	Faible
Risques naturels	Le projet n'est pas concerné par le risque sismique. Le projet n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe. Le projet n'est concerné par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le projet n'est pas concerné par le risque de mouvement de terrain.	Faible
Milieu naturel	Le site étudié est une plateforme déjà exploitée depuis plusieurs années. Il n'est pas concerné par un inventaire ou protection du patrimoine naturel. Le site Natura 2000 le plus proches est relativement éloigné et n'a pas de lien fonctionnel direct avec le site (ZSC n° FR2100274 « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims ») à 5,8 km à l'Ouest. 1 seule ZNIEFF est présente dans un rayon de cinq kilomètres. À l'échelle du SRCE, le site se trouve en dehors de toute trame verte ou bleue.	Faible
Zones humides	La plateforme étudiée n'est pas localisée dans une zone humide d'après le SAGE et compte tenu de l'utilisation actuelle du site.	Nul
Paysage	Le périmètre de la demande s'inscrit dans les vastes paysages agricoles de la Champagne crayeuse, à l'Est de la cuesta d'Ile-de-France, au Nord de Reims. La localisation du projet n'est concerné par aucun paysage institutionnalisé ni par des covisibilités significatives avec des monuments ou sites historiques ou patrimoniaux. À l'échelle rapprochée, les sensibilités vont être principalement liées au cadre de vie avec : • la proximité des habitations situées à environ 180 m et des éventuelles perceptions statiques ; • la proximité de la RD 966 qui dessert le site ; • la proximité de l'itinéraire de randonnées et la proximité du canal. Les enjeux et les sensibilités visuelles sont en lien étroit avec la présence des boisements du canal et la préservation et la gestion à venir du merlon végétalisé qui ceinture le site, notamment sur la frange Est, vis-à-vis de la RD 966 et des habitations.	Moyen
Patrimoine culturel, naturel et paysager	Le projet n'est concerné par aucun périmètre de monument historique, de site classé, inscrit ou de site patrimonial national ou mondial (Unesco). Les monuments et sites les plus proches sont le village de Saint Thierry (site classé) et le centre historique de Reims avec la Cathédrale de Reims (site patrimonial remarquable) à plus de 3 km du projet.	Moyen
Patrimoine archéologique	Le secteur du projet présente a priori une sensibilité forte du point de vue de l'archéologie. Les terrains du projet ont cependant été remaniés et sont actuellement exploités.	Faible
Habitat	La commune de Courcy est rurale avec environ 1 260 habitants. Sa densité de population est faible avec 81 habitants/km².	Faible
Établissements sensibles ou recevants du public	Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées à l'exception de quelques habitations isolées situées à environ 180 m au Nord-Est. Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 où des projets de réhabilitation sont à l'étude. Les habitations et établissement recevant du public les plus proches sont situés dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest.	Faible
Activités économiques	La société C'MATER exploite une plateforme de réception et de transformation de matériaux.	Moyen
Activités agricoles	Les terrains du projet ne sont le siège d'aucune activité agricole.	Faible
Tourisme et loisirs	Il n'y a pas d'activité touristique et de loisirs dans les environs du projet, hormis le chemin GR 654 situé sur le chemin de halage de l'autre côté du canal.	Moyen
Réseaux de transports	Le secteur présente de grands axes de circulation structurant : l'A 26 à 1,7 km à l'Ouest et la RD 966 qui longe le site à l'Est et qui permet l'accès au site. Actuellement, le trafic de la plateforme C'MATER est d'environ 66 000 camions par an (soit 275 camions par jour en moyenne).	Moyen
Risques technologiques	Le site n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ou un risque technologique au voisinage. La RD 966 et la voie ferrée à l'Est du site sont succeptibles de transporter des matières dangereuses ponctuellement.	Faible
Air	La qualité de l'air en région Grand Est est globalement bonne et s'améliore, malgré 2 à 6 jours de pollutions en 2023 (particules fines et ozone). Les émissions polluantes dans le secteur du projet sont nombreuses (notamment infrastructures routières et agglomération reimoise). Une campagne de retombées de poussières, réalisée en été 2025, conclue en une faible concentration de poussières autour du site (concentration inférieure à 30 g/m²/mois).	Moyen
Odeurs	Le site et les matériaux réceptionnés ne sont pas responsable d'émissions d'odeur particulière.	Faible
Bruit	Les sources de nuisances acoustiques sont nombreuses dans les environs et sur la commune (infrastructures routières). Le site est implanté en contexte rural. Il respecte la réglementation acoustique au niveau des habitations les plus proches.	Moyen
Vibrations	Des vibrations peuvent provenir de la circulation des véhicules sur les routes du secteur ou des trains de la voie ferrée voisine qui constituent un bruit de fond. Les activités du secteur n'induisent pas de vibrations dans les environs du projet.	Faible
Émissions lumineuses	Le périmètre d'étude se trouve au sein d'une zone rurale. Les sources lumineuses nocturnes sont liées aux activités de la plateforme et à la circulation des véhicules lors des périodes nocturne et/ou hivernale.	Faible
Déchets	L'exploitation actuelle de la plateforme produit des déchets qui sont, soit directement liés à l'exploitation, soit liés aux activités annexes (personnel, engins, etc.). Les DIB (déchets industriels banals), comprenant les ordures ménagères, les papiers et cartons, etc. Ces déchets sont dirigés vers des filières de valorisation et d'élimination.	Faible

Domaine étudié	État initial	Sensibilité/Enjeux
Biens matériels et réseaux	Il n'y a pas d'habitation à proximité du site. Les biens matériels les plus proches sont la RD 966 et le canal de l'Aisne à la Marne. Un réseau télécom ORANGE est présent sous la RD 966, immédiatement à l'Est du site et un réseau télécom SFR de l'autre côté du canal à l'Ouest du site.	Faible
Servitudes	Le projet est situé à proximité immédiate de plusieurs des SUP figurant dans le PLU de Courcy: • servitude PT2 - Télécommunications _ Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection des centres de réception contre les obstacles, des centres d'émissions et de réception exploités par l'état ; • servitude T7 - Relation aérienne - Servitudes aéronotiques (zones de dégagement) ; • servitude T1 : Passage d'une voie ferrée immédiatement à l'Ouest.	Moyen

E.7 -ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

L'élaboration du « scénario de référence » donne un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet.

Au droit de la plateforme, en l'absence de réalisation du présent projet, l'exploitation du site par la société C'MATER se poursuivrait avec une adaptation réduite des activités pratiquées.

F -DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES
ET MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES

*« **5°** Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :*
a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;
b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;
c) De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;
d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;
e) Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :
- ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;
f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;
g) Des technologies et des substances utilisées.
La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet; »

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

*« **8°** Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :*
- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.
La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5 »

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

*« **9°** Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées »*

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

F.1 - INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

F.1.1 - CONTEXTE PHYSIQUE

F.1.1.1 - QUALITÉ DES SOLS

Effets potentiels

Les terrains du projet sont exploités pour des activités industrielles depuis plusieurs années. Le sol est aujourd'hui revêtu ou stabilsé sur la plateforme de la société C'MATER. Le projet prévoit l'aménagement de plateformes étanches pour le tri-transit de matériaux suivants (métaux, Bois A, Bois B, Bois C, Plâtre, HAP, Déchets verts, Pneus), Cet aménagement sera complété par la création de bassins pour la gestion et le traitement des eaux.

L'effet potentiel du projet sur la qualité des sols est faible, direct, permanent, à moyen et long terme.

Mesures

- Mesures d'évitement

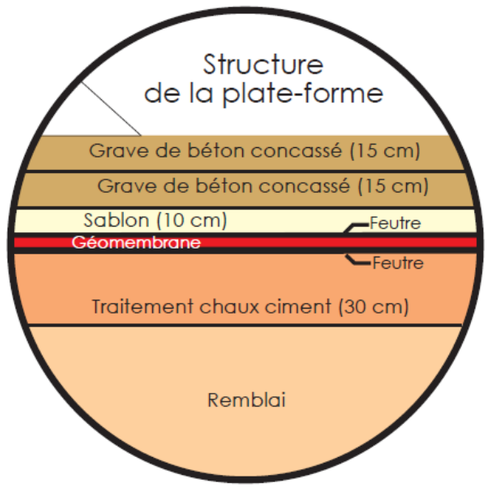
Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

- Mesures de réduction

L'aménagement et l'étanchéité de nouvelles zones de stockage permettront d'éviter toute percolation des eaux chargées dans le sol et tout phénomène de lixiviations des sols sous-jacents. D'autant plus qu'un traitement des eaux est prévu avant infiltration. L'imperméabilisation des plateformes sera réalisé à l'aide d'une géomembrane selon une structure similaire au schéma suivant.

Les matériaux nécessaires à la réalisation de ces plateformes seront naturels ou inertes. Ils proviendront en très grande majorité des matériaux recyclés réalisés sur le site, limitant ainsi le trafic routier.

En outre, pour la réalisation de ces nouvelles plateformes et des bassins de gestions des eaux pluviales/incendie, il est estimé un volume de déblaiq d'environ 80 000 m³. Les terrassements seront principalement des matériaux crayeux qui pourront être commercialisés.



DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSET,LECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

**Les plans VRD pour l'aménagement des nouvelles plateformes et des bassins de gestion des eaux pluviales/incendie ont été réalisés par la société CTP.
Ces plans et coupes sont fournis en annexe.**

- Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

- Mesures de suivi

Aucune mesure de suivi n'est prévue.

L'effet résiduel du projet sur la qualité des sols est négligeable, direct, permanent, à moyen et long terme.

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSET,LECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

F.1.1.2 - EAUX SOUTERRAINES

Pour mémoire, la nappe de la craie est présente à quelques mètres sous les terrains du projet.

Aspect quantitatif

➨ **Effets potentiels**

Le projet se trouve sur une plateforme déjà revêtue ou stabilisée. Compte tenu de l'emprise relativement réduite du projet à l'échelle de la nappe du secteur, la réalisation de nouvelles plateformes imperméabilsées n'aura pas d'impact sur l'alimentation de la nappe sous-jacente. Pour le fonctionnement du site, il n'est pas prévu de prélèvement supplémentaire dans la nappe de la craie.

L'effet potentiel du projet sur l'aspect quantitatif de la nappe de la craie est négligeable, direct, permanent, à court et long terme.

➨ **Mesures**

■ Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

Mesures de réduction

Infiltration de la totalité des eaux pluviales du site, après un éventuel traitement *(cf. paragraphe F.1.1.3, page 144)*

■ Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

L'effet résiduel du projet sur l'aspect quantitatif de la nappe de la craie est négligeable, direct, permanent, à court et long terme.

■ Mesures de suivi

Le projet prévoit le maintien et le suivi mensuel des volumes prélevés au niveau de chaun des deux forages existants.
Il est prévu la réalisation de quatre piézomètres au niveau de la plateforme afin de déterminer les niveaux exacts de la nappe et le sens d'écoulement au niveau du site. La première année, il est proposé de réaliser un suivi mensuel piézométrique et qualitatif. Ceux-ci permettront de suivre le niveau piézométrique de la nappe de la craie pendant l'exploitation.

La fréquence des contrôles sera trimestrielle lors de la seconde année puis semestriel (en période de hautes eaux et en période de basses eaux) à partir de la troisième année.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSET,LECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

Aspect qualitatif

- **Effets potentiels**

L'exploitation peut avoir un effet sur la qualité de la nappe craie. Les risques vis-à-vis de cette dernière sont principalement liés :

- aux risques de pollution en raison de l'apport de déchets divers ;
- au déversement accidentel de produits polluants, hydrocarbures ou huiles contenus dans les engins, camions ou installations ;
- au risque de pollution aux hydrocarbures lors des opérations de ravitaillement ou d'entretien.

Sur l'aspect qualitatif de la nappe de la craie, l'effet potentiel du projet est moyen, direct, permanent, à court et long termes.

- **Mesures**

■ Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

■ Mesures de réduction

L'ensemble des zones de stockage de produits potentiellement polluants sera imperméabilisé. Les eaux pluviales seront récupérées dans des bassins étanches et subiront un traitement avant rejet dans un bassin d'infiltration. Le dispositif de traitement fonctionnera de façon autonome avec des sondes et avec alarme en cas de défauts.

En cas de déversement accidentel, des dispositifs adaptés permetteront de fixer les liquides polluants (sable, couverture absorbante, etc.). Les matériaux souillés seront récupérés et évacués vers une installation de traitement agréée.

Le stockage des produits dangereux est effectué dans un local spécifique sur bacs de rétention dûment dimensionnés, à l'abri du ruissellement de la pluie. Les entretiens ont lieu dans ce local.

Le ravitaillement des engins est effectué sur une aire étanche.

L'ensemble du site est ceinturé d'un merlon et le portail d'accès est fermé en dehors des heures d'ouverture pour éviter tout risque de dépôt sauvage. Ce merlon pourra être conservé après réaménagement.

Sur l'aspect qualitatif de la nappe de la craie, l'effet résiduel du projet est faible, direct, permanent, à court et long termes.

■ Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

■ Mesures de suivi

Le suivi qualitatif de la nappe de la Craie est préconisé. La première année, il est proposé de réaliser un suivi mensuel piézométrique et qualitatif. Ces mesures permettront de définir localement le sens d'écoulement de la nappe de la Craie et de suivre l'évolution de la piézométrie ainsi que des éventuels impacts de l'activité.

Compte tenu des activités pratiquées sur le site, il est proposé le suivi des éléments suivants :

- pH ;
- Température ;
- Matières en Suspension ;
- DCO ;
- DBO5 ;
- Hydrocarbures totaux ;
- Indice phénol ;
- Eléments Traces Métalliques (ETM) : As, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al ;
- Métaux totaux ;
- Sulfates ;
- Nitrates et nitrites ;
- Cyanures ;
- AOX ;
- HAP ;
- BTEX ;
- COHV ;
- PCB.

En cas de constatation d'absence d'impact lors des mesures effectuées au cours de la première année, la fréquence des contrôles sera trimestrielle lors de la seconde année.

Le suivi piézométrique et qualitatif de la nappe deviendra semestriel (en période de hautes eaux et en période de basses eaux) à partir de la troisième année, en cas d'absence d'impact lors des contrôles réalisés au cours des deux années précédentes.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

F.1.1.3 - EAUX SUPERFICIELLES

Aspect quantitatif

➨ **Effets potentiels**

Le site est ceinturé de merlons, notamment le long du canal.

La gestion des eaux pluviales du site s'est attachée à recueillir l'ensemble des eaux et de les traiter avant infiltration. D'un point de vue qualitatif, le projet n'a donc pas d'effet particulier.

L'effet potentiel du projet sur l'aspect quantitatif des eaux superficielles est négligeable, direct, permanent, à court et long termes.

➨ **Mesures**

■ Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

■ Mesures de réduction

Le personnel utilise l'eau potable fourni en bonbonne ou en bouteille. Les eaux usées seront gérées dans un dispositif d'assainissement non collectif à réaliser dnas le cadre de la mise en place des nouveaux bâtiments.

Les eaux pluviales seront gérées par infiltration, si besoin après traitement (cf. ci-contre)

L'effet résiduel du projet sur l'aspect quantitatif des eaux superficielles est négligeable, direct, permanent, à court et long termes.

■ Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

DIMENSIONNEMENT POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

■ BV Locaux sociaux

Conformément aux orientations du Plan Pluie du Grand Reims (article 4), la gestion des eaux pluviales doit se faire en priorité par infiltration à la source. Les eaux pluviales du bâtiment et des espaces verts attenant seront infiltrées dans la structure réservoir sous la voirie et les places de stationnement du bâtiment.

■ BV Amont

Les eaux pluviales de ce bassin versant agricole s'infiltreront sur place et dans un fossé qui sera creusé tout au long du merlon périphérique, soit une un linéaire de 700 m, pour un volume de 700 m³. Cela permettra l'infiltration des petites pluies à fortes jusqu'à une occurence 30 ans sans rejet ni débordement.

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSET,LECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

■ BV Sud

Les eaux pluviales de ruissellement seront dirigées par gravité vers une noue périphérique d'un linéaire d'environ 300 m pour une surface d'infiltration de 300 m² pour un volume de 220 m³. Cela permettra l'infiltration des petites pluies à fortes jusqu'à une occurence 30 ans sans rejet ni débordement.

■ BV Plateformes

Sur ce bassin versant, il y a 4 plateformes imperméables avec des activités qui nécessitent un traitement des eaux pluviales. Pour ces plateformes, deux bassins étanches recueilleront les eaux pour traitement :

- une premier bassin pour la plateforme métaux et Bois B /platres /Bois C et pneus : 400 m³ pour les eaux pluviales ;
- plateforme bois A et déchets verts : 400 m³ pour les eaux pluviales .

Ces bassins étanches se rejetteront après traitement et un rejet estimé à 20 l/s, dans un bassin d'infiltration qui servira pour l'ensemble du bassin versant. Ce bassin aura une emprise d'infiltration d'environ 400 m² pour un volume de 400 m³. Cela permettra l'infiltration des petites pluies à fortes jusqu'à une occurence 30 ans sans rejet ni débordement. Le système de traitement sera composé d'un ensemble de décanteur et de filtre (sable et ou charbon).

■ BV Centre

Les eaux pluviales de ruissellement de la zone intégralement stabilisée seront dirigées par gravité vers un décanteur, qui surversera ensuite dans un bassin d'infiltration d'environ 600 m² pour un volume de 2 000 m³. Cela permettra l'infiltration des petites pluies à fortes jusqu'à une occurence 30 ans sans rejet ni débordement.

■ BV Nord (déchetterie professionnelle)

Les eaux pluviales de ruissellement de l'espace déchetterie professionnelle seront gérées en distinguant les flux :

- les eaux de toitures (auvent et ligne de tri) et les espaces verts, dont les eaux seront rejetées directement dans un bassin d'infiltration (eaux non polluées) ;
- les surfaces imperméabilisées qui accueillent des déchets, dont les eaux seront d'abord dirigées par gravité vers un bassin étanche de 620 m³ puis transférées via une installation de traitement après un rejet estimé à 20 l/s, vers le bassin d'infiltration (eau potentiellement chargées). Le système de traitement sera composé d'un ensemble de décanteur et de filtre (sable et ou charbon).

Les eaux pluviales seront infiltrées dans le bassin d'infiltration d'environ 200 m² pour un volume de 225 m³.

Cela permettra l'infiltration des petites pluies à fortes jusqu'à une occurence 30 ans sans rejet ni débordement.

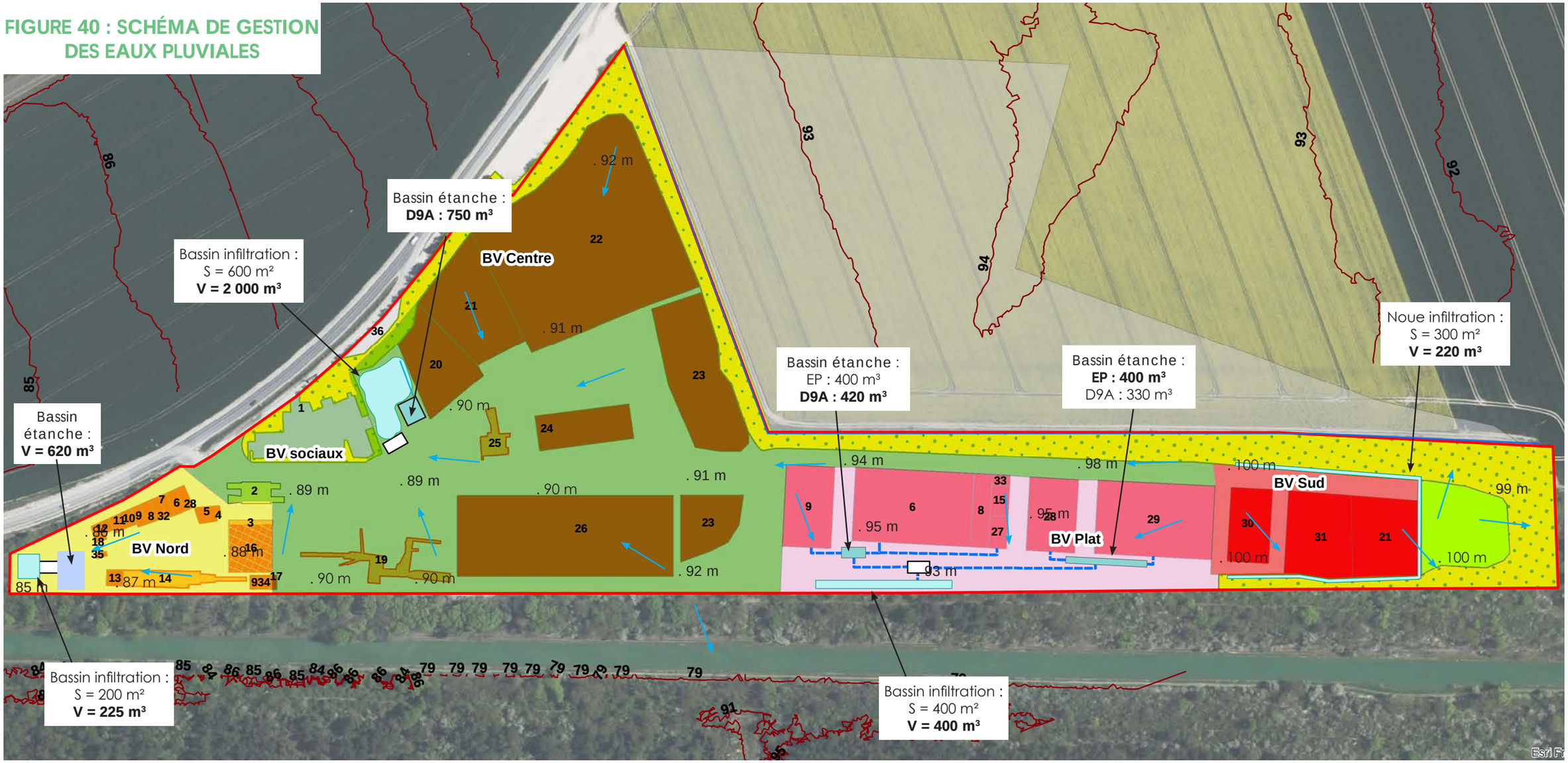
	Pluie de retour 30 ans							
	Surface (m²)	Surface active (m²)	Volume à tamponner (m³)	Surface d'infiltration (m²)	Rejet (l/s)	Débit de fuite (l/s)	Volume de stockage (m³)	Temps de vidange (h)
BV amont	62000	20267	**689.1**	700	0.0	37.80	700	**5.1**
BV Sud	8700	5898	**194.9**	300	0.0	16.20	220	**3.3**
BV plateformes	19400	16002	**568.5**	400	0.0	21.60	570	**7.3**
BV centre	62900	46698	**1867.9**	600	0.0	32.40	2000	**16.0**
BV Nord	8800	7078	**212.3**	200	0.0	20.00	225	**2.9**

En cas de pluie d'occurrence supérieure, les eaux déborderont à proximité des bassins et s'étaleront sur la plateforme avant d'être infiltrées progressivement.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DES CES MESURES

FIGURE 40 : SCHÉMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES



- Périmètre de la demande
- Courbes IGN 2022 Lidar
- Bassin infiltration
- Bassin étanche
- Unité de traitement
- Fossé gestion EP
- Ruissellement
- . 91 m Cotes (en m NGF)
- BV Centre
- BV Nord
- BV Plateforme
- BV Sud
- BV amont : 6,2 ha
- Zone de compensation
- Couverture
- Espace vert
- Locaux
- Ponts bascules
- Traitement
- Stocks et transit

Les plans VRD pour l'aménagement des nouvelles plateformes et des bassins de gestion des eaux pluviales/incendie ont été réalisés par la société CTP.
Ces plans et coupes sont fournis en annexe.

0 50 100 Mètres

JUSTIFICATION DE L'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES

Il n'y a pas d'effluent autres que les eaux pluviales sur le site.

Les eaux pluviales du site sont susceptibles d'être polluées (aires de stockage, voies de circulation, etc.). Pour la gestion de ces eaux pluviales, et conformément à l'arrêté ministériel de 1990, le projet prévoit :

- la collecte de ces eaux dans des bassins de confinement pour décantation avant infiltration ;
- si besoin, un traitement approprié (cf. ci-après)
- le contrôle régulier des bassins pour infiltration ;
- la démonstration de l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration de ces eaux (eau souterraine présente au minimum à plus de 1 m sous la cote d'infiltration des bassins, mesure de la perméabilité in situ).

Les eaux pluviales de voiries et provenant des stocks de matériaux inertes, soit BV Sud et BV centre, sont infiltrables après une simple décantation.

Concernant les autres types d'eaux pluviales (eaux susceptibles d'être polluées provenant des plateformes de stockage de matériaux non dangereux et de la déchetterie professionnelle), du BV Nord et du BV plateformes. Ces eaux seront collectées dans des bassins étanches avant d'être traitées par des dispositifs adaptés, pour être ensuite rejetées dans un second bassin d'infiltration.

L'infiltration de ces eaux est la seule solution technico-économique viable, en effet :

- le rejet dans un cours d'eau n'est pas réalisable. Le cours d'eau le plus proche est situé à environ 2,5 km au Sud-ouest du site. Il s'agit du rejet des eaux vanne du canal. A noter que le rejet dans le canal n'est pas réalisable réglementairement ;
- l'évacuation des eaux en tant que déchet n'est ni économiquement ni techniquement viable compte tenu des volumes à transporter. En cas de pluie centennale, il est estimé un volume à évacuer de 460 m³ au niveau de la déchetterie et de 521 m³ pour les plateformes au centre, soit 82 camions hydrocureurs de 12 m³ de contenance ;
- de même l'épandage ne peut être envisagé compte tenu de la quantité d'eau à épandre.

Aspect qualitatif

- **Effets potentiels**

Pendant l'exploitation, en l'absence de mesure et de contrôle, les risques théoriques de pollution des eaux proviennent de l'apport de déchets, des opérations d'entretien, de réparation et de ravitaillement des engins ainsi que des eaux usées des bâtiments.

Les eaux pluviales de ruissellement peuvent entraîner par lessivage, les polluants déposés au sol. Ces polluants peuvent être des poussières particulaires ou des traces d'hydrocarbures laissées au sol par les véhicules circulant sur le site ou par les déchets stockés sur le site.

L'effet potentiel du projet est moyen, direct temporaire à court terme et à long terme.

- **Mesures**

■ Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

■ Mesures de réduction

L'ensemble des zones de stockage de produits potentiellement polluants sera imperméabilisé (métaux, Bois A, Bois B, Bois C, Plâtre, HAP, Déchets verts, Pneus). Ces eaux pluviales sont collectées dans bassins imperméabilisés de capacité suffisante.Le système de traitement sera composé d'un ensemble de décanteur et de filtre (sable et ou charbon). Les eaux ainsi traitées rejoignent ensuite le bassin d'infiltration des eaux pluviales.

En cas de déversement accidentel, un dispositif adapté permet de fixer les liquides polluants (sable, couverture absorbante,...). Les matériaux souillés sont récupérés et évacués vers une installation de traitement agréée.

Les eaux usées du bâtiment (sanitaires principalement) sont gérées de façon autonome.

L'effet résiduel du projet est faible, direct temporaire à court terme et à long terme.

■ Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

■ Mesures de suivi

L'exploitant procède à un contrôle sur les paramètres suivants au niveau du rejet de la déchetterie professionnelle et après traitement des nouvelles plateformes imperméabilisées :

- pH ;
- Température ;
- Matières en Suspension ;
- DCO ;
- DBO5 ;
- Hydrocarbures totaux ;
- Indice phénol ;
- Eléments Traces Métalliques (ETM) : As, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al ;
- Métaux totaux ;
- Sulfates ;
- Nitrates et nitrites ;
- Cyanures ;
- AOX ;
- HAP ;
- BTEX ;
- COHV ;
- PCB.

A noter que les valeurs limites de rejet imposées par les arrêtés du 2 février 1998, du 6 juin 2018 et du 26 mars 2012 sont retenues.

Il est proposé de réaliser un suivi des eaux superficielles selon une fréquence identique à celle des eaux souterraines :

1. suivi mensuel la première année ;
2. suivi trimestriel la deuxième année ;
3. suivi semestriel au delà, en cas d'absence d'impact lors des contrôles réalisés au cours des deux années précédentes.

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSETLECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

F.1.1.4 - CLIMAT

Effets potentiels

Le site étant déjà existant, il n'est pas prévu de modification microclimatique particulière. Dans le cadre du projet, les effets sur le climat local et sur l'émission de gaz à effet de serre seront donc uniquement liés à la production de gaz à effet de serre pour les transports des matériaux (engins et camions) et la consommation énergétique des installations.

Ces effets seront réduits compte tenu de la surface relativement faible du projet et du nombre d'engins limité nécessaire aux travaux de réalisation. .

Pour le climat , l'effet potentiel du projet est faible, direct temporaire, à court et à long terme.
Pour la production de gaz à effet de serre, l'effet pendant l'exploitation est faible, direct, temporaire à court et à long terme.

Mesures

- Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue.

- Mesures de réduction

Afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre, les mesures suivantes sont mises en oeuvre :

- Conformité réglementaire des installations et engins utilisés, et entretien régulier ;
- Limitation de la vitesse sur le site.

Pour le climat , l'effet résiduel pendant l'exploitation est faible, direct temporaire , à court et à long terme.
Pour la production de gaz à effet de serre, l'effet pendant l'exploitation est faible, direct, temporaire à court et à long terme.

- Mesures compensatoires

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

- Mesures de suivi

La consommation des engins et de l'installation continuera d'être suivie.

Vulnérabilité au changement climatique

Il est important d'anticiper a minima les évolutions prévisibles du contexte climatique (sécheresses accentuées, récurrence des épisodes climatiques violents, augmentation des précipitations, etc.).

F.1.2 - CONTEXTE NATUREL

Effets potentiels

Les effets du projet de la société C'MATER sont classiquement les suivants, en phase chantier ainsi qu'au cours de l'exploitation :

- Destruction ou dégradation physique des habitats naturels ou habitats d'espèces : Cet effet résulte de l'emprise sur les habitats naturels, zones de reproduction, territoires de chasse, etc. ;
- Destruction des individus : Il s'agit d'un effet par collision d'individus de faune avec des véhicules par exemple. Cet effet résulte également de l'entretien et du piétinement des milieux associés au projet ;
- Perturbation : Il s'agit d'un effet par dérangement de la faune (perturbations sonores ou visuelles) du fait de l'utilisation du site ou de l'infrastructure ;
- Dégradation des fonctionnalités écologiques : Cet effet concerne la rupture des corridors écologiques et la fragmentation des habitats ;
- Altération biochimique des milieux : Il s'agit notamment des risques d'effets par pollution des milieux. Il peut s'agir de pollutions accidentelles par polluants chimiques (huiles, produits d'entretien...) ou par apports de matières en suspension (particules fines).

L'impact principal potentiel concerne l'entrée de la plateforme avec la disparition du boisement existant pour la création de bâtiments et la réorganisation de l'accueil.

Le site étant en exploitation depuis plusieurs années, ces impacts sont cependant relativement limités.

L'effet potentiel du projet sur les milieux naturels est moyen, direct, temporaire, à court terme et à long terme.

Mesures

- Mesures d'évitement

Compte tenu de l'objectif principal de réorganisation du fonctionnement de la plateforme (amélioration et sécurisation des flux), création d'un bâtiment d'accueil, bureaux et base vie et de l'accès au site, il n'a pas pu être réalisé d'évitement, notamment au niveau du talus arboré.

- Mesures de réduction

La première mesure de réduction d'impact réside dans le principe de plantation d'espèces locales arborées et arbustives en soustrate sur le merlon nouvellement végétalisé et en pente douce devant les nouveaux bureaux. Cela permttra de restituer au plus vite un milieux de lisières à l'entrée du site grâce à la strate arbustive qui se développera graduellement.

Sur les merlons existant en périphérie du site, au droit des stations d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) comme la renouée du Japon, il est proposé de réaliser une purge du merlon sur environ 2 m de profondeur avec un tri des rhizomes et leur évacuation en site agréé. Les terres impropres seront remplacées afin de permettre la plantation d'arbres et d'arbustes à la place, sur le versant extérieur du merlon. Compte tenu de la forte pente, il pourra être nécessaire de réaliser des fascines afin de retenir la terre au droit des sujets plantés, notamment des hautes tiges.

Sur le versant intérieur, un semis hydraulique d'un mélange herbacé type prairie mésophile sera assuré afin de réduire les risques d'érosion. Il est préconisé ensuite une gestion extensive afin de permettre l'implantation et la conservation d'espèces ligneuses spontanées.

En outre, les bassins d'infiltration permettront de laisser la possibilité à une végétation spécifique de milieu humide de se développer aux abords ou dans ces bassins.

Le site étant déjà intégralement en exploitation, les mesures en faveur de l'écologie concernent également les domaines de l'eau, l'acoustique, les poussières et l'éclairage. Il convient de se reporter à chacun des domaines correspondant pour l'évaluation des effets potentiels et résiduels :

- Eaux superficielles (*cf. paragraphe F.1.1.3, page 24)* ;
- Air, poussières et odeurs (*cf. paragraphes F.1.4.7, page 24 à F.1.4.9, page 24*) ;
- Bruits (*cf. paragraphe F.1.4.5, page 24*) ;
- Émissions lumineuses (*cf. paragraphe F.1.4.10, page 24*).

- Mesures compensatoires

Le projet prévoit la réalisation d'un boisement en compensation de la supression du boisement existant à l'entrée du site. Une zone de 2 100 m², localisée au Sud du site, sera plantée d'arbres d'essences locales.

L'effet potentiel du projet sur les milieux naturels est faible, direct, temporaire, à court terme et à long terme.

- Mesures de suivi

Il n'est pas prévu de mesures de suivi.

F.1.3 - INCIDENCE NATURA 2000

Aucune zone Natura 2000 (Directive Oiseaux et Directive Habitat-Faune-Flore) n'est recensée dans un rayon de 5 km autour du site. Le plus proche étant la ZSC n° FR2100274 « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims », à environ 5,8 km à l'Ouest.

Les sites Natura 2000 les plus proches sont relativement éloignés et n'ont pas de lien fonctionnel direct avec le site.

Le projet n'aura pas d'effet sur les espèces ou les habitats à l'origine de la désignation des sites Natura 2000 les plus proches.

F.1.4 - CONTEXTE HUMAIN ET CADRE DE VIE

F.1.4.1 - PAYSAGE

Le périmètre de la demande s'inscrit dans les vastes paysages agricoles de la Champagne crayeuse, à l'Est de la cuesta d'Ile-de-France, au Nord de Reims.

À l'échelle rapprochée, les sensibilités vont être principalement liées au cadre de vie avec :

- la proximité des habitations situées à environ 250 m et des éventuelles perceptions statiques ;
- la proximité de la RD 966 qui dessert le site ;
- la proximité de l'itinéraire de randonnées et la proximité du canal.

Les enjeux et les sensibilités visuelles sont en lien étroit avec la présence des boisements du canal et la préservation et la gestion à venir du merlon végétalisé qui ceinture le site, notamment sur la frange Est, vis-à-vis de la RD 966 et des habitations.

F.1.4.1.1-Effets potentiels

F.1.4.1.1.1-Transformation du paysage

Pendant l'exploitation, la transformation du paysage constitue un effet potentiel direct, temporaire, à court et moyen terme considéré comme moyen, compte tenu de la disparition de la typologie boisée du talus actuel au droit de l'entrée mais aussi de l'objectif de requalification de cet espace industriel sur un site déjà existant.

Après exploitation, les effets potentiels sur la transformation du paysage sont considérés comme faibles, compte tenu du maintien des éléments paysagers du projet d'aménagement en phase de post exploitation (merlons végétalisés et plantations).

F.1.4.1.1.2-Perceptions visuelles statiques

La suppression du talus végétalisé pour la création des bâtiments représente l'effet négatif majeur en terme de perception visuelle puisque des vues vont s'ouvrir sur l'intérieur du site, jusqu'alors enclavé derrière le merlon arboré.

Pendant l'exploitation, les sensibilités visuelles statiques majeures correspondent essentiellement aux habitations les plus proches, au Nord-Est du site. Les vues potentielles depuis Courcy, Brimont ou Reims sont considérées comme nulles à faibles. Il en est de même pour les covisibilités depuis le site classé de Saint Thierry ou depuis le haut de la cathédrale de Reims.
Les perceptions visuelles statiques sont donc considérées comme des effets potentiels négatifs, directs, temporaires à court et moyen terme, moyens à faibles, voire nuls pendant la phase d'exploitation.

Après l'exploitation, les effets potentiels seront relativement similaires pour les habitions les plus proches compte tenu de l'ouverture du secteur Nord et même potentiellement plus forts en cas de démantèlement des bâtiments.
Après l'exploitation, les perceptions visuelles statiques sont considérées comme des effets potentiels négatifs, directs, faibles à nuls, permanents à long terme.

F.1.4.1.1.3-Perceptions visuelles dynamiques

Pendant l'exploitation, des vues directes seront possibles depuis la RD 966 au droit de l'entrée du site. Depuis la voie ferrée, le GR et les autres routes et chemins situés de l'autre côté du canal et le long du site, les perceptions potentielles sont considérées comme nulles à faibles.
Les perceptions visuelles dynamiques sur le projet sont donc considérées comme des effets potentiels négatifs directs, temporaires à court et moyen terme, moyens à faibles, voire nuls.

Après exploitation, à l'instar des perceptions visuelles statiques, la nature des perceptions visuelles sera similaire à celle pendant l'exploitation essentiellement pour la RD 966 aux abords de l'entrée. Ces effets potentiels seront même légèrement accentués compte tenu du démantèlement des bâtiments, ouvrant ainsi une fenêtre visuelle plus grande.
Après l'exploitation, les perceptions visuelles dynamiques sont considérées comme des effets potentiels négatifs, directs,moyens à faibles voire nuls, permanents à long terme.

F.1.4.1.2- Mesures

F.1.4.1.2.1-Mesures d'évitement

Compte tenu de l'objectif principal de réorganisation du fonctionnement de la plateforme (amélioration et sécurisation des flux), création d'un bâtiment d'accueil, bureaux et base vie et de l'accès au site, il n'a pas pu être réalisé d'évitement, notamment du talus arboré.

F.1.4.1.2.2-Mesures de réduction

Pendant l'exploitation, les principales mesures de réduction résident essentiellement dans les caractéristiques architecturales et paysagères du projet d'aménagement de l'entrée (architecture sobre et colorimétrie neutre, plantations denses, recréation de merlon planté,...). Des mesures de plantation d'enrichissement et de reconstitution de strate arbustives après lutte contre les EVEE ainsi qu'une limitation de la hauteur des stocks (8 m) viennent compléter ces mesures sur la plateforme et sur le reste du merlon végétalisé.

Après exploitation, les principales mesures de réduction post exploitation concernent essentiellement les principes de préservation des espaces plantés dans le cadre du projet d'aménagement.

F.1.4.1.2.3-Mesure de compensation

Il n'y a pas de mesures de compensations prévues dans le cadre du présent projet dans le domaine du paysage.

F.1.4.1.2.4-Mesures d'accompagnement

Il n'est pas prévu de mesure d'accompagnement spécifique au paysage dans le cadre de ce projet.

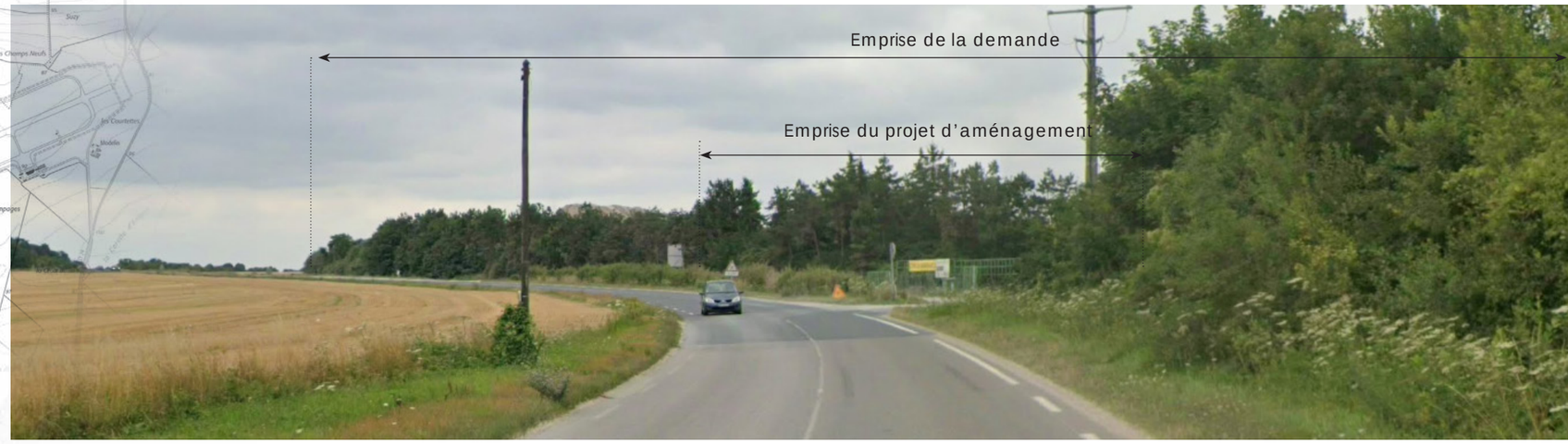
F.1.4.1.3-Effets résiduels

Pendant l'exploitation, les effets résiduels sur la transformation du paysage sont considérés comme négatifs, directs, faibles, temporaires, à court et moyen terme.

Pendant l'exploitation, les effets résiduels sur les perceptions visuelles sont considérés comme négatifs, directs et indirects, faibles à nuls, temporaires, à court et moyen terme.

Après exploitation et démantèlement, les effets résiduels sur la transformation du paysage ainsi que les perceptions visuelles sont considérés comme faibles à nuls, notamment compte tenu de la création et préservation des nouveaux motifs paysagers (talus arboré, plantations au droit des stationnements, bassin de gestion des eaux végétalisé, ...).





1. Depuis la RD966, l'entrée du site reste assez discrète grâce à la végétation du talus. Seul se distingue le haut du stock actuel.



2. Depuis le chemin agricole du Mont Piollin, la cathédrale de Reims se distingue à l'horizon mais le site reste imperceptible, derrière les boisements du canal. Aucune covisibilité n'est donc identifiée.



3. Depuis la RD966, le bâtiment de tri fait office de «signal» commercial avec ses tons clairs sur fond boisé. Seuls les sommets de stocks en place émergent du talus végétalisé.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2



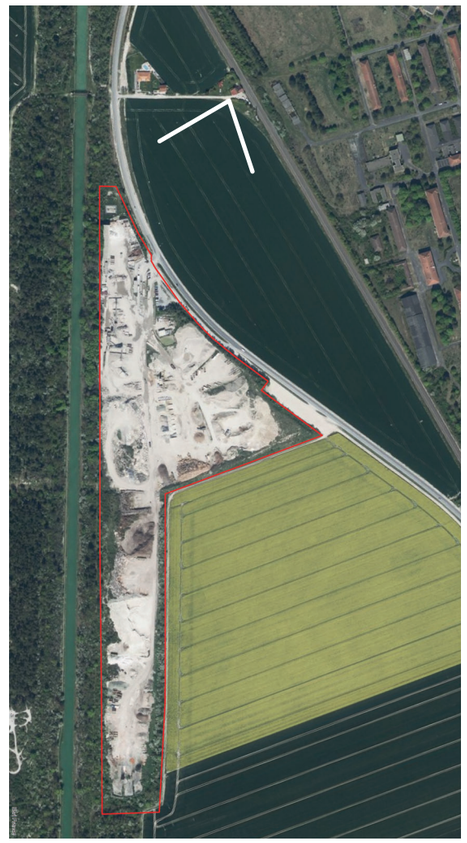
Photo de l'état actuel (Octobre 2025)



Simulation 3D du site (à terme).

FIGURE 41 : VUE DEPUIS LES HABITATIONS LES PLUS PROCHES - PHOTOMONTAGE

Localisation de la prise de vue



F.1.4.2 - PATRIMOINE CULTUREL, HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

a. Patrimoine culturel et historique

■ Effets potentiels pendant l'exploitation et après exploitation

Les monuments ou sites historiques les plus proches ne présentent pas de covisibilité significative avec le site déjà existant, compte tenu de la présence de merlons tout autour de la plateforme et de leur éloignement. Toutefois, les effets potentiels pourraient être identifiables en cas d'intervention sur le merlon boisé au Sud du périmètre et ce, malgré l'éloignement.

L'effet potentiel du projet sur le patrimoine culturel et historique est faible à nul, direct, temporaire, à court et long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Aucune mesure particulière n'est prévue.

Mesures de réduction

Aucune mesure autre que les mesures paysagères décrites précédemment.

Mesures de compensation

Aucune mesure n'est prévue.

L'effet résiduel sur le patrimoine historique est faible à nul, direct, temporaire, à court et long terme.

b. Patrimoine archéologique

■ Effets potentiels

Les projets d'aménagement peuvent engendrer la disparition de vestiges archéologiques sur des terrains non encore remaniés. Cependant compte tenu des aménagements successifs des terrains du projet, ceux-ci ne présentent plus de sensibilité archéologique.

L'effet potentiel de l'exploitation sur le patrimoine archéologique est négligeable, direct, temporaire à court et long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Aucune mesure particulière n'est prévue.

Mesures de réduction

En matière d'archéologie, les mesures de réduction d'impacts sont fixées par la réglementation. Le projet entre dans le champ d'application de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée, relative à l'archéologie préventive et du décret d'application 2004-490 de juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Le service régional d'archéologie sera consulté lors de l'instruction de la présente étude d'imapct et statuera sur la nécessité ou non de prescription d'archéologie préventive dans le cadre de ce projet.

Mesures de compensation

Aucune mesure n'est prévue.

L'effet résiduel de l'exploitation sur le patrimoine archéologique est négligeable, direct, temporaire à court et long terme.

F.1.4.3 - ACTIVITÉS HUMAINES

F.1.4.3.1- Agriculture

■ Effets potentiels

Les terrains du projet n'étant le siège d'aucune activité agricole, le projet n'aura pas d'impact direct sur l'agriculture. En revanche, comme c'est déjà le cas actellement avec la plateforme en activité, celle-ci peut avoir un effet indirect sur les cultures, notamment dans le cas de retombées de poussières sur les terrains voisins.

L'effet potentiel sur l'agriculture est faible, indirect, permanent, à court et long terme.

■ Mesures d'évitement, de réduction ou compensatoires

Les mesures prises pour limiter les poussières sont présentées *au paragraphe F.1.4.7, page 168.*

L'effet résiduel sur l'agriculture est négligeable, indirect, permanent, à court et long terme.

F.1.4.3.2- Activités industrielles, commerciales et artisanales

■ Effets potentiels

La réalisation du projet permet :

- Le développement des activités de gestion des déchets au droit du site ;
- Le maintien des emplois directs et indirects.

L'effet potentiel sur les activités industrielles, commerciales et artisanales est positif, direct, temporaire, à court et moyen terme.

■ Mesures d'évitement, de réduction ou compensatoires

Aucune mesure particulière n'est à mettre en place.

L'effet résiduel sur les activités industrielles, commerciales et artisanales est positif, direct, temporaire, à court et à long terme.

F.1.4.3.3- Activités touristiques et de loisirs

■ Effets potentiels

La berge située de l'autre côté du canal est aménagée à destination des promeneurs et recensé en chemin de Grande randonnée n°654. Des perceptions visuelles depuis cette berge de l'Oise sont possibles mais très faibles compte tenu de la présence de merlons tout autour de la plateforme.

L'effet potentiel sur les activités touristiques et de loisirs est faible, temporaire, à court et à long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Aucune mesure n'est prévue.

Mesures de réduction

Aucune mesure n'est prévue.

L'effet résiduel sur les activités touristiques et de loisirs est négligeable, temporaire, à court et à long terme.

Mesures de compensation

Aucune mesure n'est prévue.

F.1.4.3.4- Habitat et établissements sensibles ou recevants du public

Les effets du projet sur l'habitat et les établissements les plus proches résultent de l'atteinte du projet sur les différentes thématiques environnement qui composent le cadre de vie (perceptions visuelles, trafics routiers, nuisances sonores, poussières, odeurs, risques sanitaires, etc.).

Il convient de se reporter à chacun des domaines correspondant pour l'évaluation des effets potentiels et résiduels en direction des habitants et des établissements sensibles ou recevant du public :

- Eaux souterraines (*cf. paragraphe F.1.1.2)* ;
- Eaux superficielles (*cf. paragraphe F.1.1.3)* ;
- Climat et gaz à effet de serre (*cf. paragraphe F.1.1.4*);
- Paysage et perceptions visuelles (*cf. paragraphe F.1.4.1*) ;
- Activités économiques (*cf. paragraphe F.1.4.3*) ;
- Tourisme et Loisirs (*cf. paragraphe F.1.4.3*) ;
- Voies de communication et dessertes (*cf. paragraphe F.1.4.4*) ;
- Air, poussières et odeurs (*cf. paragraphes F.1.4.7 à F.1.4.9*) ;
- Bruits (*cf. paragraphe F.1.4.5*) ;
- Émissions lumineuses (*cf. paragraphe F.1.4.10*) ;
- Biens matériels et réseaux (*cf. paragraphe F.1.4.12*) ;
- Sécurité, salubrité et hygiène publique (*cf. paragraphe F.1.5*) ;
- Évaluation des risques sanitaires (*cf. paragraphe F.2*).

Les mesures prises pour réduire les effets potentiels de l'exploitation sur l'environnement (intégration paysagère, émissions de poussières, de bruit ou de vibration, sécurité sur les voies de circulation, etc.), participeront de façon générale au maintien de la qualité du cadre de vie de la population et de l'habitat.

Ces mesures de protection vis-à-vis des riverains sont développées dans les différents domaines correspondants.

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSET,LECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

F.1.4.4 - DESSERTE ET CIRCULATION

■ Effets potentiels

Dans le cadre de l'exploitation de la plateforme de la société C'MATER,le trafic poids lourds est actuellement en moyenne de 275 camions par jour, pour un maximum de 450 camions par jour. Ce trafic correspond à celui actuellement pratiqué sur la plateforme. L'évolution des activités de la plateforme ne modifiera pas le trafic routier. Vis-à-vis des routes du secteur, la part induite par la plateforme C'MATER peut être estimée comme suit :

Tableau 11 : Part des camions desservant la plateforme sur les routes du secteur

Voie routière	Localisation du comptage	Part des camions C'MATER (trafic tout véhicule)	Part des camions C'MATER (trafic poids-lourd)
RD 966	entre Courcy et Reims	moy 3 % (max 5 %)	moy 46 % (max 75 %)
RD 944	à Couroy-lès-Hermonville	moy 3 % (max 4 %)	moy 25 % (max 40 %)

L'effet potentiel du projet sur les voies routières est faible, temporaire, à court et à long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Aucune mesure n'est prévue.

Mesures de réduction

Vis-à-vis des voies routières du secteur, les voies extérieures seront maintenues en bon état de propreté pour limiter les emports de boues sur les routes voisines. A ce titre, l'entrée du site est revêtue avec la présence d'un lave roue en sortie. Les zones de circulation interne sont maintenues propres et sont balayées, si nécessaire, ainsi que les routes aux abords.

Mesure de compensation

Aucune mesure de compensation n'est prévue dans ce domaine.

L'effet résiduel du projet sur les voies routières est faible, temporaire, à court et à long terme.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

F.1.4.5 - BRUIT

■ Effets potentiels

Compte tenu de l'existence de ce site relativement éloigné des zones habitées des environs, il n'est pas attendu d'incidence notable dans ce domaine. Il est à rappeler que les mesures de bruits réalisées en 2025 ont démontré le respect de la réglementation acoustique avec une absence d'émergence au niveau de l'habitation la plus proche.

L'effet potentiel acoustique du projet est faible, temporaire, à court terme et à long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Aucune mesure particulière n'est prévue.

Mesures de réduction

Sur le site, les mesures acoustiques classiques continueront d'être réalisées :

- l'usage de tout appareil de communication par voies acoustiques (sirènes, avertisseurs...) est limité. Leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou à la sécurité des personnes ;
- il sera interdit de laisser tourner les moteurs à l'arrêt. Les engins sont d'ailleurs équipés de start et stop ;
- les engins répondront aux normes en vigueur en matière d'insonorisation et seront régulièrement entretenus.

L'effet résiduel acoustique du projet est faible, temporaire, à court terme et à long terme.

Mesure de compensation

Aucune mesure de compensation n'est prévue dans ce domaine.

Mesure de suivi

Des contrôles acoustiques seront effectués régulièrement, afin de contrôler les niveaux acoustiques et les émergences au niveau des limites de site et des habitations les plus proches. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. La première campagne de mesure sera effectuée lors de la première année après obtention de la nouvelle autorisation environnementale.

F.1.4.6 - VIBRATIONS

■ Effets potentiels

Les installations de traitement sont susceptibles de produire des vibrations.

L'effet potentiel est faible.

■ Mesures d'évitement, de réduction ou compensatoires

Les installations sont munies d'équipements avec des structures métalliques indépendantes, afin de limiter la transmission des vibrations dans le process et aux abords de l'installation.

L'effet résiduel est négligeable.

F.1.4.7 - ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES ET EMPORT DE BOUES

■ Effets potentiels

Les émissions de poussières peuvent être engendrées par l'envol d'éléments fins soulevés par les engins, les opérations de traitement et les stockages, principalement par temps secs et venteux. À noter que les matériaux stockés sont peu dispersibles. Leur manutention pourra générer des poussières de façon très localisée au niveau des zones de chargement ou déchargement, mais leur dispersion dans l'air restera limitée.

L'emport de boues par les camions sur des voies de circulation externes existe pendant les périodes pluvieuses.

Les effets potentiels de génération de poussières et d'emport de boue sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

Il n'est pas prévu de mesure d'évitement.

Mesures de réduction

Pour limiter l'envol des poussières et l'emport de boue, l'entrée du site est revêtue avec la présence d'un lave roue en sortie. Les zones de circulation interne sont maintenues propres et sont balayées, si nécessaire, ainsi que les routes aux abords.
Les voies de circulation et les stocks font l'objet d'un arrosage par temps sec. L'installation de concassage est muni de système d'arrosage et d'équipement pour permettre d'accompagner la chute des matériaux et limiter l'envol des poussières en sortie de tapis.
Le transport des matériaux fins est réalisé dans des camions capotés ou bachés de manière à réduire la remise en suspension des particules durant le transport.

Mesures de suivi

Une surveillance de la qualité de l'air sera mise en place avec la mesure des retombées de poussières. Ce suivi sera réalisé par la méthode des jauges. Trois points seront à prévoir dont un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »).

La fréquence des mesures de retombées de poussières sera trimestrielle et un bilan annuel des résultats de mesures de retombées de poussières sera adressé à l'inspection des installations classées.

Les effets résiduels de génération de poussières et d'emport de boue sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

F.1.4.8 - ÉMISSIONS GAZEUSES - ODEURS

■ Effets potentiels

Les engins travaillant sur le site (qui représentent un trafic faible) et les camions de transport des matériaux produisent des rejets diffus de gaz.

Les effets potentiels d'émissions gazeuses sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

■ Mesures

Mesures d'évitement

La principale mesure concerne l'entretien des engins d'exploitation permettant de minimiser les émissions et de respecter les normes en vigueur. Aucun brûlage à l'air libre ne sera réalisé sur le site.

Mesures de réduction

La société C'MATER optimise le transport des matériaux en réalisant du double fret au maximum et renouvelle progressivement sa flotte de poids lourd, ce qui permetde réduire la consommation en énergie.

Mesures de suivi

Il n'est pas prévu de mesure de suivi.

Les effets potentiels d'émissions gazeuses sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

F.1.4.9 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

■ Effets potentiels

Les émissions lumineuses proviennent essentiellement des éclairages puissants et mal implantés qui peuvent occasionner une gêne pour l'habitat immédiat et les utilisateurs des voies de circulation proches. Ces émissions sont dues :

- Aux éclairages à postes fixes localisés à l'entrée ;
- Aux éclairages mobiles des véhicules circulant sur le site.

Compte tenu des horaires de fonctionnement,et de la position de celui-ci, le projet n'engendre que peu de nuisance en la matière, y compris pendant le fonctionnement en période nocturne et/ou hivernale.

Les effets potentiels d'émissions lumineuses sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

■ Mesures

La puissance des éclairages est adaptée au besoin réel de l'exploitation. Les éclairages seront éteints en dehors des périodes nécessaires (nuit, brouillard, etc.).

Les effets potentiels des émissions lumineuses sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

F.1.4.10 - DÉCHETS D'EXPLOITATION

■ Effets potentiels

L'exploitation du site génère :

- Des déchets ménagers et assimilés, liés à la présence du personnel ;
- Les déchets produits lors des entretiens des installations et engins (huiles, batteries, pneus, etc.) ;
- Les boues de curage du séparateur d'hydrocarbures ;
- Les eaux usées des bureaux.

La maintenance des engins continuera d'être effectuée sur le site.

Les effets potentiels de génération de déchets d'exploitation sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

■ Mesures

Un système de tri des déchets sera mis en place sur le site, avec des bennes et des poubelles spécifiques par type de déchets. Une partie des déchets produits sur le site pourra intégrer les flux de déchets entrant. L'ensemble des déchets est évacué, après massification, vers des sites de recyclage et/ou de traitement adaptés (valorisation si possible).

Les eaux usées sont gérées dans un dispositif d'assainissement non collectif à réaliser.

Rappelons que pour éviter tout dépôt sauvage de déchets, le site est intégralement ceinturé d'un merlon et l'accès restera fermé en dehors des heures de fonctionnement du site.

Les effets résiduels de génération de déchets d'exploitation sont faibles, directs, temporaires à court et à long terme.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
TOME 2 Partie 2 Cabinet GREUZAT

F.1.4.11 - BIENS MATÉRIELS, OUVRAGES TECHNIQUES

■ Effets potentiels

Les réseaux à proximité du site (Télécom Orange et SFR) sont situés au niveau de la RD à l'Est et le long du canal à l'Ouest.

Les activités du projet ne sont pas susceptibles de porter atteinte à ces derniers.

Outre les réponses des gestionnaires des réseaux, l'exploitant indique la présence d'une canalisation électrique HT qui traverse le site. Il n'y aura pas de travaux à proximité de cette canalisation selon l'exploitant.

L'effet potentiel sur les biens matériels et les ouvrages techniques est indirect, négligeable, temporaire, à court et à long terme.

■ Mesures

Avant tous travaux de terrassement ou de construction au niveau de la plateforme, une DICT sera effectuée et les préconisations des gestionnaires des réseaux seront respectées. En outre, la canalisation électrique HT traversant le site sera relevée..

L'effet résiduel sur les biens matériels et les ouvrages techniques est indirect, négligeable, temporaire, à court et à long terme.

DESCRIPTIONDESINCIDENCESNOTABLESETMESURESPOURÉVITER,RÉDUIREOUCOMPENSERLESEFFETSNÉGATIFSETLECASÉCHÉANT,LESMODALITÉSDESUIVIDECESMESURES

F.1.5 - SÉCURITÉ, SALUBRITÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE

F.1.5.1 - EFFETS POTENTIELS

Concernant la sécurité publique, les risques et les nuisances induits par l'exploitation du site sont principalement liés à :

- Concernant les salariés (et sociétés intervenant sur le site) :
  - L'emploi et la circulation de matériels roulants ainsi que les opérations de traitement : Les risques inhérents sont l'écrasement de piétons et de véhicules, le retournement d'un véhicule, les blessures, etc. ;
  - Des incendies : engins dont les réservoirs sont remplis d'hydrocarbures, éventuels courts-circuits ou pannes, etc. ;
  - La présence de stocks, pouvant entraîner des risques de chute, d'éboulement, d'ensevelissement ;
  - La présence de poussières ;
  - Des émissions sonores (engins, camions, etc.) ;
- Concernant les tiers :
  - Les risques inhérents à la circulation des camions sur les voies publiques ;
  - La présence de poussières ;
  - Des émissions sonores.

L'éloignement des zones habitées permet de minimiser ces risques pour le public. Ces risques portent donc principalement sur les employés et les entreprises extérieures intervenant sur le site.

L'effet potentiel sur la sécurité, salubrité et hygiène publique sera faible à moyen, direct, temporaire, à court terme.

F.1.5.2 - MESURES

Dispositions réglementaires d'ordre général

L'exploitation sera conduite dans le plus scrupuleux respect des prescriptions des textes en vigueur. Les horaires de travail sont en accord avec la Convention Collective en vigueur.

Des installations sanitaires et un réfectoire seront mis à disposition.

Pour l'exploitation visée par la demande, le pétitionnaire se conformera aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Les divers moyens de prévention et de secours, dont ces textes prévoient la mise à disposition du personnel (moyens d'information des ouvriers ou sous-traitants, installations sanitaires, trousse pharmaceutique et couvertures, extincteurs, lunettes de protection, casques, chaussures de sécurité, gants de sécurité, ceintures, longes et harnais de sécurité, bouées de sauvetage, lampes mines, masques auto-sauveteurs), sont mis en place sur l'exploitation ou à l'intérieur de ses dépendances légales (vestiaires, locaux, sanitaires).

Les coordonnées des moyens de sécurité privés ou publics auxquels il peut être fait appel en cas d'accident sont affichées à l'intérieur de ces locaux.

Les consignes et règlements d'exploitation et de sécurité établis en application des textes régissant l'exploitation sont remis et commentés à chaque ouvrier appelé à travailler sur le chantier (y compris pour les entreprises extérieures), lequel doit en observer les dispositions. Ces consignes et règlements sont régulièrement rappelés au personnel.

- Interdiction d'accès

Le site est intégralement ceinturé d'un merlon.
Durant les heures d'activité, l'accès sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, le portail sera fermé à clé .

- Chutes, enlisement et noyade

L'activité sur le site ne présentera pas de risque d'enlisement, mais des risques de chute et de noyade.

Au sein du site, les risques de chutes se limiteront essentiellement aux cabines des engins. Afin de limiter au maximum ces risques, les employés doivent fermer les portes des cabines.

- Incendie

Les engins et les installations feront l'objet d'un entretien régulier et toutes les précautions seront prises pour limiter ces risques. Les dispositifs de protection contre les incendies seront régulièrement contrôlés.

Les modalités de stockage des déchets potentiellement inflammables et leurs emplacement respectifs ont été déterminés de manières à limiter voire éviter tout rsique de propagation d'un incendie. cet aspect est étudié dans l'étude de dangers *(cf. Tome 3 chapitre H)* et notamment l'étude des effets dominos.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les consignes générales incendie sont divulguées aux employés et affichées. Des extincteurs sont disponibles sur l'ensemble du site. Tous les employés sont formés à leur utilisation. Des points de pompages conformes aux recommandations du SDIS sont présents sur le site.

Le site dispose de manière générale des éléments de détection suivants :

- Surveillance par le personnel pendant les heures d'exploitation par contact visuels et à distance à l'aide de caméras ;
- Vidéosurveillance du site hors période d'exploitation avec report sur téléphone de la personne d'astreinte ;
- Caméras thermiques sur sites.

- Pollution des eaux superficielles et souterraines

Il convient de se référer au chapitre spécifique sur les eaux superficielles ci-avant *(cf. paragraphe F.1.1.3 et paragraphe F.1.1.4)*.

- Pollution de l'air

Dans ce domaine, les mesures prises sont décrites dans la partie effets et mesures de l'étude d'impact *(cf. paragraphes F.1.3.7, F.1.3.9 et F.1.1.5)*.

- Circulation routière

Un plan de circulation sera mis en place au sein du site (*cf plan de fonctionnement présent dans le Tome 1*).

Les mesures relatives aux effets sur les voies publiques sont précisées dans le chapitre Desserte et circulation *(cf. paragraphe F.1.3.4).*

■ Insonorisation

Tous les appareils générateurs de bruit (engins) seront conformes aux normes en vigueur. En outre, une protection personnelle, de type casque antibruit ou bouchons d'oreilles, est à disposition des travailleurs sur le site. Le personnel suit les visites médicales définies par le Code du travail et qui comprennent, entre autres, un contrôle de l'ouïe. Le suivi des émissions sonores est contrôlé.

■ Interventions d'entreprises extérieures

Les travaux seront effectués par des entreprises extérieures. Un plan de prévention (ou un permis de travail en l'absence de travaux à risque) sera réalisé après analyse des risques des travaux à réaliser. Sur site seront effectuées :

- Une information préalable à l'opération ;
- La définition de la mission et la mise au point des mesures de prévention (inspection préalable et prévention des risques) ;
- La définition des obligations du chef de l'entreprise extérieure et de l'exploitant.

Les consignes de sécurité et dossiers de prescriptions concernés seront transmises aux entreprises extérieures qui seront tenues de les respecter.

Le responsable d'exploitation aura pour mission d'assurer la coordination des travaux.

■ Moyens de suivis et de surveillance

Pour mémoire, les moyens de suivis et de surveillance sont décrits dans chaque domaine ci-avant.

■ Sécurité des tiers

Si un accident est de nature à porter atteinte au voisinage, les riverains en seraient aussitôt prévenus par l'exploitant ou par les autorités (gendarmerie, pompiers).
Si un accident est de nature à porter atteinte aux voies de circulation publiques, les autorités seront aptes à fermer l'accès à la circulation.

L'effet résiduel sur la sécurité, la salubrité et l'hygiène publiques est, faible à négligeable, temporaire, à court et à long terme.

DÉCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES RESPOUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES

F.1.6 - UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

F.1.6.1 - EFFETS POTENTIELS

L'énergie classique qui sera utilisée dans le cadre de l'exploitation est l'énergie fossile (GNR) et l'électricité.

La consommation d'hydrocarbures pour les engins est estimée à environ 145 m³ par an.
La consommation électrique de l'installation est estimée à environ 230 000 MWh/an.

L'effet potentiel de consommation d'énergie est faible, direct, temporaire à court et à long terme.

F.1.6.2 - MESURES

La société C'MATER a engagé plusieurs actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en optimisant les consommations énergétiques liées à son activité (Intégration des nouvelles normes de construction des bâtiments, optimisation des flux de transport et recours au double fret, entretien et performance environnementale des engins et poids lourds, réduction et suivi des consommations).

En outre, des tests sont en cours pour envisager la possibilité de passer à l'électrique pour une partie des engins utilisés sur le site.

L'effet résiduel de consommation d'énergie est faible, direct, temporaire à court et à long terme.

DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES RESPOUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES

F.1.7 - ANALYSE DES EFFETS CUMULÉS DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS

La nécessité de conduire une approche des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus constitue une évolution significative de l'étude d'impact. L'article 122.5 4° spécifie « Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement a été rendu public ».

Depuis le 1er janvier 2022, les avis de la MRAe ne sont publiés que sur son site internet. Celui-ci a donc été consulté le 11/12/2025. Les projets recensés sur les communes incluses dans le rayon d'affichage de 3 km (Courcy, Loivre, Brimont, Betheny, Reims, Saint-Brice-Courcelles, Saint-Thierry et Thil) entre 2023 et 2025 :

- 2025 - Projet de centrale photovoltaïque de la station d'épuration de Reims sur la commune de Saint-Thierry (51), situé à plus de 3 km ;
- 2025 - Projet de modernisation de l'hôpital de Reims – phase 2 à Reims (51), situé à plus de 4,5 km ;
- 2024 - Projet d'exploitation d'une installation géothermique à Reims (51), situé à plus de 4,5 km.

Compte tenu de la distance entre les projets recensés et la plateforme étudiée, le projet C'MATER n'aura pas d'effet cumulé avec ceux-ci.

F.2 - ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

L'évaluation des risques sanitaires a été introduite dans l'étude d'impact par le décret n°2000-258 du 20 mars 2000.
Les principes et objectifs de cette analyse ont été précisés par plusieurs documents :

- Circulaire DPPR/SEI/BPSE/EN/CD/10 n° 00-317 du 19 juin 2000 ;
- Circulaire DGS/VS3/2001 n°61 du 3 février 2000 (diffusion du guide de l'Institut de Veille Sanitaire « pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact ») ;
- Circulaire DGS/2001/185 du 11 avril 2001 relative au minimum exigible pour l'analyse des effets sur la santé dans une étude d'impact ;
- Circulaire DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix de valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact ;
- Les préconisations de l'Observatoire des Pratiques de l'Evaluation des Risques Sanitaires dans les Etudes d'Impact (OPERSEI) ;
- Circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;
- Guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2013) ;
- Circulaire DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 concernant la sélection des substances chimiques et le choix des VTR.

La présente évaluation développe les effets du projet sur la santé humaine et les dispositions prévues pour en atténuer les risques.
La structure de ce volet est réalisée conformément aux préconisations de la circulaire DGS n°2001/185 du 11 avril 2001 relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact et comprend en conséquence :

- L'identification des critères pris en compte pour l'évaluation des risques sanitaires ;
- L'identification du potentiel dangereux (pour l'homme) ;
- La relation dose – réponse ;
- L'estimation de l'exposition des populations ;
- La caractérisation du risque.

Certains effets et mesures particuliers peuvent toutefois être décrits plus précisément dans les chapitres thématiques de l'étude d'impact sur l'environnement.

F.2.1 - CRITÈRES PRIS EN COMPTE POUR L'ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

F.2.1.1 - MÉTHODES D'EXPLOITATION

Le périmètre du projet couvre une superficie d'environ 12,3 ha.

Le site objet de la présente demande est exploité depuis 2001. A l'origine, la société Jurovitch exploitait une installation de criblage de matériaux et une installation de fabrication de grave ciment. (arrêté préfectoral du14 juin 2001). Repris sous le nom C'Mater en septembre 2009, le site a poursuivi son activité de réception et de transformation de matériaux. Rapidement les activités de négoce de matériaux (galets, roches et finition…) et en matériaux recyclés (sol HQE, graves recyclées…) ont été développées.Afin de developper son activité, l'exploitant a developpé les activités de déchetterie professionnelle, un centre de transit de déchets et une plateforme de compostage. L'ajout de ces différentes activités , ainsi que le changement d'exploitant, ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral (APC n° n°2010-APC-140-IC du 11 juin 2010).Un porter à connaissance a été déposé et transmis en avril 2011 à l'inspection des installations classées afin de présenter les activités sur le site suite aux évolutions réglementaires survenues en 2010.

Actuellement, la société C'Mater, sur la commune de Courcy (51),exploite une plateforme de collecte et traitement de déchets, sur la base den l'arrêté préfectoral n°2001-A-47-IC du 14 juin 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-APC-140-IC du 11 juin 2010.

F.2.1.2 - ÉTAT INITIAL

L'environnement du périmètre et les éléments sensibles sont décrits dans la première partie « description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement » au TOME 2 partie 3 du présent dossier.
En résumé :

Domaine étudié	État initial
Habitat	La commune de Courcy est rurale avec environ 1 260 habitants.
Établissements sensibles ou recevants du public	Sa densité de population est faible avec 81 habitants/km². Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées à l'exception de quelques habitations isolées situées à environ 180 m au Nord-Est. Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 où un projet de réhabilitation de l'ancienne base militaire est prévu. Les habitations et établissement recevant du public les plus proches sont situés dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest.
Climat	Le secteur d'étude est situé dans une région climatique de type tempéré océanique, à influences continentales déjà sensibles. La température annuelle moyenne est de 11,0°C et la quantité moyenne annuelle de précipitation relativement importante de 625 mm. Les vents dominants sont essentiellement d'origine Sud à Sud-est, notamment pour les vents forts et moyens.
Risques naturels	Le projet n'est pas concerné par le risque sismique. Le projet n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe. Le projet n'est concerné par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le projet n'est pas concerné par le risque de mouvement de terrain.
Activités industrielles, commerciales et artisanales	La société C'MATER exploite une plateforme de réception et de transformation de matériaux.
Biens matériels et réseaux	Il n'y a pas d'habitation à proximité du site. Les biens matériels les plus proches sont la RD 966 et le canal de l'Aisne à la Marne. Un réseau télécom ORANGE est présent sous la RD 966, immédiatement à l'Est du site et un réseau télécom SFR de l'autre côté du canal à l'Ouest du site.

F.2.2 - IDENTIFICATION DU POTENTIEL DANGEREUX

Les caractéristiques du projet et le fonctionnement prévu sont explicités dans un chapitre spécifique.

L'objectif de ce chapitre est d'identifier le potentiel dangereux, le plus exhaustivement possible. Tout événement de santé indésirable, et par extension tout effet toxique sont considérés comme un danger. Pour cela, un recensement des substances et des agents dangereux susceptibles d'être émis a été dressé, inspiré de la bibliographie et d'études similaires menées dans le cadre de demandes d'autorisation d'exploitation (en tenant compte d'éventuelles spécificités propres au type d'exploitation considérée et au contexte dans lequel il s'inscrit).

Recensement des substances dangereuses présentes sur le site.

Les produits stockés et/ou utilisés sur le site du projet, susceptibles de présenter des dangers pour les tiers et l'environnement sont les carburants et huiles présents dans les engins. et l'installation

L'identification de l'ensemble des substances dangereuses susceptibles d'être émises par le site a permis d'identifier les principales sources de dangers ou de nuisances pouvant induire des risques sanitaires sur la population.

- Sources d'émissions dans l'air :
  - Sources canalisées : gaz d'échappement ;
- Sources d'émissions dans l'eau :
  - Émissions dans les eaux de surface : Hydrocarbures, MES, lixiviats de déchets ;
  - Émissions dans les eaux souterraines : Hydrocarbures, MES ;

- Sources de bruits :
  - Trafic des camions et engins ;
  - Déchargement des camions et manutention des matériaux ;
  - Installations de concassage/criblage.

F.2.2.1 - SOURCES D'ÉMISSIONS DANS L'AIR

Les rejets dans l'atmosphère sont diffus et correspondent aux gaz d'échappement des engins et camions transitant sur le site.

Les engins, composés essentiellement d'une pelle hydraulique et d'un bulldozer, sont liés aux travaux de décapage puis de mise en oeuvre des remblais.

L'apport des matériaux s'effectuera par voie routière (en moyenne, 275 rotations de camions par jour).

Les gaz d'échappement des véhicules à moteur sont à l'origine du rejet des substances chimiques principales suivantes :

- Les oxydes d'azote (NOx) dont le principal est le monoxyde d'azote (NO) ;
- Les composés organiques volatiles (COV) liés à la combustion incomplète des hydrocarbures dans les moteurs à explosion. Le benzène, de par ses effets cancérigènes, est l'un des traceurs reconnus de la pollution atmosphérique liée aux carburants routiers et notamment l'essence ;
- Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), tels que le benzo[a]pyrène et le naphtalène ;
- Le monoxyde de carbone (CO) ;
- Le dioxyde de soufre (SO2) ;
- Les métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, manganèse, mercure, nickel, plomb, zinc) ;
- Les particules fines dont le diamètre est inférieur à 10 µm et à 2,5 µm.

Au vu des faibles quantités potentielles de substances rejetées, les COV, le SO_2 et les métaux lourds ne seront pas pris en considération dans les polluants de référence.

Les rejets liés aux poussières

Ces rejets sont diffus. En périodes sèches, ils sont principalement liés à la circulation d'engins sur les pistes d'exploitation, à la circulation de camions sur des chemins et à la manutention des matériaux. Les matériaux en présence ne seront pas silliceux.

Un programme de surveillance des retombées de poussières sera mis en place sur le site.

F.2.2.2 - SOURCES D'ÉMISSIONS DANS L'EAU

Le procedé de traitement utilise peu d'eau.

Les déchets apportés sur le site peuvent être à l'origine d'une pollution des eaux au niveau de la déchetterie professionnelle ou pour le stockage de déchets non dangereux (bois, métaux). Les eaux issues de ces plateformes sont traitées avant rejet de manière à ne pas polluer les eaux superficielles et/ou souterraines. Un programme de surveillance des eaux à infiltrer sera mis en place sur le site.

À l'exception de rejets accidentels de carburants, les rejets de MES dans le milieu naturel ne sont pas à prendre en compte compte tenu de l'infiltration de la totalité des eaux pluviales.

De plus, le périmètre n'est concerné par aucun périmètre de captage d'eau potable.

Les sources d'émissions dans l'eau ne sont pas retenues sources de dangers ou de nuisance pouvant induire des risques sanitaires sur la population.

F.2.2.3 - SOURCES DE BRUIT

Le bruit est dû à une variation de la pression régnant dans l'atmosphère. Il peut être caractérisé par sa fréquence (grave, médium, aiguë) et son amplitude, ou niveau de pression acoustique, mesurée en décibels (dB).

Les sources de bruit ont été identifiées dans le cadre de l'étude spécifique menée par le bureau d'études ENCEM, à laquelle il convient de se reporter pour plus de détails.

L'indicateur de gêne retenu est le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A noté LAeq et exprimé en décibel A. Il correspond à la contribution sonore du site industriel concerné. Le LAeq est défini par la norme NF S 31-110 (Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Grandeurs fondamentales et méthodes générales d'évaluation).

Au vu des mesures de réductions mises en oeuvre (réalisation d'un merlon en limite Sud et Est), l'ensemble des émergences estimées respecte le seuil fixé à 5 dB(A) au niveau des habitations les plus proches.

Les sources de bruit ne sont pas retenues sources de dangers ou de nuisance pouvant induire des risques sanitaires sur la population.

F.2.3 - ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DOSE-REPONSE (DOSE EFFET)

Les relations dose – réponse font le lien entre une dose d'exposition à une substance suivant une voie d'exposition et l'apparition d'un ou plusieurs effets néfastes sur la santé. Cette étape consiste à identifier les Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR).
Ces valeurs servent à évaluer le risque sanitaire dans la première étape. Pour une dose d'exposition inférieure à ces valeurs, il n'y a pas de risque pour la santé.

Les VTR sont des doses pour lesquelles la réponse est encore nulle (pas d'effet néfaste). Ces VTR dépendent des voies d'exposition (voies orales ou respiratoires, contact cutané) et du type de substance (à effet avec ou sans seuil).

Deux types d'effets sont à considérer :

- Les effets avec seuil : ils concernent les produits pour lesquels il faut un certain seuil ou dose pour qu'un effet néfaste apparaisse. Ces niveaux permettent de déterminer des VTR sous la forme de Doses Journalières Acceptables (DJA) ou de Concentrations Admissibles dans l'Air (CAA).
- Les effets sans seuil : ils concernent les produits cancérigènes pour lesquels un risque d'effet néfaste existe, quel que soit le niveau d'exposition considéré. La VTR est alors déterminée sous la forme d'un Excès de Risque Unitaire (ERU), qui donne la probabilité d'apparition d'un cancer supplémentaire suivant la voie d'exposition.

Trois voies d'exposition sont possibles :

- Voie orale (ingestion) ;
- Voie respiratoire (inhalation) ;
- Contact cutané : à l'heure actuelle, aucune VTR n'a été établie pour cette voie. Sous certaines conditions, l'analyse de risque peut être menée, en transposant à la voie cutanée, la VTR de la voie orale.

Les VTR des produits non cancérigènes s'expriment différemment selon le mode d'exposition retenu :

- Les effets avec seuil (produits non cancérogènes) :
  - Par voie orale (ingestion) : DJA : Dose Journalière Acceptable en mg. $(kg.j)^{-1}$ (masse de substance par kilo de poids corporel et par jour), ou DJT : Dose Journalière Tolérable en mg. $(kg.j)^{-1}$;
  - Par voie respiratoire (inhalation), la CAA : Concentration Admissible dans l'Air en $mg.m^{-3}$ (masse de substance par m^3 d'air inhalé).

- Les effets sans seuil (produits cancérogènes) :
  - Par voie orale (ingestion) : ERUo : Excès de Risque Unitaire en [mg. (kg.j)-1]-1 ;
  - Par voie respiratoire (inhalation) : ERUi : Excès de Risque Unitaire en [mg.m-3]-1.

F.2.3.1 - CARACTÉRISTIQUES ET TOXICITÉ DES SUBSTANCES

Nous avons recherché les caractéristiques toxicologiques de chacune des substances listées dans des bases de données. Pour cela, nous avons consulté les bases de données les plus complètes et reconnues scientifiquement pour la qualité des informations fournies, c'est à dire :

- OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ;
- INERIS (Portail substances chimiques) ;
- CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) ;
- Base de données de l'US-EPA (United States Environmental Protection Agency) ;
- ATSDR (Agency for Toxic Substances & Disease Registry, base de données développée par le CDC (Center for Disease Control) à destination du grand public.

F.2.3.1.1- Particules Minérales (PM10 et PM2,5)

Les poussières, d'où qu'elles proviennent, se déposent en fonction de leur diamètre aérodynamique dans l'arbre respiratoire au niveau des voies aériennes supérieures (de 100 à 30 µm), du larynx jusqu'aux bronches (de 30 à 5 µm) ou atteignent les bronchioles et zones alvéolaires (< à 5 µm). La voie de transfert est donc l'air par inhalation de particules émises, lors du travail et de la manutention des matériaux et lors de la circulation des engins et véhicules sur la plateforme. La distribution en taille d'un aérosol est donc déterminante vis-à-vis de l'impact qu'il aura sur l'appareil respiratoire. Les poussières ont une double action liée aux particules proprement dites et aux polluants qu'elles transportent. Elles irritent le système respiratoire humain et peuvent contribuer au déclenchement de maladies respiratoires aiguës ainsi qu'à une irritation des yeux. L'exposition à long terme peut être responsable de la diminution de la capacité respiratoire, de l'augmentation des cas de bronchite et peut même causer la mort. (Air Quality Guidelines, WHO , 2000).

D'après une étude faite par l'INERIS, une approche en deux volets est retenue pour l'évaluation des expositions et des risques liés aux poussières, conformément aux pratiques de l'ERS :

« D'une part, on raisonne en termes de fraction granulométrique, sans distinction de la composition chimique des poussières. En l'absence de données sur la granulométrie des poussières émises, les poussières totales sont assimilées à des PM10 en vertu du principe de prudence (hypothèse pénalisante considérant que l'ensemble des poussières sont de nature à atteindre l'arbre respiratoire). Il n'existe pas de valeurs toxicologiques de référence pour les poussières dans les bases de données consultées.

On utilise alors les valeurs de qualité de l'air ambiant proposées par les instances en guise de VTR « assimilées » dans la mesure où elles sont établies sur des critères sanitaires exclusivement (valeur de la directive européenne du 22 avril 1999 pour les PM10, valeur de l'US-EPA pour les PM2,5 [US-EPA, 1997-a]).

Concernant la VTR « assimilée » PM10, elle est prise égale à 20 µg/m^3, valeur applicable à compter de 2010, qu'il est justifié d'utiliser dans le cadre d'une étude prospective des risques. Il s'agit également de la valeur proposée dans la mise à jour des valeurs guides de la qualité de l'air de l'OMS en date de 2005 [OMS, 2005]. L'OMS indique que « bien que les effets indésirables sur la santé ne puissent pas être entièrement écartés au-dessous de ces concentrations, elles représentent les concentrations …dont on a non seulement montré qu'elles étaient atteignables dans les grandes régions urbaines des pays très développés, mais qui, si elles sont atteintes, devraient également permettre de réduire considérablement les risques sanitaires ». Pour les niveaux moyens sur 24 heures, la valeur guide est de 50 µg/m^3 pour les PM10.

D'autre part, on raisonne selon la composition chimique des poussières. Dans ce cas, il est pertinent d'étudier les dépôts sur les sols, puis d'utiliser les facteurs de transfert et d'accumulation disponibles dans la littérature scientifique. »

Les associations de surveillance de la qualité de l'air en France enregistrent les concentrations des PM10 pour vérifier l'objectif de qualité fixé à partir du 1er janvier 2005 à 40 µg/m³ en moyenne annuelle et 35 dépassements annuels de 50 µg/m³ (décret français n°2002-213 du 15 février 2002). Aucun dépassement n'est autorisé pour la concentration définie en moyenne annuelle. Enfin, ce même décret fixe un objectif de qualité à 30 µg/m³ en moyenne annuelle pour les PM10.

Les directives 2005 déterminent pour la première fois des valeurs guides pour les particules en suspension (PM). L'objectif est de parvenir à la plus faible concentration possible. Comme l'on n'a pas établi de seuil en dessous duquel on n'observe aucun effet néfaste pour la santé, les valeurs recommandées représentent un objectif acceptable et réalisable pour réduire le plus possible les effets sanitaires en fonction des limitations locales, des moyens disponibles et des priorités de la santé publique.

Selon les éléments disponibles auprès de l'observatoire des pratiques de l'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impact, à l'heure actuelle, il n'existe pas de VTR pour les PM².5 et les PM10 urbaines. En l'absence de VTR, les valeurs guides et valeurs réglementaires offrent des points de repère quant aux concentrations dans l'air ambiant. Ce ne sont cependant en aucun cas des VTR.

Les valeurs recommandées par l'OMS1 sont les suivantes :

- PM2,5 :
  - 10 µg/m³ moyenne annuelle ;
  - 25 µg/m³ moyenne sur 24 heures.
- PM10 :
  - 20 µg/m³ moyenne annuelle ;
  - 50 µg/m³ moyenne sur 24 heures.

Nous retenons, pour la suite de l'évaluation, une CAA (Concentration Admissible dans l'Air) égale à 20 µg/m³ pour les PM10 et 10 µg/m³ pour les PM2,5.

F.2.3.1.2- Oxydes d'azote (NOx)

C'est un terme générique qui se réfère à trois gaz : le dioxyde d'azote (NO_2), l'oxyde nitrique (NO) et l'oxyde azoté ou protoxyde d'azote (N_2O).

L'oxyde d'azote (autrefois utilisé comme gaz d'anesthésie) est un gaz incolore avec une odeur et un goût un peu sucré. Ce gaz est stable et chimiquement inerte à des températures ambiantes. À des concentrations suffisamment élevées, ce gaz a un effet narcotique et asphyxiant.

Le dioxyde d'azote est un gaz brun-rouge, non combustible et à l'odeur irritante, qui pénètre dans les plus fines ramifications des voies respiratoires. Dans l'eau, il se décompose pour former l'acide nitrique et l'oxyde nitrique.

- L'intoxication aiguë au monoxyde ou au dioxyde d'azote évolue généralement en trois phases, une irritation plus ou moins intense des muqueuses oculaires et respiratoires avec larmoiement, toux, dyspnée et nausées possibles. Cette phase d'irritation régresse rapidement dès la fin de l'exposition et peut passer inaperçue ;
- une période de rémission plus ou moins asymptomatique de 6 à 24 heures ;
- le développement d'un œdème pulmonaire associé à une détresse respiratoire, de la toux, une dyspnée et de la fièvre et pouvant être déclenché par un effort très léger tel que la marche.

S'il n'est pas fatal, l'épisode aigu peut évoluer vers la guérison totale ou être suivi par l'apparition d'une bronchiolite oblitérante entrainant des séquelles fonctionnelles importantes (liées à la fibrose ou l'emphysème).

1 Lignes directrices OMS 2005 concernant la qualité de l'air

Tableau 12 : Liste des substances émises

Origines	Polluants	Contexte d'émission	Polluants pris en référence	Quantités émises	Milieu impacté	Nocivité cancérogène, phrase de risque	Persistance dans l'organisme	Persistance dans le milieu
Traitement et manipulation des matériaux. Circulation des engins et camions sur les pistes	Poussières constituées de Particules Minérales	Rejet dans l'air ambiant	PM10 et PM²,5	Non mesurées	Air	-	Non	Oui
Fonctionnement de l'exploitation et des camions de transport des matériaux	Gaz de combustion	Rejets dans l'air ambiant (Moteurs respectant la norme européenne)	NOx	Non mesurées	Air	H314, H330	Non	Non
			CO			H331, H360D, H372	Non	Non
			Hydrocarbures			-	Non	Non
			PM10 et PM²,5			-	Non	Oui

1 Phrase de risque : H314 : provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves H330 : mortel par inhalation H331 : Toxique par inhalation H360D : Peut nuire au fœtus H372 : risque avéré d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée

2 PM10 et PM²,5 : particules minérales dont le diamètre est inférieur ou égal à 10 µm et 2,5 µm.

L'oxyde nitrique est un gaz incolore qui peut se combiner lors de l'oxydation rapide du dioxyde d'azote par l'oxygène de l'air. Les symptômes d'exposition sont, entre autres, l'irritation des yeux, du nez et de la gorge, la somnolence et l'inconscience. L'inhalation de ce gaz peut provoquer un œdème pulmonaire, le plus souvent fatal en cas d'exposition suraiguë.

L'US EPA (Agence de Protection de l'Environnement Américaine) ne propose pas de valeur toxicologique de référence pour le dioxyde d'azote, car il se transforme en acide nitrique ou nitreux en contact avec l'eau, puis en nitrates et nitrites en milieu alcalin. Elle ne propose pas non plus de VTR pour le monoxyde d'azote, car il est très peu soluble dans l'eau. Cependant à des doses élevées, il peut se transformer en acide nitrique ou nitrites en fonction du pH du milieu. Les acides nitreux se transforment en nitrites en milieu alcalin. L'ATSDR et l'OMS ne proposent pas de valeur.

Les limites d'exposition à court terme du dioxyde d'azote sont normalement entre 1 et 5 ppm par minute. Les concentrations à 100 ppm par minute sont dangereuses, même pour des expositions courtes, et peuvent être fatales à 200 ppm. Le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air définit la concentration en dioxydes d'azote dans l'air à ne pas dépasser. En moyenne annuelle, la valeur limite en dioxyde d'azote dans l'air est de 40 µg/m3.

La Concentration Admissible dans l'Air (CAA) est de 40 µg/m³.

F.2.3.1.3- Monoxyde de carbone (CO)

Il s'agit d'un gaz incolore, inodore, de densité voisine de celle de l'air. Il est absorbé par les poumons ; la voie de transfert est donc l'air par inhalation de substances émises par les gaz d'échappement des moteurs à explosion, des véhicules et engins ; entre 80 et 90% de l'oxyde de carbone absorbé se fixe sur l'hémoglobine dont l'affinité pour le CO est environ 200 fois supérieure à celle pour l'oxygène. La concentration en carboxyhémoglobine augmente rapidement dès le début de l'exposition, ralentit après trois heures, puis atteint un plateau stable à la fin d'une exposition de 8 heures. L'inconscience et la mort surviennent lorsque la carboxyhémoglobine (COHb) atteint 50 à 80%.

Les valeurs guides recommandées par l'OMS sont les suivantes :

- 100 mg/m³ (87 ppm) pendant 15 mn ;
- 60 mg/m³ (52 ppm) pendant 30 mn ;
- 30 mg/ m³ (26 ppm) pendant 1 heure ;
- 10 mg/m³ (9 ppm) pendant 8 heures.

En cas d'exposition au CO, la quantité de carboxyhémoglobine formée dépend :

- De la concentration de CO dans l'air ;
- De la durée d'exposition ;
- Du degré d'activité de la victime (en fournissant un effort physique important, on respire plus vite et donc on inhale davantage de CO) ;
- De l'état de santé de l'individu (problème cardiaque, maladies respiratoires,..).

L'inhalation de monoxyde de carbone peut provoquer céphalées, vertiges, asthénie, parfois associés à des troubles digestifs. Le développement d'ischémie myocardique à l'effort chez les sujets ayant une coronaropathie préexistante est possible.

Le code de l'environnement (article R221-1 de la section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II de la partie réglementaire) fixe une valeur limite pour la protection de la santé humaine de 10 mg/m³ pour le maximum journalier de la moyenne glissante sur 8 heures.

Ces concentrations ont été validées par le groupe d'experts de l'AFSSET dans un rapport datant de mai 2007. Le site « Santé Canada » a publié l'article suivant :

« Les niveaux de COHb représentent un biomarqueur en matière de toxicité causée par des expositions à des niveaux ambiants de monoxyde de carbone, et ils sont utilisés comme indicateur de l'exposition au monoxyde de carbone. Bien que plus de recherche soit nécessaire pour évaluer les capacités prévisionnelles du modèle CFK chez des individus qui sont exposés à des concentrations peu élevées de monoxyde de carbone et son applicabilité à un sous-groupe démographique sensible (EPA des É.-U.,1991), à l'heure actuelle il est le meilleur modèle disponible, et on l'utilisera dans le présent document pour calculer les objectifs nationaux de qualité de l'air ambiant appropriés en matière de monoxyde de carbone. Il ne faut tout de même pas oublier que les modèles fournissent des estimations qui sont basées sur un petit nombre de mesures représentatives.

Périodes de temps moyennes	Niveaux maximum souhaitables
1 heure	15 mg/m³
8 heures*	6 mg/m³
* : moyenne glissante sur 8 heures.	

Les niveaux maximums souhaitables sont basés sur la concentration de monoxyde de carbone qui entraînera un niveau de COHb dans le sang de moins de 1%, ou à la limite supérieure de l'étendue des niveaux de COHb de base provenant de la production endogène. Selon l'équation de Coburn-Foster-Kane (CFK), une exposition d'une heure de 13 ppm ou une exposition de huit heures de 5 ppm entraîneraient un COHb de moins de 1%.

Les niveaux maximums acceptables recommandés en matière de monoxyde de carbone sont une moyenne d'une heure à 30 ppm et une moyenne glissante de huit heures à 13 ppm. Les résultats tirés de cinq récentes études effectuées par trois laboratoires ont régulièrement indiqué des effets nocifs de niveaux de COHb allant de 2,9% à 6% (tels que mesurés par l'oxymètre de CO) ou aussi bas que 2% (tels que mesurés par chromatographie gazeuse) produits sur une angine induite par l'effort et sur des valeurs obtenues par électrocardiogramme (ECG). La moyenne de huit heures à 13 ppm des niveaux de CO ou la moyenne d'une heure à 30 ppm ont entraîné des niveaux de COHb à 2% ou moins pour les adultes faisant du travail léger (une ventilation de 18 l/mn).

Par conséquent, les niveaux maximums acceptables sont fondés sur le maintien des niveaux de COHb à moins de 2%, ce qui fournit une petite marge de sécurité. Aux niveaux supérieurs à ces concentrations, il faudrait prendre des mesures pour diminuer la probabilité ou la sévérité des effets chez des populations sensibles. Les estimations obtenues par le modèle pNEM indiquent que moins de 1% de la population qui a participé à l'étude de la région torontoise sera soumis à des niveaux de COHb supérieurs à 2% si la qualité de l'air ambiant est moins ou égale à 13 ppm (15 mg/m³) mesurée pendant une période de 8 heures ».

D'après Santé Canada, le niveau maximum souhaitable sur une moyenne glissante de 8 heures est de 6 mg/m³ et le niveau maximum acceptable est de 15 mg/m³. La valeur déterminée par l'OMS sur 8 heures est intermédiaire. Nous la retenons comme Valeur Toxicologique de Référence.

La Concentration Admissible dans l'Air est fixée à 10 mg/m3, correspondant à la valeur guide recommandée par l'OMS.

F.2.3.1.4- Hydrocarbures totaux

Des troubles pulmonaires modérés ainsi que des irritations des yeux (quintes de toux, irritations, conjonctivites) ont été mis en évidence ; les molécules d'Hydrocarbures ont des propriétés cancérigènes.

Des expositions répétées ou prolongées entraînent une dermite (inflammation du tissu qui constitue la couche profonde de la peau) et l'apparition de cloques sur la peau. Les hydrocarbures sont peu toxiques par inhalation.

Dans un rapport de l'INERIS, les propositions suivantes sont formulées concernant les VTR des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAPs) :

Pour les effets cancérigènes

- Pour une exposition par voie orale à un mélange de HAPs, l'INERIS propose d'utiliser l'approche substance par substance (FET), car malgré les inconvénients que présente cette approche, elle est standardisée et permet d'évaluer le risque induit par tous les types de mélanges. De plus, l'approche par mélanges (approche par comparaison des potentiels toxiques des mélanges analogues et utilisation du benzo[a]pyrène comme indicateur d'un mélange) a été essentiellement élaborée dans le cas d'une exposition par inhalation.
  Concernant le choix de la valeur d'excès de risque unitaire par voie orale pour le benzo[a]pyrène, l'INERIS appuie le choix de l'AFSSA et propose de retenir l'ERUo établi par le RIVM , soit une dose virtuellement sûre de 5 ng/kg p.c/j pour un excès de risque de cancer de 1.10-6, ce qui correspond à un ERUo de 0,2 $(mg/kg/j)^{-1}$. L'étude critique choisie par le RIVM est de bonne qualité et le modèle mathématique utilisé est bien adapté.

- Pour une exposition par inhalation à un mélange de HAPs, l'INERIS conseille de prendre en compte le seul ERUi spécifique du benzo[a]pyrène, soit l'ERUi de $1,1.10^{-3}$ $(\mu g/m^3)^{-1}$ proposé par l'OEHHA et de lui appliquer les FET.

Dans le cas où une analyse du mélange de HAPs est réalisée et que le profil de ce mélange est similaire à celui de l'étude critique retenue par l'OMS, il est plus approprié de retenir, sans application des FET, la valeur de $8,7.10^{-2}$ $(\mu g/m^3)^{-1}$ proposée par l'OMS. (Le benzo[a]pyrène est alors considéré comme un indicateur d'un mélange de HAPs issu de cokeries). Cependant, ce cas est rarement rencontré en raison de la forte variabilité de la composition des mélanges en HAPs, même issus d'émissions de cokeries.

Enfin, il convient de remarquer que, compte tenu des incertitudes liées à l'établissement de ces valeurs, la valeur de l'OMS $(8,7.10^{-2}$ $(\mu g/m^3)^{-1})$ n'est pas significativement différente de celle proposée par l'OEHHA $(1,1.10^{-3}$ $(\mu g/m^3)^{-1})$.

- En ce qui concerne le choix parmi les différentes tables de FET actuellement disponibles, l'INERIS propose d'utiliser celle établie par Nisbet et LaGoy en 1992 en attribuant au dibenzo[a,h]anthracène un FET de 1 au lieu de 5. La faiblesse des arguments retenus par l'US EPA et par l'IARC / CIRC pour le classement du naphtalène (classe C par l'US EPA en 1998 et groupe 2B par l'IARC / CIRC) conduit à maintenir, pour le naphtalène, la proposition de Nisbet et LaGoy, c'est-à-dire un FET de 0,001. Cette proposition est valable aussi bien pour une exposition par voie orale que par inhalation.

Pour les effets non cancérigènes à seuil

Des VTR pour des effets systémiques, non cancérigènes, ont été établies pour 8 HAPs : l'acénaphtène, l'anthracène, le benzo[g,h,i]perylène, le fluoranthène, le fluorène, le naphtalène, le phénanthrène et le pyrène.

Étant donné que pour ces 8 HAPs, l'ATSDR a établi des VTR pour des expositions subchroniques et l'US EPA des VTR pour des expositions chroniques, il est préférable de choisir la Valeur Toxicologique de Référence en fonction de la durée de l'exposition. Les TDI (Tolerance Daily Intake) proposés par le RIVM ont été élaborés pour un ensemble de HAPs (fractions de HAPs non cancérigènes présents dans le pétrole et comportant entre 10 et 16 carbones ou entre 17 et 35 carbones) et non pour un HAP spécifique. Dans ce cas, si la seule VTR disponible est celle proposée par le RIVM, il appartient aux évaluateurs de risques de prendre la décision d'utiliser cette valeur et de justifier leur choix.

DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES

F.2.3.1.5- Bruit

Le bruit se propage par voie aérienne. La topographie, le bâti, les conditions météorologiques, la distance de la source ou la présence de sources préexistantes influencent la propagation des vibrations et leur atténuation.

Tableau 13 : Valeur guide de l'OMS pour le bruit à ne pas dépasser (d'après « WHO guidelines for community noise » (OMS, 2000))

Environnement	Effet critique sur la santé	LAeq	LA max
Zone résidentielle, en extérieur	Gêne sérieuse, le jour et en soirée	55 dB (A)	
	Gêne moyenne, le jour et en soirée	50 dB (A)	
Intérieur d'une habitation	Intelligibilité du discours	35 dB (A)	
Chambre à coucher, intérieur	Trouble du sommeil, la nuit	30 dB (A)	45 dB (A)
Chambre à coucher, extérieur	Trouble du sommeil, fenêtre ouverte	45 dB (A)	60 dB (A)
Salle de classe, à l'intérieur	Intelligibilité du discours	35 dB (A)	
Chambre dans une garderie	Trouble du sommeil	30 dB (A)	
Ecole, terrain de jeux extérieur	Gêne	55 dB (A)	

DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES ET MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES MODALITÉS DE SUIVI DE CES MESURES

F.2.3.2 -CRITÈRES DE SÉLECTION DES SUBSTANCES

Les substances chimiques et les agents susceptibles d'être émis sont recensés afin de les hiérarchiser en fonction de leur nocivité potentielle et des quantités susceptibles d'être émises. Nous porterons tout d'abord une attention particulière aux substances chimiques à mention de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R45, R46, R49, R60 et R61 (cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dites substances CMR) et à celles citées dans l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux rejets de toute nature des installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La grille comporte 4 critères de sélection :

Tableau 14 : Grille de sélection des substances

La quantité émise	Si un polluant est rejeté en grande quantité, il est possible qu'il dépasse les seuils de tolérance (doses ou concentrations de référence). Les polluants rejetés en grandes quantités feront partie des polluants traceurs, même s'ils sont en dessous des valeurs limites réglementaires de rejet.
La nocivité : effets sur la santé	Elle s'exprime par 2 aspects : • Les effets néfastes sur l'organisme humain (effets sur la reproduction et le développement) • Les valeurs toxicologiques de référence (VTR)
La bio-accumulation dans la chaîne alimentaire	Si des polluants peuvent s'accumuler dans la chaîne alimentaire, il peut y avoir un effet de concentration des polluants et un dépassement des doses à effet avec seuil. Il est donc intéressant de conserver ces polluants pour la suite de l'étude.
La persistance de la substance dans l'environnement	Des polluants peuvent rester présents sur leur lieu de rejet (ou de dépôt pour des retombées atmosphériques) pendant un temps très long. Ainsi, même rejetés en faibles quantités, il peut se produire un phénomène d'accumulation dans l'environnement comparable à celui dans la chaîne alimentaire.

Tableau 15 : Sélection des polluants traceurs

Polluants	Émission en grande quantité et mesurée		Nocivité élevée		Bioaccumulation		Persistance		Sélection	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
NOx		X	X			X		X	X	
CO		X	X			X		X	X	
PM10 et PM2,5		X	X			X	X		X	
Hydro-carbures totaux		X		X		X	X		X	

Nous retenons les polluants de l'air issus des gaz d'échappement comme polluants traceurs.

**Au vu des moyens de protection acoustique mis en place, le bruit n'est pas considéré comme un agent dangereux.
Il ne sera donc plus abordé dans l'évaluation des risques sanitaires.**

F.2.4 -ESTIMATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

Une description détaillée de l'environnement et du voisinage immédiat et éloigné du site étudié et des abords est donnée dans la première partie du dossier de l'Evaluation Environnementale. Il convient de s'y reporter pour plus de précisions. Les éléments principaux qui peuvent être en relation avec la présente évaluation sont rappelés ci-après et détaillés si nécessaire.

F.2.4.1 - POPULATIONS

Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées du territoire communal à l'exception des quelques maisons isolées situées à environ 180 m au Nord-Est du site. En effet, les habitations de la commune sont regroupées dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest. Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 Reims-Champagne qui a accueili des militaires jusqu'en 2012.

F.2.4.2 - POPULATIONS SENSIBLES

Les établissements dits « sensibles », aux abords du projet, sont des établissements qui regroupent une population plus sensible au regard de substances chimiques que la population moyenne : enfants, personnes âgées, personnes malades,...

Ces types de population sont en général présents dans les centres-ville et il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif à l'échelle de territoires communaux, mais d'un recensement des établissements les plus proches. Par ailleurs, la sensibilité potentielle s'apprécie également au regard de la nature et de l'importance de l'activité projetée.

Les établissements sensibles et/ou recevant du public les plus proches sont :

Établissements de santé

Courcy accueille dans le bourg une pharmacie ainsi qu'une maison médicale regroupant deux médecins, deux infirmières et un kinésithérapeute.

Établissements scolaires

Il n'y a pas d'école ou d'établissement scolaire dans les environs du site. La commune compte une école maternelle, une école primaire ainsi que le regroupement pédagogique de Courcy-Brimont.

Établissements sportifs

Il n'y a pas de terrain de sport ou de gymnase dans les environs du site. Les établissements sportifs les plus proches sont également situés à environ 1,3 km au Nord-ouest km du site.

Établissements recevant du public

Il n'y a pas d'établissements recevant du public dans les environs du site.

F.2.4.3 - DIRECTION DES VENTS

Les vents dominants sont essentiellement d'origine Sud à Sud-est, notamment pour les vents forts et moyens, et dans une moindre mesure d'origine Sud, Sud-est et Ouest pour les vents faibles.

La période la plus ventée s'étale d'octobre à mars.

F.2.4.4 - IDENTIFICATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

F.2.4.4.1- Voie d'exposition par ingestion

La voie d'exposition par ingestion n'a pas été retenue.

F.2.4.4.2- Voie d'exposition par inhalation

Les substances contenues dans les gaz d'échappement des engins d'exploitation et les poussières seront émises dans l'atmosphère.

Les substances contenues dans les gaz d'échappement ont une nocivité élevée, mais ne seront émises que par les moteurs des engins. Par ailleurs, les gaz d'échappement seront émis en très faible quantité par rapport à la quantité globale de gaz d'échappement émise sur le secteur du fait de la présence d'axes routiers supportant un trafic routier notable.

L'exposition des riverains à ces substances contenues dans les gaz d'échappement se pose de façon plus globale nécessitant d'intégrer l'ensemble des sources émettrices.

Dans le cadre des activités du projet, des mesures limiteront l'envol de poussières par :

- L'arrosage des pistes de circulation ;
- Pour limiter la diffusion de boue, la sortie du site est revêtue.

Compte tenu des faibles quantités de gaz d'échappement et des mesures prises pour limiter l'envol de poussières, la voie d'exposition par inhalation n'est pas retenue.

F.2.4.5 - ÉVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

F.2.4.5.1- L'eau

Les eaux pluviales seront dirigées vers un bassin étanche. Les eaux pluviales seront utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières et/ou rejetées dans le réseau d'eaux usées.

Compte tenu de l'absence de rejet des eaux pluviales, le risque d'exposition des populations par ingestion des eaux n'est pas retenu.

Le périmètre de la demande n'est concerné par aucun périmètre de captage d'eau potable.

Les mesures de réduction exposées dans les chapitres relatifs aux eaux souterraines et superficielles *(cf. paragraphe F.1.1.3 et paragraphe F.1.1.4*) permettent de limiter le risque de déversement accidentel :

- revêtement de plateformes pour les stockages des matértiaux de la déchetterie professionnelle et des déchets non dangereux ;
- les modalités de ravitaillement ;
- l'entretien des installations et des engins.

Il n'y a pas d'effluent autres que les eaux pluviales sur le site.

Les eaux pluviales du site sont intégralement infiltrées. Pour les eaux pluviales provenant des secteurs sont susceptibles d'être polluées (aires de stockage, voies de circulation, etc.), le projet prévoit :

- la collecte de ces eaux dans des bassins de confinement pour décantation avant infiltration ;
- un traitement approprié ;
- le contrôle régulier des bassins pour infiltration.

En cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, une procédure d'évacuation des matériaux polluées sera réalisée avec la présence des kits anti-pollution.

En conséquence, le risque d'exposition des populations par ingestion d'eau est nul.
Ce mode d'exposition n'est de ce fait pas retenu pour la suite de l'évaluation des risques.

F.2.4.5.2- L'air

S'agissant des polluants automobiles et des engins (NOx et CO ...), ils n'ont pas été retenus dans la suite de l'évaluation des risques sanitaires, car émis en faibles quantités, dans un contexte où il n'aurait pas été possible d'identifier la part des effets sanitaires éventuels dus uniquement aux activités objets de la présente demande d'évaluation environnementale.

Le risque d'exposition des populations est très faible vis-à-vis de ces substances chimiques.

De même, les poussières n'ont pas été retenues dans la suite de l'évaluation des risques sanitaires au vu des faibles quantités émises et des mesures mises en place pour réduire ces émissions.

Le risque d'exposition des populations est très faible vis-à-vis des poussières.

F.2.5 -CARACTÉRISATION DU RISQUE

Ce risque est exprimé différemment selon le type d'effets :

- Indice de Risque (IR) pour les effets avec seuil ;
- Excès de Risque Individuel (ERI) pour les effets sans seuil.

F.2.5.1 -CAS DES SUBSTANCES A EFFET AVEC SEUIL (PRODUITS NON CANCEROGENES)

L'indice de risque (IR), par voie respiratoire (inhalation), se définit comme suit :

IR = Ci/CAA

Pour éviter tout risque toxicologique, la concentration inhalée Ci doit être inférieure à la Concentration Admissible dans l'Air (CAA). Si IR < 1, le risque est acceptable (valeur acceptée par l'INERIS et dans le guide pour l'EDR santé du ministère concerné).

F.2.5.2 -CAS DES SUBSTANCES SANS EFFET SEUIL (PRODUITS CANCEROGENES)

L'Excès de Risque Individuel (ERI), par voie respiratoire (inhalation), se définit comme suit :

ERI = Ci x ERUi

avec ERUi l'Excès de Risque Unitaire exprimé en $(mg/m^3)^{-1}$.

Aucun polluant n'a été retenu suite à l'étape d'analyse de l'exposition des populations, il n'y a donc pas lieu de calculer l'indice de risque.

Les émissions issues de l'exposition, les circonstances relatives à la dangerosité des substances émises et aux modes de transfert de ces substances vers les populations potentiellement concernées, permettent de conclure à l'absence de risques sanitaires.

F.3 - ESTIMATION DU COÛT DES MESURES

Certaines mesures ne sont pas chiffrables, car elles entrent dans le coût d'exploitation ou de la remise en état du site :

- Imperméabilisation, entretien et maintenance du site et du matériel ;
- Transport et traitement des matériaux ;
- Gestion des déchets et des eaux usées produits sur site.

D'autre part, une partie des mesures de protection consiste à prendre diverses précautions telles que l'entretien des véhicules, la limitation de la vitesse sur les pistes, etc.

Les mesures chiffrables sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nature des mesures	Coût estimatif
Création des plateformes imperméabilisées	
Gestion des eaux pluviales	
Mesures paysagères	
Mesures de suivi	
Eaux souterraines	5 000 € /an
Eaux superficielles	5 000 € /an
Rejet atmosphériques	2 000 € /an
Contrôle acoustique	3 000 € /suivi

G -DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET RAISONS DES CHOIX DU PROJET

« 7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ».

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

La régularisation et le développement de activités de la plateforme déjà existante permettent d'améliorer le recyclage en augmentant le tri effectué sur site, de répondre à un besoin local et de mieux optimiser l'outil industriel déjà présent sur site.

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET RAISONS DES CHOIX DU PROJET

G.1 - ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

Le site a été créé en 2000 par la société JUROVITCH. L'exploitant a obtenu un arrêté préfectoral le 12 avril 2001 l'autorisant à exploiter une unité de broyage criblage de matériaux et d'une installation de grave-ciment (Arrêté n°2001-A-47-IC du 12 avril 2001). Le site a été repris par la société C'MATER en 2009. La société C'Mater est aujourd'hui autorisée par l'arrêté préfectoral n°2001-A-47-IC du 14 juin 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-APC-140-IC du 11 juin 2010 à exploiter une plateforme de collecte et de traitement de déchets sur La commune de Courcy (51).

La plateforme C'MATER est localisée au Nord de l'agglomération reimoise :

- immédiatement à l'Est du canal de l'Aisne à la Marne ;
- immédiatement à l'Ouest de la RD 966 ;
- à environ 200 m à l'Ouest de la voie ferrée de Reims à Laon.

Le site a fait l'objet d'une exploitation de carrière par le passé.

Afin d'acter le changement d'exploitant et d'ajouter les activités de déchetterie, de compostage, de broyage de végétaux et de stockage de végétaux et de compost, la société C'MATER a déposé un porter à connaissance auprès des services de l'Etat en janvier 2010. Suite à l'instruction de ce porter à connassance, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris en juin 2010 (arrêté n°2010-APC-140-IC).

Le 14 avril 2021, l'inspection des installations classées a effectuée une visite des installations de la société C'MATER. Suite à cette inspection, un arrêté mettant en demeure la société C'MATER de porter à la connaissance du préfet les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles les activités sont soumises ainsi que les modifications apportées sur ces installations a été pris par le préfet le 23 avril 2021 (Arrêté n°2021-MD-066-IC).

Le 6 cotobre 2022, l'inspection des installations classées a effectuée une visite des installations de la société C'MATER. Cette inspection a relevé plusieurs non conformités (traçabilité des déchets, moyen de défense incendie, ...),

Le 6 février 2024, l'inspection des installations classées a effectuée une visite des installations de la société C'MATER. Suite à cette inspection, un nouvel arrêté mettant en demeure la société C'MATER de mettre en place les moyens adéquats pour assurer la traçabilité des déchets (Arrêté n°2024-MD-081-IC).

L'entreprise C'Mater se doit donc de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour régulariser son installation et intégrer les travaux d'aménagement prévus (création de bureau et atelier à l'entrée du site).

Dans le cadre du développement de son activité, l'exploitant souhaite régulariser les différentes modifications apportées à l'installation depuis 2011 (modifications des activités autorisées, réalisations d'aménagement en vue de se conformer à la réglementation).

L'ensemble de ces modifications nécessite de déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale ICPE, complétée d'une étude d'impact.

Un projet d'aménagement a fait l'objet d'un permis de construire accordé sous réserve de conformité de la gestion des eaux et de l'assainissement, en date du 09 octobre 2025.

Ce projet a fait, au préalable, l'objet de nombreux échanges entre la société C'Mater ainsi qu'avec la commune de Courcy.

Lors de la phase préopérationnelle des aménagements extérieurs, des échanges ont été réalisés en octobre 2025, entre le porteur de projet, l'entreprise espaces verts pressentie pour la réalisation des travaux et le cabinet Greuzat sur des prescriptions attendues en terme de typologies de plantations, de mise en oeuvre et de choix des essences.

G.2 - JUSTIFICATION DU PROJET

Dans le contexte local de gestion des déchets, notamment issus du BTP, le site de la société C'Mater présente les avantages suivants :

- **Une localisation privilégiée pour répondre aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)**

Le projet se trouve à proximité du bassin d'agglomération rémois qui représente une concentration locale de projets de construction et d'aménagements divers.

En l'absence de réalisation du présent projet, l'exploitation du site par la société C'MATER se poursuivrait avec une adaptation réduite des activités pratiquées. Cela ne pourrait donc pas répondre de manière satisfaisante aux besoins locaux.

Pour mémoire, les objectifs du PRPGD sont les suivants :

- Réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés (MA) entre 2010 et 2020 ;
- Réduction des quantités de déchets d'activités économiques (DAE) par unité de valeur produite ;
- Recyclage de 55 % des déchets non dangereux non inertes (DNDNI) en 2020 (65 % en 2025) ;
- Valorisation sous forme matière de 70 % des déchets du BTP à l'horizon 2020 ;
- Réduction des quantités de déchets enfouis de 30 % en 2020 (50 % en 2025) par rapport à 2010 ;
- Réduction des capacités d'incinération sans valorisation énergétiques de 25 % en 2020 (50 % en 2025) ;
- Obligation de tri à la source des biodéchets à 2025 ;
- Extension des consignes de tri à l'ensemble plastiques en 2022 ;
- Développement de la Tarification incitative : 25 M d'habitants couverts en 2025.

Le projet permettra, de par sa proximité de l'agglomération rémoise, d'être au plus près de la source de déchets et des éxutoires potentiels des matériaux valorisés. Il s'inscrit donc en toute compatibilité avec les objectifs du PRPGD.

- **Un site industriel depuis de nombreuses années à développer et régulariser**

La société C'Mater est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2001-A-47-IC du 14 juin 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-APC-140-IC du 11 juin 2010 à exploiter une plateforme de collecte et de traitement de déchets sur la commune de Courcy (51).
Le projet porté par la société C'Mater consiste à régulariser les différentes évolutions du site depuis 2011 et réaliser des aménagements complémentaires en vue de se conformer à la réglementation :

- Réorganisation des différentes zones de stockages du site ;
- Aménagement des zones de transit au niveau des déchets de types bois A, bois B, plâtres, végétaux, etc.) ;
- Réorganisation de la défense incendie ;
- Modification du réseau de gestion des eaux ;

Sont déjà engagés les travaux suivants :

- Construction d'un bâtiment pour les locaux administratifs, sociaux et atelier d'entretien des engins ;
- Réaménagement de l'entrée du site avec notamment la construction d'un bâtiment entre les ponts bascules.

Le projet ICPE vise à développer et régulariser l'exploitation actuellement en place sur le site depuis de nombreuses années, notamment en terme d'activités et de gestion des eaux (incendie, pluviales, assainissement).

- **Des enjeux environnementaux limités**

Les enjeux environnementaux initiaux s'avèrent globalement nuls à faibles. Les domaines les plus-sensibles (enjeux estimés comme moyens sont : les eaux superficielles et souterraines, le paysage, les activités économiques, le tourisme et loisirs, les transports, l'air, le bruit et les servitudes).

Un ensemble de mesures sont ainsi mises en place afin de réduire les effets potentiels.

Le projet concerne un secteur où les enjeux sont globalement nuls, faibles à moyens. Des mesures sont mises en place pour réduire voire supprimer les effets potentiels négatifs.

- **Un projet d'aménagement des bâtiments et des espaces libres qualitatifs et favorable à l'intégration paysagère et à la biodiversité**

La construction d'un bâtiment sobre et d'architecture soignée et contemporaine des locaux administratifs, sociaux et l'atelier d'entretien des engins permettra d'assoir une image qualitative et durable de l'exploitation. L'attention portée aux espaces verts et la préservation des éléments permettant de conserver les activités derrière un filtre arboré et arbustif contribuera à une intégration paysagère notable. La diminution des hauteurs de stocks participera également à cette intégration.

La réalisation d'espaces dédiés à une meilleure biodiversité et à la la limitation d'ilot de chaleur (espaces plantés aux abords des bâtiments et stationnements, bassin de gestion des eaux végétalisé, etc.) contribuera à l'amélioration du site existant.

Le projet s'accompagne d'un aménagement durable et qualitatif en terme d'architecture et d'intégration paysagère. Les plantations et la gestion des espaces libres contribueront à une meilleure biodiversité et au maintien du caractère boisé de l'écrin végétal actuel de la plateforme.

H -INCIDENCES NÉGATIVES NOTABLES DUES À DES RISQUES D'ACCIDENTS OU DE CATASTROPHES MAJEURS

« 6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ; »

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

Il n'est pas identifié de vulnérabilité particulière vis-à-vis des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné.

I -ÉLÉMENTS DE L'ÉTUDE D'IMPACT REPRIS DANS L'ÉTUDE DE DANGERS

*« **12°** Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact. »*

Article R. 122-5-II du Code de l'environnement

C'MATER
Demande d'autorisation environnementale
Commune de Courcy (51)
2021.0629 - Décembre 2025
Cabinet GREUZAT TOME 2 Partie 2

ÉLÉMENTS DE L'ÉTUDE D'IMPACTREPRIS DANS L'ÉTUDE DE DANGERS

L'environnement du périmètre d'étude et les éléments sensibles sont décrits dans la partie « Description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet » de l'évaluation environnementale (TOME 2).

En résumé :

Domaine étudié	État initial
Risques naturels	Le projet n'est pas concerné par le risque sismique. Le projet n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe. Le projet n'est concerné par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le projet n'est pas concerné par le risque de mouvement de terrain.
Activités industrielles, commerciales et artisanales	La société C'MATER exploite une plateforme de réception et de transformation de matériaux.
Habitat	La commune de Courcy est rurale avec environ 1 260 habitants. Sa densité de population est faible avec 81 habitants/km². Le site étudié est localisé à l'écart des zones habitées à l'exception de quelques habitations isolés situé à environ 180 m au Nord-Est. Le site est localisé à proximité de l'ancienne base aérienne 112 où un projet de réhabilitation de l'acienne base aérienne est prévu. Les habitations et établissement recevant du public les plus proches sont situés dans le centre bourg, au plus près à environ 1,3 km au Nord-ouest.
Établissements sensibles ou recevants de public	
Biens matériels et réseaux	Il n'y a pas d'habitation à proximité du site. Les biens matériels les plus proches sont la RD 966 et le canal de l'Aisne à la Marne. Un réseau télécom ORANGE est présent sous la RD 966, immédiatement à l'Est du site et un réseau télécom SFR de l'autre côté du canal à l'Ouest du site.

Siège social
40, rue Moreau Duchesne
77910 Varreddes

☎ **01 64 33 18 29**

Bureau de Coulommiers
87, Avenue Jehan de Brie
77120 Coulommiers

☎ **01 64 03 02 05**

Bureau de La Ferté-sous-Jouarre
41 bis, Avenue Franklin Roosevelt
77260 La Ferté-sous-Jouarre

☎ **01 60 22 02 38**

Bureau de Crépy-en-Valois
2, bis rue Louis Armand
60800 Crépy-en-Valois

☎ **03 44 59 10 81**

environnement@cabinet-greuzat.com
http://www.cabinet-greuzat.com

cabinet
GREUZAT